

## Périls argentins

C'est des pays où la démocratie n'est jamais acquiescente. Tel est le cas de l'Argentine, où le président Raúl Alfonsín, déjà menacé par la réurgence d'un mouvement péroniste, aux élections législatives de septembre dernier, risque d'être rapidement confronté à une nouvelle épreuve de force avec l'armée.

L'affaire, qui concerne depuis plusieurs semaines les hauts commandements de la marine, a été décidée de promouvoir au grade de capitaine de corvette le lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz, l'un des « figures » de la répression pendant les années noires de la dictature militaire qui sévit de 1973 à 1983. Le lieutenant Astiz, encore notamment ses sinistres talents à l'École mécanique de la marine de Buenos Aires, alors transformée en centre de détention et de torture. Il est notamment responsable de la mort d'une jeune Suédoise, Dagmar Hagelin, et de deux religieuses françaises qui s'étaient solidarisées avec le combat mené par les familles de « disparus ». Le lieutenant Astiz et Alicia Dagnino.

Les responsables de la marine argentine avancent benoîtement, pour justifier la promotion d'un tortionnaire, le fait qu'il n'a jamais été condamné par un tribunal. Ce qui est exact : la prescription a joué pour certains de ses crimes, et il est impossible de le poursuivre pour les autres. Le président Alfonsín a dû accepter en mai, sous la pression, déjà, des militaires, d'accepter de promouvoir tous les militaires, accusés de violation des droits de l'homme qui n'ont pas exercé un commandement d'officier général pendant la dictature.

La volonté de promotion de la marine - la corps sans doute le plus réactionnaire de l'armée argentine - ne fait guère de doute. La promotion de lieutenant Astiz, qui s'est pourtant rendu aux forces armées pendant la guerre des Malvinas, devait en effet être signée par M. Alfonsín, théoriquement chef des forces armées.

Après plusieurs semaines marquées par les menaces extrêmement claires de démission et par les protestations scandaleuses des défenseurs des droits de l'homme, déjà choqués par le vote de la loi assurant l'immunité aux « subalternes », le président a tranché à sa manière : il a bien signé la promotion d'Alfredo Astiz, mais a ordonné sa mise à la retraite.

Cette demi-mesure va-t-elle satisfaire les caciques de la marine, qui ont menacé de donner leur démission si satisfaction ne leur était pas accordée ? C'est peu probable, tant, depuis plusieurs mois, de rébellion et de provocation, l'armée cherche systématiquement à étaler et même à humilier le pouvoir civil.

Elle y parvient sans peine, le président Alfonsín devant lutter sur un autre front : celui de la crise économique, qu'il a choisi de combattre par l'austérité. Mais, sans donner de grands résultats, la rigueur a surtout, jusqu'à présent, fourni des arguments aux péronistes, toujours prêts à exploiter les sentiments populistes exaltés par leur héros et ses épouses toutes sœurs. A l'heure de tous les périls, elle a aussi accru le sentiment d'impuissance et de découragement que ressentent de plus en plus de péronistes du président Alfonsín.

(Lire page 6 l'article de notre correspondante CATHERINE DERIVERY.)

N° 0147 - 12240 - 4,50 F



## Un vote acquis grâce à l'abstention américaine

### Territoires occupés : l'ONU « déplore les pratiques » d'Israël

Les Etats-Unis se sont montrés très critiques à l'égard d'Israël lors du débat au Conseil de sécurité de l'ONU sur les troubles dans les territoires occupés, qui s'est conclu par l'adoption, mardi 22 décembre, d'une résolution « déplorant » les pratiques de l'armée israélienne en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza.

Le vote de cette résolution a été rendu possible par l'abstention américaine. Qualifiant les mesures israéliennes de répression d'« inacceptables », le représentant des Etats-Unis a déclaré que les manifestations de jeunes Palestiniens étaient « l'expression spontanée de la frustration des populations ».

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le Conseil de sécurité a adopté, le mardi 22 décembre, une résolution sur la situation dans les territoires occupés par Israël. Proposé par cinq pays non alignés, le texte « déplore fortement les pratiques israéliennes, qui violent les droits du peuple palestinien ». Convoquée le 11 décembre, à la demande du groupe arabe de l'Assemblée générale, la réunion a été particulièrement longue, en raison de l'opposition entre les Etats-Unis et les amis de l'OLP. Après deux suspensions, le Conseil a adopté le texte par quatorze voix, une abstention, celle des Etats-Unis.

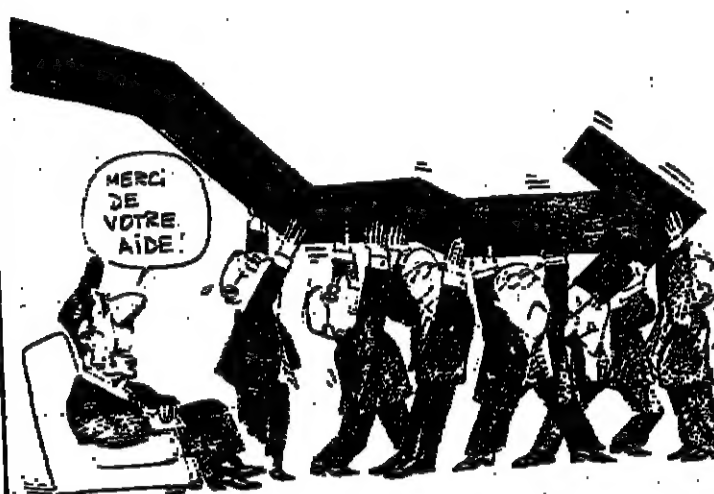
L'élaboration du texte a donné lieu à une véritable « navette » entre la délégation américaine et celle de l'OLP, par l'entremise du groupe non aligné du Conseil. Opposés à la première version, qui « condamnait » Israël pour la répression des manifestations dans les territoires occupés, les Etats-Unis, expliquant qu'ils ne pouvaient, pour des raisons évidentes, souscrire à un texte dur, ont obtenu que le projet se borne à « déplorer » la politique de Jérusalem. Cependant, forte de la réputation générale soulevée par les manifestations, l'OLP a demandé, in extremis, que l'on revienne à la première version.

CHARLES LESCAUT. (Lire la suite page 3.)

## Une déclaration des grands pays industriels

### Les Sept se prononcent contre une nouvelle baisse du dollar

Quelques heures après l'annonce d'un accord au Congrès américain sur une réduction du déficit budgétaire, le groupe des sept, principales puissances industrielles a publié une déclaration commune renouant les fils de la concertation internationale. Outre la nécessité de corriger les déséquilibres économiques, les « Sept » affirment que le dollar ne doit plus baisser - il a perdu quelque 10 % depuis les accords du Louvre de février 1987 - et que sa hausse éventuelle doit être limitée pour que les perspectives de croissance mondiale ne soient pas compromises. Sur les marchés, très étroits en cette veille de Noël, le dollar restait hésitant, à Tokyo comme en Europe.



(Lire nos informations page 24.)

## Nouvelle baisse du chômage

- 1 % en novembre. PAGE 24

## Attentat en Irlande du Nord

Un dirigeant du principal groupe paramilitaire protestant assassiné par l'IRA. PAGE 4

## Les pratiques publicitaires

L'avis du Conseil de la concurrence. PAGE 23

## Une encyclique de Jean-Paul II

Publiée prochainement, elle portera sur la paix et le développement. PAGE 20

## ARTS ET SPECTACLES

« Intervista » de Federico Fellini. ■ Francesca Cemenini tourne en France. ■ « Too Much » de David Leland. Pages 13 à 15.

Le sommaire complet se trouve page 28

## L'ENQUÊTE : bouleversements du marché et hypocrisie générale

### Le grand bazar des armes

par Bruno Dethomas

Lorsqu'il reçoit à déjeuner il y a un an, sous les lambris de l'hôtel de ville, son homologue de Riyad, le prince Salman, frère de roi Fahd d'Arabie saoudite, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, lui a dit : « Vous nous reprochez de vendre des armes à l'Irak. Mais dès que vos services nous ont fait savoir que les hélicoptères que nous fournissons à l'Indonésie aboutissent à Téhéran, nous avons mis fin à ce trafic ». Voilà un scandale évident. Mais il faut bien constater que l'intransigeance occidentale face à l'Irak, pourtant affirmée au Conseil de sécurité de l'ONU comme au sommet des pays industrialisés à Venise, fait eau de toutes parts.

Aux Etats-Unis, sans parler de l'Irak, échange d'armes-

contre des otages manipulés par les Israéliens soucieux de fixer leur ennemi irakien dans une guerre longue et épuisante, la justice américaine a engagé, de 1982 à 1986, quarante-quatre poursuites pour des ventes d'armes illégales vers l'Irak, dont la plus spectaculaire - la livraison, envisagée pour 2 milliards de dollars, d'avions Phantom F-4, de chars M 48 et d'hélicoptères - a entraîné l'arrestation de dix-sept personnes dont le général israélien à la retraite Avraham Bar-am.

La liste des affaires instruites en Europe est, elle aussi, impressionnante. En Autriche, Noricum, la division armement de Voest Alpine, est accusée d'avoir vendu en 1985 et 1986 à l'Irak cent quarante canons GHN-45 pour quelque 300 millions de dollars en usant - pratique la plus courante - de faux certificats de

destination finale (end-users) vers le Brésil et la Libye.

En Belgique, une commission parlementaire a terminé son enquête sur des exportations illégales de munitions, notamment par PRB, la division explosifs de Gechem SA. Celle-ci ne devrait pas être inquiétée « faute de preuves suffisantes ». En Finlande, Oy Forcit est suspectée d'avoir fourni 2000 tonnes de poudre explosive à la firme suédoise Bofors pour lui permettre de remplir ses engagements à l'égard de Téhéran. Une suspicion analogue pèse en France sur la Société nationale des poudres et explosifs. Mais, comme le dit un haut fonctionnaire du ministère de la défense : « Les poudres, c'est incontrôlable. C'est comme l'acier. Le marché est libre et la majeure partie des poudres fabriquées à un usage civil ».

(Lire la suite page 10.)

## L'attitude des socialistes en Champagne-Ardenne

### Un entretien avec M. Bernard Stasi

Le budget de la région Champagne-Ardenne, présenté par M. Stasi (CDS), a été adopté, le mardi 22 décembre, grâce à la bienveillante neutralité des élus socialistes, qui n'ont pas respecté les consignes de vote données par la direction de leur parti. Seuls, le PCF et le FN ont voté contre.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Stasi affirme que la future majorité nationale devra, après l'élection présidentielle, associer une partie de l'opposition à son action.

« L'attitude des socialistes du conseil régional de Champagne-Ardenne, qui reflète une bienveillante neutralité critique, vous paraît-elle responsable ?

« En refusant de s'incliner devant les outas de leurs instances dirigeantes, les socialistes ont adopté un comportement res-

ponsable. Il aurait été tout à fait contraire à l'esprit de décentralisation que l'état-major national dicte, à propos d'un budget dont il ignore le contenu, leur conduite à des élus régionaux.

« Avez-vous le sentiment d'avoir fait des cadeaux au PS ?

« Aucun. J'ai simplement joué le jeu du débat démocratique et pris en compte des propositions émises par la commission de l'assemblée régionale. J'avais décidé qu'il n'y aurait pas de hausse de la pression fiscale : tel est le cas.

« Dans cette affaire, votre conduite a-t-elle uniquement été guidée par des considérations d'intérêt régional ?

« Bien sûr. J'ai été animé par le souci de présenter un bon budget. Cela dit, au cours de ma vie politique, j'ai toujours pratiqué une attitude d'ouverture et de dialogue et refusé l'ostracisme, dans le cadre du conseil régional comme ailleurs.

« Est-il préférable de faire passer un budget de cette manière plutôt que de devoir compter sur l'adhésion du Front national ?

« C'est évident, en ce qui me concerne... Ma position, depuis l'élection de Dreux, est claire et constante. Elle consiste à refuser toute alliance avec le Front national. Je n'espère rien de sa part, au demeurant. J'ajoute qu'aujourd'hui tous les responsables de la majorité le récusent de la même façon.

« Quel enseignement en tirez-vous pour l'avenir ?

« D'abord, la leçon que le PS est terriblement divisé dans son attitude vis-à-vis du Front national. Cela donne une idée de ce qu'il adviendrait si François Mitterrand ne se représentait pas. Cela serait une sacrée empoignade. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin, eux, sont parfaitement cohérents.

Propos recueillis par DIDIER LOUIS.

(Lire la suite page 8.)

## FORCE 10

### LA FORCE DES LIENS

Pour ceux qui croient aux liens, Fred, homme de la mer et joaillier transforme un câble marin en bijou d'or et d'acier.

Pour lui : 9 800 F

Pour elle : 6 300 F

6, rue Royale, Paris. 42.60.39.65

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly.

21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo.

20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

FRED JOAILLER

## Les exportations d'armes

### Démenti et transparence

Les ministères de la défense et du budget ont démenti, mardi après-midi 22 décembre, les informations du Monde (nos éditions du 23 décembre) concernant les détournement d'armes françaises après mars 1986.

La déclaration du porte-parole du ministère de la défense confirme que « les demandes d'exportation à destination du Portugal, citées dans l'article du Monde, ont fait l'objet de décisions de principe du comité interministériel pour l'exportation des matériels de guerre » (CIEIMG), sous réserve des vérifications habituelles.

Mais ces décisions n'ont pas donné lieu à délivrance d'autorisation d'exportation (AEMG), qui permet, seule, le franchissement des frontières.

La direction générale des douanes s'en tient au communiqué du gouvernement, et ne précise pas les raisons pour lesquelles les autorisations d'exportations n'ont pas été délivrées. En dépit du renforcement des contrôles intervenus depuis mars 1986, la tentation persiste manifestement de tourner l'embargo. Le 20 août dernier, M. André Giraud, ministre de la défense, avait dû, dans une circulaire aux industriels concernés, « réaffirmer l'interdiction d'exporter des armements en Iran ».

Le démenti du gouvernement ne lève pas cependant tous les aspects de cette affaire, et appelle d'autres informations pour qu'une réelle et nécessaire transparence soit faite.

(Lire nos informations page 12.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 8 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



سكزا من الاصل

2 Le Monde • Jeudi 24 décembre 1987 •

# Débats

## BONHEURS

### L'éducation des sens

par ALBERT MEMMI

J'ai écouté avec ravissement un chef cuisinier, Alain Senderos, parler de son art, car il s'agit d'un art, il m'en a convaincu.

Nous avons cinq sens, d'ailleurs, mais certains : la vue, l'ouïe, le toucher, le goût, l'odorat. L'art, comme la parfumerie, celui de l'odorat ? L'art, comme la cuisine, celui du goût, celui de l'odorat ? L'art, comme la cuisine, celui du goût, celui de l'odorat ?

Pourquoi renoncer à l'un d'entre eux ? Y aurait-il des sens nobles et des sens méprisables ?

Il faut écouter Alain Senderos expliquer comment il fait chanter, fructifier le palais de ses clients. Un vin mal choisi, glisse 50 % de la saveur d'un fromage ; comme dans les arts consacrés, tous les sens sont mis à contribution : un ajout de gros sel permet d'entendre un mets ; les Japonais excellent à flatter l'œil par la disposition et l'ornementation d'un plat ; encore faut-il, comme dans un orchestre, accorder les sens entre eux...

Toute culture, grande ou petite, possède sa stratégie culinaire. Les Japonais s'efforcent de conserver le goût originel des aliments : le poisson de midi vient de la pêche du matin, celui du soir de celle de l'après-midi. Les Chinois font subir un traitement savant au moindre carré de légume ou de viande. Les Européens auraient découvert la cuisson à point et la juste utilisation des épices.

Pourtant la cuisine ne semble pas entendue, il demeure du dédain, voire du refus à l'égard de l'art culinaire. On s'étonne

que l'on puisse consacrer du temps à une activité si frivole. Un auteur français, J.-F. Revel, qui, pourtant, ne méprise pas la table, parle de « *goinfrerie nationale* ». Chez de nombreux peuples, les interdits alimentaires bravent les siècles.

Cette défiance relève d'une condamnation plus générale du désir, où Schopenhauer voyait la source de tout le malheur humain. Mais les systèmes qui prétendent vaincre le désir mènent une lutte illusoire et sans fin. Le désir est brutal, sourd et fou quelquefois, mais on ne déracine pas le désir sans déraciner la vie. Le désir est notre part animale multiple, magnifiée par notre imagination. N'est-il pas de bonne politique de négocier avec lui et d'en tirer le meilleur ?

L'une de mes tantes, calédonienne de vocation, pestait contre cette « *insupportable corvée* », « *le repas est long à préparer, vite expédié* ». Elle parlait pour elle-même : ceux qui aiment manger acceptent de payer pour leur plaisir, et le partage volontiers. Bons pour eux-mêmes, ils sont bons pour les autres : c'est le sixième sens, celui du bonheur d'être ensemble.

Toute éducation est élévation : contrainte, épanouissement et promesses de joies. Tous les sens y contribuent : on s'éduque autant par la bouche que par l'œil ou par l'oreille. Est-ce un hasard si ce même terme, goût, désigne le sens de la bouche et une manière de vivre ?

## BIBLIOGRAPHIE

« Et si la presse n'existait pas... », de Francis Balle

### Un acte de foi dans la liberté

par GEORGES VEDEL

Q'EST-CE qui fait courir Francis Balle ? Car son livre est une course alerte qui entraîne irrésistiblement le lecteur. Et quelle course ! L'on part de Théophraste Renaudot pour déboucher sur l'actualité la plus proche et sur sa problématique.

Le ressort de ce livre (au sens où Montesquieu parlait du ressort des régimes politiques) est-il dans le goût ou le besoin de l'histoire ? Je ne le pense pas. Sans doute tout le propos baigne-t-il dans l'histoire et la première partie de l'ouvrage, qui s'intitule « La naissance d'une institution », nous livre une belle vue cavalière sur le journalisme français en parallèle avec le journalisme anglais et surtout avec l'américain. Mais l'histoire n'est finalement pour l'auteur qu'un lieu de passage et de repères qui s'ouvre sur autre chose.

Encore moins Francis Balle — pourtant universitaire de premier rang — a-t-il voulu écrire un manuel de droit, d'économie ou de sociologie de la presse et des médias.

Le « ressort » du livre se découvre aisément dans le titre que l'auteur a

choisi et dans le rythme qu'il a imprimé à sa course. Le titre *Et si la presse n'existait pas...* est en forme de défi. Le rythme : visiblement le rappel historique n'est là que pour planter un décor : l'auteur a hâte d'en déboucher avec les détracteurs de la presse, avec les bons apôtres ou les belles âmes qui, consciemment ou sans le vouloir, lui administreraient des remèdes pires que les maux dont ils prétendent la guérir. Aussi bien le titre de la seconde partie (« *Le succès des impostures* ») et celui de la troisième (« *L'éloge du journalisme* ») donnent du livre de Francis Balle une juste image : un contre-pamphlet en réponse à tous les pamphlets qui, jadis, nagèrent et aujourd'hui, se sont multipliés contre médias, journaux et journalistes.

L'adversaire n'est plus à vrai dire le tyran qui, par principe, refuse la liberté de la presse. Cette espèce n'existe plus. Comme pour tant d'autres droits de l'homme, chaque Etat, fût-il totalitaire, reconnaît

volontiers le caractère sacré de la libre communication. Il suffit de ne pas en tenir compte dans la pratique. Non, le danger vient de ceux qui, exaltant la presse, soulignent sa « mission », en livrent argument pour en déduire les « devoirs » du journaliste, le caractère de « service public du journal » et, par voie de conséquence, la nécessité de contrôles, depuis l'auto-censure jusqu'à la tutelle, sinon jusqu'à la nationalisation, à moins qu'on ne remette ces fonctions de surveillance à la corporation elle-même. Exalter le rôle des médias dans la formation des jeunes et l'accès des citoyens à la culture, c'est mettre sur le même pied (et à la limite sous le même statut) le journaliste et le professeur. Saluer dans la presse un quatrième pouvoir ou un contre-pouvoir, c'est provoquer à une recherche : si et comment cette puissance (comme le législatif, l'exécutif et le judiciaire) répond aux exigences de la démocratie qui n'accepte dans un pouvoir ni l'auto-investiture, ni l'irresponsabilité.

#### Le rideau des préjugés

A cette offensive l'auteur répond par une contre-attaque générale et un acte de foi.

La contre-attaque est nourrie de tout ce que l'auteur sait — pour nous l'avoir appris — du monde réel des médias. L'essentiel des « maux » imputés à la presse est fait de mystifications et d'impostures. Pour ne prendre qu'un exemple, le fameux pouvoir quasi absolu des médias est généralement présenté à l'opinion comme une relation à sens unique : de l'hyppotiseur (le journaliste) à l'hypnotisé (le public). Or, si à cette approche du côté de l'émetteur, on passe à une autre du côté du « récepteur », on s'aperçoit que le « récepteur » possède des capacités de discussion, de résistance ou tout simplement de refus qui sont le meilleur remède contre les excès d'autorité de l'émetteur.

En réalité — c'est l'un des passages les plus solides et les plus brillants du livre — la relation des médias et des publics (il s'agit bien d'un pluriel) demande une analyse autrement fine, qui n'est pas seulement celle d'actions et de réactions, mais d'un ensemble beaucoup plus complexe en forme de tissu social. Il serait trop long de rappeler une par une les démonstrations factuelles que Francis Balle oppose aux lieux communs sur les « excès » des

médias. Je voudrais pourtant signaler les pages particulièrement pertinentes qui ruinent l'identification du journaliste et du professeur. Ainsi la contre-attaque, qui est le contre-maître du livre, tend à dissiper un rideau de préjugés et de contre-vérités.

Mais elle est complétée par un acte de foi qui, lui, est l'intuition fondamentale de l'auteur : à supposer qu'il y ait quelque chose de vrai dans les imputations dirigées contre les excès engendrés par la liberté de la presse, il n'est pas d'autres remèdes pour en venir à bout que la liberté elle-même, élargie d'ailleurs en liberté de communication. Cet acte de foi est à peu près total. Ce n'est guère que du bout des lèvres que l'auteur accepte que l'Etat intervienne pour concilier la liberté de communication avec d'autres libertés ou droits non moins respectables ou pour tenir compte de certaines contraintes techniques (pour répartir des fréquences d'émission par exemple). L'acte de foi n'est d'ailleurs pas une fuite dans l'abstraction. Il s'appuie d'abord sur le journaliste qui, « par construction », ne peut composer, avec ses confrères, un monolithisme de pouvoir. Mais il s'appuie aussi sur le public, qui administre le « marché », juge du journal et du journaliste, marche autrement démocratique que tout espace de réglementation aseptique.

Un acte de foi, dira-t-on, n'est pas un argument irrésistible. Prenons garde pourtant que, dès lors que l'on croit aux droits de l'homme, on doit accepter un pari. Le pari est non pas que les valeurs démocratiques conduiront dans tous les cas et instantanément à résoudre de façon satisfaisante les problèmes que les hommes doivent affronter. On peut penser au contraire que, dans certains cas et à certains moments, des solutions autrement inspirées seront, dans l'immédiat, plus efficaces. Mais le vrai pari sur la démocratie et les droits de l'homme est que, sur un temps assez long, sur un espace assez vaste, avec des occasions assez nombreuses, la fidélité constante et inébranlable aux conduites démocratiques produira des résultats pratiques (et non pas seulement moralement) très supérieurs à ceux de toute autre pratique. La citation de Camus qui termine le livre ne dit pas autre chose : « Pour la presse comme pour l'homme, la liberté offre une chance d'être meilleur : la servitude n'est que la certitude de devenir pire. »

\* Francis Balle, *Et si la presse n'existait pas...*, J.-C. Lattes, 1987, 196 p.

## JUSTICE ET POLITIQUE

### Du bon usage d'un malaise

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (\*)

ment, dans ces conditions troubles, la justice pourrait-elle être serleuse ?

Mais les relations entre l'Etat et la justice ont-elles jamais été simples dans notre pays ? En dépit des théories de Montesquieu sur « la puissance de juger », notre tradition constitutionnelle a toujours été méfiante, dès 1789, à l'égard d'un pouvoir judiciaire qui avait nourri sous l'Ancien Régime des ambitions politiques. N'oublions pas que, reprenant des principes édictés en 1790, l'article 127 du code pénal déclarait « coupables de forfaiture (déjà !) et punis de dégradation civique, les magistrats qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif ou dans les matières attribuées aux autorités administratives ».

La magistrature, à qui l'on a souvent reproché son corporatisme, a rarement cessé d'être mêlée aux péripéties mouvementées de notre histoire politique. Sans remonter à 1852 ou 1875, songeons au serment à Fétina, aux épurations de la Libération, aux troubles de la décolonisation, à la contestation des années 1968. La Constitution de 1958 ne reconnaît l'existence que d'une « autorité judiciaire ».

Quant aux rapports entre justice et raison d'Etat, les affaires Abdallah et Gordji — après l'affaire Abou Daoud sous le précédent septennat — ont montré combien ils étaient par nature conflictuels.

Fragilisé par deux siècles de controverses et de crises, le corps

judiciaire est écartelé entre l'indépendance, qui lui est théoriquement conférée par la Constitution et le système hiérarchisé dans lequel il est depuis toujours enserré.

De là à faire des magistrats les bous émissaires, voire les « bouffons de la République », il y a un pas qu'il serait trop commode de franchir. Il est trop facile de brocarder une justice « aux ordres », de reprocher aux magistrats de « rendre des services au lieu de rendre des arrêts ». Ce serait faire bon marché du travail souvent ingrat des juges du quotidien, sans parler de ceux qui traquent le terrorisme avec un courage physique dont leurs détracteurs sentaient bien en peine de faire preuve.

#### Pressions de toujours

Le corps judiciaire est, en réalité, à l'image de la nation. Dans sa diversité d'opinions, de sensibilités, de tempéraments, dans ses déchirements et ses incertitudes. Mais précisément, le malaise qui frappe aujourd'hui la justice, comme d'autres éléments du corps social, peut être l'occasion d'une réflexion salutaire sur les rapports que la société française entretient avec sa justice.

Ces rapports n'ont jamais été sains. Les pressions politiques sur les magistrats ont toujours existé

et les gouvernements, de gauche comme de droite, ont été généralement tentés de préférer les juges complaisants à ceux qui leur tenaient tête. Les citoyens français, de leur côté, n'ont jamais eu pour leurs juges le respect dont bénéficient les magistrats des pays anglo-saxons. Or, plus le pouvoir est fort, plus il devrait accepter que des contre-pouvoirs — justice judiciaire, mais aussi justice constitutionnelle, presse, Parlement, autorités administratives indépendantes — viennent assurer la protection des citoyens et le respect des principes démocratiques.

Toutefois, s'il est dans la vocation des juges d'arbitrer les conflits, tous les conflits — y compris ceux qui ont des incidences politiques ou sociales, — c'est par leur impartialité et leur pondération, tant à l'égard des « puissants » que des « misérables », que les magistrats s'attireront le respect que doit inspirer la fonction judiciaire. L'Etat peut les y aider par le renforcement des garanties d'indépendance que leur confère leur statut, par la réforme de certaines procédures archaïques, comme celle de l'incompétence, par l'amélioration du fonctionnement matériel de la justice, submergée par l'accroissement spectaculaire du nombre des dossiers. Mais c'est surtout en eux-mêmes que les magistrats trouveront la clé de « l'autorité » que leur reconnaît la Constitution. Ce n'est là que justice puisqu'ils sont par essence les garants de l'Etat de droit et de cette vertu cardinale qui a précisément nom justice.

(\*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

## Au courrier du Monde

### TECHNIQUE

#### Provocation au suicide

Il y a quelques mois (le Monde du 8 septembre 1987), un jeune homme de vingt-cinq ans, « deux mois renfermé, médusé et nourri de lectures philosophiques », s'est donné la mort d'une balle de 22 long rifle en plein cœur. Son contrat de TUC à la bibliothèque municipale de Fréjus venait d'être révisé. Philippe Viola savait qu'il allait devoir, de nouveau, affronter le chômage, cette honte. Il ne l'a pas voulu. Le

mépris de la dignité humaine, l'indifférence à l'individu, à ses désirs, à ses détresses, ne sont pas là, aussi, quelquefois, des provocations au suicide ? Nos députés, qui viennent d'adopter une proposition de loi réprimant la provocation au suicide, n'ont pas évoqué cet aspect des choses, moins technique peut-être mais tout aussi réel.

FRANÇOIS POIRIE,  
docteur (Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Directeurs : Hubert Berni-Mary (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des Lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Berni-Mary, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wente

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 260 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse : définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

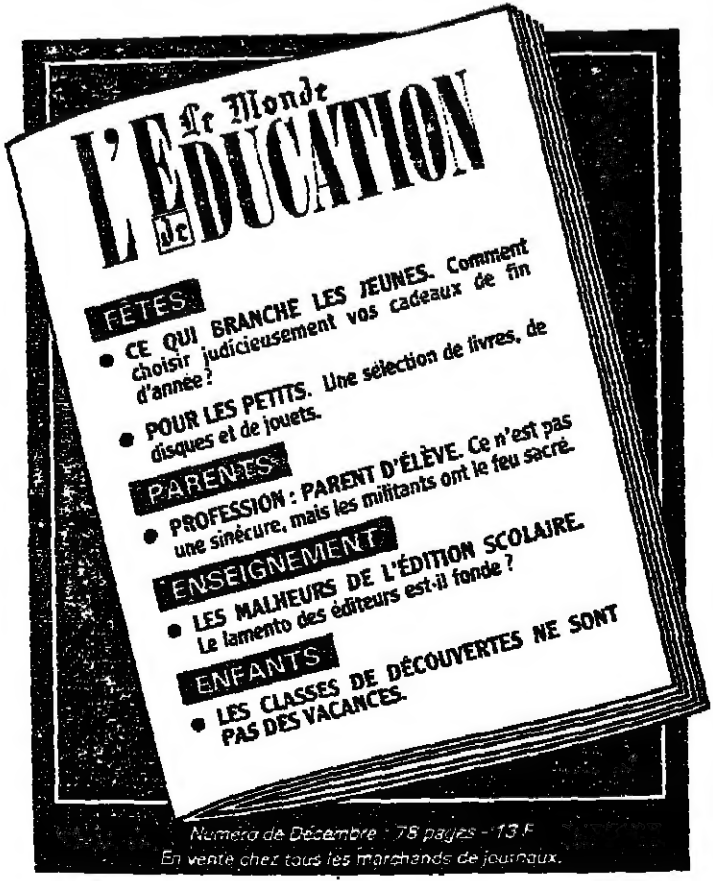
Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINITELE

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24





# Etranger

Les troubles dans les territoires occupés et la résolution du Conseil de sécurité

## Les dirigeants israéliens durcissent le ton

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le cycle de la violence continue : en Palestine, à Gaza, et cinq autres ont été tués par balles au cours d'une journée de violence observée par les habitants israéliens comme par les habitants des territoires occupés - qui s'était elle-même soldée par la mort de cinq manifestants (un autre blessé étant décédé mardi de ses blessures).

Pour l'accablant et de véritable débat sur les dimensions de la crise, le gouvernement s'en tient au langage de la fermeté. Tout juste de retour mardi d'un séjour aux Etats-Unis, le ministre de la Défense, M. Rabin (travailliste), a tapé du poing sur la table. Son message se résume en une phrase : les troubles doivent cesser et le gouvernement y mettra les moyens nécessaires.

Quels que soient les différends politiques entre Israéliens sur les solutions qui peuvent être envisagées (pour régler le problème palestinien), il faut que les Palestiniens sachent clairement qu'ils n'obtiendront pas la moindre chose par la violence, a-t-il déclaré. « Aussi, a-t-il poursuivi lors d'une conférence de presse, le principal problème du moment est-il de rétablir l'ordre (...) et quiconque se rend à une manifestation violente doit savoir qu'il se place en situation de danger. » « Nous prendrons toutes les mesures qui s'imposent », a ajouté M. Rabin, laissant entendre que le retour au calme pourrait ne pas avoir lieu avant une ou deux semaines.

Dans les milieux proches des forces de l'ordre, le ton était à l'union. On évoquait la possibilité de recourir massivement à des mesures de répression administrative et d'expulsion pour mettre un terme à cette quinzaine noire dans les territoires, qui s'est soldée par la mort de près d'une vingtaine de Palestiniens. Le général Mitzna, responsable militaire de la Cisjordanie, expliquait pour sa part : « Nous emploierons des méthodes agressives pour restaurer la loi et l'ordre dans les territoires, et notamment à l'encontre de ceux qui incitent les gens à descendre dans la rue ».

### M. Péro : maîtriser la violence

A quelques incidents près, la journée de mardi avait été calme, jusqu'en fin d'après-midi. En Cisjordanie, comme à Gaza, commerçants et entreprises rouvraient leurs portes et de nombreux Palestiniens reprenaient leur travail en Israël. Mais, à la nuit tombante, une patrouille de l'armée, selon un communiqué militaire, a été agressée avec des engins incendiaires par des résidents du camp de réfugiés de Jabalya, à l'entrée de Gaza. Selon le communiqué, les soldats ont été tirés pour se dégager de la foule. Un Palestinien de dix-sept ans a été tué et trois autres ont été blessés. Au même moment, un incident semblable avait lieu au sud d'Hébron (en Cisjordanie) et deux Palestiniens ont été blessés.

Entre les deux grands partis formant le gouvernement (le Likoud et

les travaillistes) il y a à l'évidence un consensus sur la nécessité de mettre un terme aux manifestations. De retour, lui aussi, d'un long séjour à l'étranger le chef du Parti travailliste, M. Péro, ne disait pas autre chose que le premier ministre, M. Shamon (Likoud), en soulignant qu'il fallait « avant tout maîtriser la violence ». Mais quelles que soient les intentions de venir des responsables de la sécurité, de nombreux éditeurs et journalistes spécialisés en Israël dénoncent les carences du gouvernement en matière de maintien de l'ordre. Plus exactement ils soulignent l'impropriété des méthodes utilisées. Certains, devant la liste des victimes, vont jusqu'à parler d'échec grave.

Contrairement à une image souvent répandue, l'armée israélienne n'est pas présente en masse dans les territoires. Elle n'y déploie aucun dispositif lourd, encore moins des

### M. Sharon, un ministre qui coûte cher à Israël

M. Ariel Sharon coûte cher à Israël. Le ministre du Commerce et de l'Industrie réside désormais dans une maison du secteur arabe de la vieille ville de Jérusalem, où il vient de prendre la résidence (le Monde du 17 décembre). Or le ministre de la Police - travailliste - M. Meir Bar Lev, a indiqué, dernièrement au Parlement, que la protection de M. Sharon et de ses biens mobilisait un tiers des effectifs de la police israélienne de Jérusalem.

Côté annuel de l'opération : 800 000 shekels, soit 540 000 dollars (environ 3 millions de francs). La protection du « ranch » de M. Sharon dans le Néguev coûte déjà à l'Etat juif 193 000 dollars (environ 1 million de francs). On comprend que M. Bar Lev ait estimé que l'armement de M. Sharon dans la Jérusalem arabe était une décision « peu sage ».

(AFP.)

blindés. En permanence, seules sont sur place de très petites unités. A l'exception de fusils tirant des balles en caoutchouc et des grenades moutonnées, ces unités ne possèdent pratiquement pas d'équipement anti-émeute : ni boucliers contre les pierres, ni véhicules de transport protégés, ni canons à eau. Pour des raisons notamment politiques, l'armée n'a pas voulu former en son sein un véritable corps de professionnels de la répression des troubles publics. Bien souvent, ce sont des petits groupes de jeunes soldats, sans expérience du maintien de l'ordre, parfois sans casque, qui se trouvent face à des manifestants particulièrement déterminés. En principe, les soldats ont ordre de ne tirer que lorsqu'ils estiment leur sécurité menacée. Mais qui peut exclure des erreurs d'appréciation ?

La presse israélienne a reproduit ces jours-ci les critiques formulées par les Etats-Unis à l'encontre des méthodes de maintien de l'ordre du gouvernement de Jérusalem. Le

Jerusalem Post citait un fonctionnaire américain qui assurait que Washington avait depuis plus d'un an exhorté Israël à se doter d'unités spécialisées capables de contrôler les manifestations violentes, sans tirer à balles réelles comme il en existe dans les pays occidentaux. Les responsables israéliens font valoir que les conditions sont bien différentes dans les territoires occupés. M. Rabin a vivement répliqué à ses interlocuteurs américains, assurant qu'Israël n'avait pas les moyens de se doter d'une pareille force de police. Le conseil des ministres affirmait, lui, dimanche, qu'Israël agit avec plus de retenue que ne le ferait tout autre gouvernement placé dans des circonstances similaires.

Apparemment, l'armée a été surprise par l'ampleur des troubles : contrairement au cycle habituel de violence dans les territoires, ils se sont cette fois étendus dans le temps et dans l'espace, avec des manifestations se formant à cet égard de Gaza, de façon imprévisible. Les responsables de la sécurité paraissent aujourd'hui hésiter entre deux méthodes. Retirer les troupes, adopter un profil bas pour déstabiliser la situation ou, au contraire, déployer l'armée en force afin d'intimider. Cette dernière solution pourrait aujourd'hui avoir la préférence des autorités.

Quoi qu'il en soit, la mort de manifestants n'a pas d'effet dissuasif. Le moindre incident relance les manifestations, lesquelles dégèneront souvent en bagarres avec les forces de l'ordre - et le cycle se réitère sans qu'on puisse en voir la fin.

Au-delà de ce débat sur le maintien de l'ordre, l'attention de l'opinion et de la presse était mardi concentrée sur la grave généralisation de la violence dans les territoires occupés. L'ampleur du mouvement - souligné à la une des quotidiens - a suscité une réaction de stupeur, et les quelques violences qui l'ont accompagné, un sentiment de dépit et de déception. Que certains béotins du Néguev aient manifesté contre les forces de sécurité était sans précédent. Cette communauté passe pour être un modèle de fidélité à l'Etat.

Que quelques très jeunes d'Abou-Gosh aient lancé des pierres sur la police, cela ne s'était jamais vu : ce petit village proche de Jérusalem a toujours témoigné tolérance et sympathie à l'égard d'Israël. Il est sans doute encore trop tôt pour se faire une idée des sentiments exacts des Arabes israéliens, et les manifestations de mardi n'étaient peut-être pas représentatives de cette communauté. Mais le très respecté commentateur militaire du quotidien Haaretz n'hésitait cependant pas à écrire mardi : « L'agitation actuelle dans les territoires n'a jamais fourni de meilleures perspectives au développement d'un combat politique commun entre Palestiniens » (de Cisjordanie et de Gaza) et Arabes israéliens. Quelconque ignore ce fait commet une grave erreur.

ALAIN FRACHON.

## L'Organisation des Nations unies « déplore les pratiques » d'Israël

(Suite de la première page.)

Une nouvelle négociation s'est ensuivie, permettant aux deux camps de durcir le texte, en échange de l'abandon de la notion de condamnation.

Aussi, la résolution rappelle-t-elle un autre texte, adopté par le Conseil en 1980 sous le numéro 465. Dans cette résolution, votée à l'unanimité sous le regard incrédule de la délégation israélienne, les Etats-Unis de M. Jimmy Carter acceptaient une sévère critique de la politique israélienne à l'égard des territoires occupés, admettant le bien-fondé de la demande arabe en faveur d'une conférence internationale consacrée à ces territoires. Sensible à l'envoi provoqué par ce texte dans la communauté juive américaine, l'administration républicaine avait mis une sorte de veto rétroactif à son application. Or, mardi, le délégué américain a accepté que la résolution 465 soit « révisée ».

D'autre part, le texte voté le 22 décembre - qui exige qu'Israël se conforme aux conventions sur la protection des civils en temps de guerre - comporte plusieurs mentions du « peuple palestinien », expression qu'Israël n'apprécie guère, mais que le délégué américain a finalement acceptée. Enfin, le texte demande au secrétaire général des Nations unies de soumettre, avant le 20 janvier prochain, un rapport sur la situation dans les territoires. Cette proposition était également combattue en coulisses par Israël.

### Victoire diplomatique arabe

Le représentant israélien a rejeté en bloc l'ensemble du texte, estimant que la violence actuelle était « organisée par ceux qui tentent de justifier leurs critiques à l'égard d'Israël ». A la surprise générale, le représentant américain a contredit son collègue israélien en affirmant que la violence était « l'expression spontanée de la frustration des populations ». Déplorant, avec vigueur, l'usage « excessif » de la

force à l'égard des manifestants, le représentant américain a qualifié les mesures de répression de « violentes et inacceptables ».

L'impression d'une victoire diplomatique arabe a été renforcée par les déclarations de la Maison Blanche. Après que le président Reagan se fut montré, mardi matin, critique à l'égard d'Israël, son porte-parole, M. Martin Fitzwater, est allé plus loin en annonçant que le gouvernement américain venait d'avoir, ces jours derniers, plusieurs contacts avec des « leaders palestiniens ». Selon certaines sources, plusieurs de ces « leaders » seraient proches de l'OLP. « Les deux parties portent la responsabilité de la violence », a affirmé M. Fitzwater. Critiquant la présence israélienne dans les territoires occupés, le porte-parole a affirmé que « l'occupation pesait non seulement sur les Palestiniens, mais aussi sur Israël », et que « les effets de cette occupation ternissaient l'image du peuple israélien dans le monde ».

Selon les milieux diplomatiques des Nations unies, l'abstention des Etats-Unis lors du vote au Conseil de sécurité pourrait signaler une possible évolution de l'attitude de la Maison Blanche à l'égard de son meilleur allié et, plus précisément, à l'égard de la droite israélienne, dont l'opposition à la Conférence internationale sur la paix au Proche-Orient est de plus en plus critiquée, en privé, aussi bien par certains responsables politiques que par une partie de la communauté juive américaine. Dans une déclaration rendue publique lundi dernier, le rabbin Alexandre Schneider de New-York, président de l'Union des congrégations hébraïques, affirme que la violence devrait pousser Israël à « négocier avec agresseurs la fin de l'occupation de certains territoires arabes », car « le statu quo même les graines d'un conflit sans fin ». Inquiet devant la multiplication des prises de position hostiles à la ligne suivie par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, M. Moshe Arad, est venu à la hâte, lundi soir, à New-

York, où il a rencontré, à huis clos, les dirigeants de la « Conférence des grandes organisations juives américaines ». A la suite de cette rencontre, la Conférence a rectifié le tir, affirmant dans un communiqué que « la violence actuelle est l'œuvre de groupes terroristes palestiniens ». Néanmoins, le quotidien New York Times, proche de la plus importante communauté juive du monde, a comparé, il y a quelques jours, la situation dans les territoires occupés à celle que connaissent les esclaves noirs en Afrique du Sud.

CHARLES LESCAUT.

## CORRESPONDANCE

### L'OLP et les chrétiens du Liban

A la suite d'un article évoquant les relations entre les chrétiens du Liban et l'OLP (le Monde du 27 octobre), M. Antoine Basbous, représentant des Forces libanaises en France, nous écrit :

Il y a une certaine convergence d'intérêts entre les chrétiens du Liban et l'OLP face à la Syrie qui cherche à asservir le Liban. Nous ne nous en cachons pas. Mais cette convergence d'intérêts est essentiellement ponctuelle et tactique. (...) Sur le terrain, on ne peut en aucun cas parler d'une coordination Forces libanaises-OLP. (...) Quels que soient nos intérêts communs, notre position de principe à l'égard de l'OLP reste inchangée : nous ne cessons d'affirmer à l'OLP notre refus de toute présence palestinienne armée au Liban et notre refus de toute opération militaire menée à partir du territoire libanais.

Abordant la question de l'aide aux familles chrétiennes les plus déshéritées, aux réfugiés et aux chômeurs, M. Basbous précise que « le budget de la Fondation de solidarité sociale, créée par le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, est composé de dons provenant d'abord de la diaspora libanaise et ensuite de quelques amis que nous avons toujours à travers le monde, et particulièrement en France ».

Dès 6h jusqu'à 1h du matin

sur France Info

il y a l'info 105.5

qu'il vous faut.

C'est la seule radio en France d'information continue, qui vous offre, dès 6 heures et jusqu'à 1 heure du matin :

- Les titres de l'actualité tous les quarts d'heure.
- Un bulletin complet d'information toutes les demi-heures.
- Une information permanente au rythme même de l'événement.
- Des rendez-vous d'information de services (météo, état des routes, bourses, courses, spectacles, emploi, santé).
- Et pendant le week-end toute l'actualité sportive et les résultats que vous attendez.

FRANCE INFO, la passion de l'information. Une radio de Radio France.

FRANCE info 105.5

### La guerre entre l'Iran et l'Irak

## Recrudescence des opérations militaires dans le Golfe et sur le front

L'aviation irakienne a réussi, mardi 22 décembre, un raid de quelque 2 500 kilomètres pour venir frapper le centre névralgique des exportations pétrolières iraniennes : l'île de Larak, à l'entrée du Golfe. Bilan de cette attaque menée en plein jour : trois pétroliers géants touchés, dont le plus gros du monde, le Seawise Giant (564 739 tonnes de port en lourd) battant pavillon libérien. Les deux autres navires endommagés sont le Burmah Enterprise (451 927 tonnes, pavillon britannique) et le World-Petrobros (411 580 tonnes, pavillon libérien). Ces pétroliers servent au stockage du brut irakien transporté depuis le terminal de Kharg, qui, situé dans le nord-est du Golfe, est beaucoup plus vulnérable et est régulièrement la cible de l'aviation israélienne. Lors du dernier raid aérien irakien sur Larak, le 5 octobre dernier, quatre super-pétroliers, dont, déjà, le Seawise Giant, avaient été touchés.

Un autre pétrolier libérien, le Stena Concordia, a, par ailleurs, été attaqué, mardi soir, par une frégate au large de Dubaï, ont indiqué les Lloyd's de Londres.

La flotte américaine dans le Golfe a, pour sa part, modifié ses règles

d'engagement et pourra désormais aider les navires de guerre alliés si ceux-ci étaient attaqués et demandaient une assistance. Les navires marchands ne battant pas pavillon des Etats-Unis ne pourraient cependant toujours pas bénéficier de l'assistance - autre qu'humanitaire - des navires américains.

Sur le front terrestre, les deux belligérères ont poursuivi, mardi, leurs opérations. L'Irak a annoncé avoir repoussé une nouvelle contre-offensive irakienne destinée à récupérer le terrain conquis par l'armée iranienne, ces derniers jours, dans le secteur méridional du front, et avoir tué ou blessé deux mille soldats irakiens. Selon l'état-major iranien, les batailles rangées, qui se déroulent depuis les premières heures de la journée de lundi, ont abouti à la conquête de la période des troupes de Téhéran au nord de Fakhrah, sur la rive orientale du fleuve Do'iradj. L'aviation irakienne aurait en outre bombardé des concentrations de troupes adverses.

Bagdad, de son côté, a affirmé avoir mis en échec un assaut iranien lundi soir, chiffrant les pertes iraniennes depuis samedi à trois mille deux cents tués et blessés.

D'autre part, à Moscou, le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué que son pays « n'était pas opposé à l'examen par le Conseil de sécurité » de la question d'un éventuel embargo sur les armes à destination de l'Irak. Rappelant le roi Hussein de Jordanie au deuxième jour de sa visite en URSS, M. Gorbatchev a toutefois estimé que « l'on peut douter de la détermination à appliquer cet embargo de la part de ceux qui, tout en le préconisant, font fort que les armes, ont été compromises dans des livraisons secrètes d'armes à l'Irak ».

### Proposition soviétique

Vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovski, a souligné la nécessité, parallèlement à la « discussion » sur un éventuel embargo, de négocier la création d'une force navale internationale dans le Golfe. M. Petrovski a proposé la réunion de New-York des chefs d'état-major des armées des pays membres permanents du Conseil de sécurité pour discuter de la situation dans le Golfe. (AFP, AP, Reuter.)



سكنا من الاجل

## Europe

RFA : grave affaire de corruption  
dans le domaine nucléaire

### Les autorités suspendent l'autorisation de transport de la firme Transnuklear

Un scandale concernant le transport de déchets nucléaires entre l'Allemagne fédérale et la Belgique relance une nouvelle fois la polémique antinucléaire en RFA. Au centre de cette affaire se trouve l'entreprise Transnuklear, filiale de la firme Nukem, de Hanau (près de Francfort), spécialisée dans le transport des déchets nucléaires produits par les centrales ouest-allemandes. Un changement de direction, au mois d'avril dernier, avait amené la découverte d'irrégularités comptables qui couvraient une entreprise de corruption à grande échelle.

Il s'agissait, à l'aide d'enveloppes substantielles ou de cadeaux somptueux, d'obtenir de responsables de centrales nucléaires qu'ils confient le transport de leur déchets à Transnuklear. Des déchets à haute radioactivité, contenant du plutonium et du cobalt, étaient emmenés en Belgique, au centre nucléaire de Mol, près d'Anvers. Avec la complicité du directeur, M. Norbert van de Voorde, ces résidus étaient conditionnés comme des déchets faiblement ou moyennement radioactifs et raménés en RFA avec l'assentiment de responsables de centrales nucléaires, pour être entreposés près des centres de production d'électricité nucléaires. L'intérêt était évident. Alors que le conditionnement de déchets hautement radioactifs coûte environ 350 000 francs pour 60 kilos, celui de déchets moins toxiques revient à environ 85 000 francs pour 200 kilos, le contenu d'un fût.

Le 14 septembre dernier, M. Van de Voorde était licencié. Le même sort était réservé à une trentaine d'employés de diverses centrales en RFA, et des cadres de Transnuklear étaient incarcérés. L'un d'eux, M. Hans Holtz, accusé d'avoir détourné près de 20 millions de

francs, se suicida le 15 décembre dernier dans sa cellule. Le 17 décembre, le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Klaus Töpfer, suspendait l'autorisation accordée à Transnuklear de transporter des déchets nucléaires. Selon le ministre, il y aurait actuellement en RFA mille quatre-vingt-neuf fûts contenant des déchets toxiques illégalement réimportés de Belgique, répartis sur plusieurs sites.

#### Méfiance renforcée

L'affaire a pris aujourd'hui une dimension politique. La commission parlementaire de l'environnement s'est réunie en urgence à Bonn. L'opposition (social-démocrates et Verts) accuse le ministre de négligence dans le domaine de la sécurité nucléaire. Les chrétiens-démocrates s'en défendent en reprochant au SPD d'avoir, du temps où il était au pouvoir, retardé la mise en chantier d'usines de retraitement en RFA.

Cette affaire va en tout cas renforcer la méfiance de la plus grande partie de la population ouest-allemande vis-à-vis de l'énergie nucléaire, alors que le « syndrome Tchernobyl » commençait à s'estomper. La suspension de l'autorisation de transport à Transnuklear pose, en outre, de sérieux problèmes aux centrales nucléaires d'outre-Rhin : jusqu'à ce jour, cette entreprise transportait 80 % des déchets. Les deux entreprises concurrentes, qui se partageaient les 20 % restants ne sont pas en mesure, dans l'immédiat, de se substituer à Transnuklear.

LUC ROSENZWEIG.

SUISSE : avant d'être extradé vers l'Italie

### Licio Gelli devra purger une peine de deux mois d'emprisonnement

GENÈVE  
de notre correspondante

La cour correctionnelle de Genève a condamné, mardi 22 décembre, Licio Gelli à seize mois d'emprisonnement avec sursis et à dix ans d'interdiction de séjour sur le territoire de la Confédération... et sur celui de la principauté du Liechtenstein, pour corruption de fonctionnaire. Avant d'être extradé en Italie, le chef de l'ancienne loge maçonnique P2 devra cependant purger une peine antérieure de deux mois d'emprisonnement pour usage de faux papiers argentins.

Après sa première arrestation, le 3 septembre 1982, dans une banque genevoise - où il tentait de récupérer plusieurs dizaines de millions de dollars - Licio Gelli s'était évadé,

le 10 août 1983, de la prison genevoise de Champ-Dollon, en soustrayant un gardien d'origine italienne, condamné depuis à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis.

Souffrant d'une grave affection cardiaque et ayant, selon ses dires, voyagé autour de la planète depuis son évasion rocambolesque, il s'était constitué prisonnier en septembre dernier.

Son évasion n'était pas considérée comme un délit, car le législateur a expressément écarté du code pénal suisse cette incrimination, estimant que tout délit dispose de l'indivisible droit de recourir au libéré. Dès que le « vénérable » de la loge P2 aura purgé sa peine de deux mois d'emprisonnement, il pourra être remis aux autorités italiennes.

ISABELLE VICHNIAC.

### M. René Felber succède à M. Pierre Aubert à la tête de la diplomatie

BERNE  
de notre correspondant

L'entrée de deux nouveaux venus au gouvernement suisse pouvait théoriquement entraîner un changement dans la répartition des portefeuilles. Or, comme si tout était immuable dans la paisible Helvétie, il n'en a rien été. M. René Felber, Neuchâtelois et socialiste, comme son prédécesseur, a été appelé, le lundi 21 décembre, à succéder à M. Pierre Aubert à la tête du département des affaires étrangères. M. Aubert qui assurait la présidence de la Confédération jusqu'à son retrait officiel du gouvernement à la fin de l'année, avait dirigé la diplomatie helvétique pendant dix ans.

L'autre nouveau membre du conseil fédéral, M. Adolf Ogi, démocrate du centre du canton de Berne, s'est aussi vu attribuer le département des transports, communications et énergie, comme M. Léon Schlumpf qu'il remplace sous la bannière du même parti.

Confirmant le statu quo issu des dernières élections fédérales d'octobre, le 9 décembre dernier, la formule, dite « magique », associant les grandes formations de la Confédération aux responsabilités gouvernementales depuis bientôt trente ans.

Les cinq conseillers fédéraux sortants, conservant leur portefeuille, le nouveau gouvernement sera composé comme suit :

Affaires étrangères : René Felber (socialiste) ;  
Intérieur : Flavio Cotti (démocrate chrétien) ;  
Justice et police : M. Elisabeth Kopp (radical) ;  
Défense : Arnold Koller (démocrate chrétien) ;  
Finances : Otto Stich (socialiste) ;  
Economie publique : Jean-Pascal de la Mura (radical) ;  
Transports, communications et énergie : Adolf Ogi (démocrate du centre) ;

JEAN-CLAUDE BURRIER.

IRLANDE DU NORD : attentat à la voiture piégée

### Un dirigeant du principal groupe paramilitaire protestant a été assassiné par l'IRA

Un dirigeant de l'Ulster Defence Association (UDA), la plus importante organisation paramilitaire protestante, John McMichael, a été tué, mardi 22 décembre, dans un attentat à la voiture piégée à Liskarn, dans le nord-est de l'Ulster. L'IRA a revendiqué cet attentat et l'a qualifié de « mesure préventive ». Selon l'organisation républicaine clandestine, l'UDA, dont McMichael était

en fait le théoricien, le stratège et officiellement le chef adjoint, s'apprêtait à commettre une série d'attentats visant des catholiques.

McMichael est la quatre-vingt-troisième personne assassinée en Irlande du Nord depuis le début de l'année. En novembre, une autre personnalité extrémiste

« loyaliste », George Seawright, avait été abattu par un commando de l'IRA.

La mort du dirigeant de l'UDA risque d'aggraver une nouvelle fois la tension et de durcir l'attitude de ce mouvement auquel on prêtait, voici quelques mois, l'intention d'envoyer éventuellement un partage de pouvoir entre protestants et catholiques.

### La terrible routine...

BELFAST  
de notre envoyé spécial

Les membres d'une patrouille de l'armée britannique, béret rouge, treillis de commando, avancent lentement l'arme au poing dans un passage souterrain pour piétons, au cœur du quartier catholique de Belfast-Ouest. Un soldat est resté à l'entrée de l'étroit tunnel pour protéger ses camarades. Ceux-ci, dès qu'ils sont sortis, se retournent brusquement et effectuent un pas de côté pour déjouer l'éventuel tireur isolé qui pourrait les avoir dans son viseur. Ils refont la même pirouette tous les dix ou vingt pas. Leurs talkies-walkies grésillent en permanence.

« Les Britanniques  
ne devraient pas être là »

Personne ici ne prête attention à cet étrange ballet. C'est un jour comme les autres à Belfast-Ouest. Il y aurait même beaucoup moins de patrouilles que d'habitude, les autorités britanniques ayant systématiquement adopté un profil bas depuis l'attentat du 8 novembre commis par l'IRA qui a fait onze morts à Enniskillen, une petite ville proche de la frontière avec la République d'Irlande. Les services de renseignements de Sa Gracieuse Majesté ont perdu le contrôle de la population catholique nord-irlandaise. Autant se pas glacer, par d'impensables démonstrations de force, ce coin fragile enfoncé entre l'IRA et la population déshabillée de Belfast-Ouest dans laquelle l'organisation clandestine se meut, selon l'expression consacrée, comme un poisson dans l'eau.

Le principal local du Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA, est situé sur Falls Road, à la limite des quartiers catholiques et protestants. Il se paye guère de mine avec ses fenêtres grillagées ou condamnées et ses portes cadenassées. Le paysage alentour revêt un air de désolation. Entre les petites maisons de brique à un ou deux étages, nombreux sont les terrains vagues parsemés de carcasses de voitures ou d'ordures non ramassées.

Le responsable du Sinn Féin qui nous accueille est conscient de l'impression que ce décor peut donner au visiteur. Il a cependant d'autres soucis en tête. L'attentat d'Enniskillen est, selon lui, à la fois une erreur technique commise par une branche locale de l'IRA et un désastre politique. Il faut d'abord dans ce quartier se confronter quotidiennement à des cas de dépression

la situation de fond elle-même s'est-elle changée pour autant ?

« La résistance est tellement ancrée ici qu'à long terme l'attentat n'aura pas de conséquences. Nous pensons que les Britanniques ne devraient pas être là. Beaucoup de ceux qui habitent ce quartier estiment que seule la lutte armée peut les faire partir », explique-t-il. Dans l'immeuble, c'est un va-et-vient de militants affairés. Ceux qui passent cette porte protégée par une caméra et tout un système électronique d'alarme, pas leurs états d'âme. Ce n'est pas en tout cas l'attentat d'Enniskillen qui les fera renoncer à leur solidarité avec l'IRA.

Mais le climat est nettement moins favorable à l'organisation clandestine dans le quartier catholique lui-même. Tuer par bombe des couples âgés et une infirmière de vingt ans devant un monument aux morts n'apparaît pas aux habitants de Belfast-Ouest comme action très glorieuse. Même s'il s'agit d'un « erreur » et si la bombe visait en fait l'armée britannique. La condamnation de la hiérarchie catholique de l'île a joué également un rôle important. Personne n'approuve ici l'idée d'un retour au « terrorisme aveugle ».

Le docteur Joe Hendron encore moins que les autres. Il dirige un dispensaire public situé au milieu du ghetto catholique. Là encore on ne peut s'empêcher de remarquer les grillages et les fils de fer barbelés dont l'utilité n'apparaît pas évidente dès lors qu'il s'agit d'un centre de soins. « Il faut nous protéger des vandales », explique-t-il. Les bandes de jeunes désemparés cassent volontiers les vitres de tout bâtiment public... Et puis il y a l'attrait des drogues « dures » contenues dans les armoires à pharmacie du dispensaire.

#### Chômage, drogue et alcoolisme

Le tableau que dresse ce médecin de l'état physique et mental de la population de Belfast-Ouest est plutôt sombre. Approximativement un jeune sur deux est au chômage. Les chiffres de l'aide sociale permettent de survivre, mais tous les maux inhérents à une situation aussi maussade se répètent fatalement sur le centre de soins. On y recense les protagonistes des bagarres entre bandes rivales. On y soigne les drogués et les alcooliques. Tout généralement dans ce quartier est confronté quotidiennement à des cas de dépression

nevez-vous ou à des troubles mentaux plus graves.

Lors des élections générales de juin dernier, le docteur Hendron a été, à Belfast-Ouest, le candidat malchanceux du Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), une formation catholique et nationaliste modérée. Le président du Sinn Féin, M. Gerry Adams, l'a emporté. Mais les résultats ont été plus qu'honorables pour le SDLP. Dans cette circonscription presque uniquement peuplée de catholiques, la formation modérée a obtenu 14 000 voix contre 16 000 au Sinn Féin.

« Je refuse toute violence. Je refuse celles de l'IRA comme celles de l'autre bord. Ce que nous voulons, c'est une évolution pacifique. L'accord anglo-irlandais de 1983 permettait justement un tel processus », affirme le docteur Hendron. Il est souvent allé à Dublin ces dernières années et y a été régulièrement entendu par les responsables irlandais. Il est un des partisans de cet accord qui donne à l'Irlande du Sud un certain droit de regard sur les affaires intérieures d'Irlande du Nord et laisse la porte ouverte à une éventuelle réunification de l'île.

#### Un lien symbolique avec Dublin

Les catholiques souhaitent le développement de ce lien plutôt symbolique jusqu'ici avec la République d'Irlande. Ils recherchent au Nord un partage du pouvoir (partnership) avec les protestants. Ils rejettent certes les intentions exprimées par l'IRA, mais poursuivent en définitive le même objectif de réunification de l'île. A la différence de l'organisation clandestine, ils sont cependant prêts à attendre longtemps et surtout reconnaissent le principe que seule la majorité de la population d'Irlande du Nord doit décider de son destin, et ce, au moyen d'élections.

Un des interlocuteurs possibles de ces catholiques modérés, est M. Peter Robinson, un jeune député au Parlement de Londres, représentant une circonscription protestante déshabillée de Belfast. M. Robinson appartient au même parti unionniste dissident que le pasteur Paisley, mais il n'a pas les emportements rhétoriques de ce dernier, et a une attitude plus constructive. Un rendez-vous qu'il a contacté ait été établi entre M. Hendron et Robinson. Les informés déclarent :

M. Robinson est, en le devine, violemment opposé à l'accord anglo-

irlandais. Depuis 1985, les députés unionnistes ont refusé en bloc de jouer leur rôle habituel à Westminster. Ils siègent (à la différence de M. Gerry Adams, seul député du Sinn Féin), mais ne participent pas au travail parlementaire. Ils n'accepteraient de changer d'attitude que si M. Thatcher dénonçait l'accord qu'elle a elle-même signé. Il y a deux ans, avec le premier ministre irlandais, l'événement est peu vraisemblable, mais les protestants d'Irlande du Nord se cramponnent à cette illusion avec l'énergie du désespoir. Ils ont de plus en plus le sentiment d'avoir été abandonnés par Londres.

Le paradoxe veut que les catholiques modérés du Nord aient été largement consultés par Dublin avant la signature de l'accord, alors que les protestants « loyalistes » ont été tenus à l'écart par le gouvernement britannique. Leur refus de toute concession est largement à l'origine de cet isolement. « Nous n'avons rien à voir avec M. Thatcher tant que l'accord sera en vigueur », proclame M. Robinson. « Aucun unionniste digne de ce nom ne peut soutenir un tel texte. Loin d'atténuer la tension, il a polarisé d'ailleurs l'opposition entre les deux communautés », poursuit-il.

Inlassablement, les unionnistes font valoir qu'ils constituent la majorité en Irlande du Nord et que Londres doit traiter avec leurs députés régulièrement élus, mais c'est précisément parce qu'ils ont fait la preuve de leur intransigence que M. Thatcher, pourtant difficilement soupçonnée de mollesse dans la défense des intérêts britanniques, a décidé de passer par-dessus leurs têtes.

L'accord de 1985 représente le seul pas concret accompli depuis des décennies pour trouver une solution pacifique au conflit. S'il est rejeté par la majorité protestante, il n'a pas pour autant suscité l'enthousiasme des catholiques. Petit à petit, cependant, il semble faire bouger un peu les mentalités et les attitudes. La communauté catholique a apprécié silencieusement cette première reconnaissance de ses liens avec le Sud. Les protestants commencent à percevoir qu'un retour à la situation antérieure est de plus en plus improbable. Le jour viendra peut-être où des hommes tels que M. Hendron et Robinson pourront se parler ouvertement sans prendre le risque, comme c'est le cas aujourd'hui, de perdre la vie dans l'aventure.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

AUTRICHE

### Les germanophones tentent de réduire l'enseignement du slovène en Carinthie

VIENNE  
de notre correspondant

L'extension de conflit qui oppose le gouvernement autrichien à la minorité slovène de la Carinthie du Sud à propos de l'enseignement du slovène prend au dépourvu les autorités. Manifestations à Ljubljana (capitale de la Slovénie) et à Vienne, saisie du Parlement européen à Strasbourg : l'Autriche officielle, qui se plaie fort bien dans son rôle de « puissance protectrice » pour la population germanophone du Tyrol du Sud, se trouve aujourd'hui fort embarrassée.

Le traité d'Etat de 1955 engage l'Autriche à protéger ses minorités slovènes en Carinthie et en Styrie, crées au Burgenland. La langue slovène et la langue croate sont admises comme langues administratives dans les régions en question.

La controverse s'est déclenchée au sujet d'un nouveau « modèle scolaire ». Prévu, selon ses auteurs, pour « améliorer » la qualité de l'enseignement dans les écoles mixtes slovènes-allemandes, il est accusé par ses adversaires de préparer l'« apartheid » en Carinthie du Sud. Limitrophe de la Yougoslavie, cette région possède une minorité slovène de 16 000 membres, soit 3 % environ de la population.

Sur la base de la loi en vigueur, qui date de 1959, l'enseignement est bilingue dans les petites classes du primaire de Carinthie du Sud si des enfants sont inscrits en cours de slovène, sans égard à leur nombre. A partir de la quatrième année du primaire, l'enseignement du slovène est dispensé en dehors des heures de classe régulières.

Le nouveau modèle prévoit de séparer les classes des que plus de sept enfants sont inscrits pour l'enseignement en slovène. Les élèves doivent être répartis entre classes à enseignement bilingue et à enseignement purement allemand. Dans les premières, un « maître assistant », qui ne doit pas obligatoirement avoir de connaissances de la langue slovène, doit s'occuper des élèves qui ne souhaitent pas participer à l'enseignement de cette langue.

#### La crainte d'une ségrégation

Pour les représentants des Slovènes, ce modèle ouvre la voie à une ségrégation ethnique. Ils craignent que le nombre de parents demandant un enseignement bilingue pour leurs enfants diminue pour éviter les « pénalités ». Ces dernières années, 19,5 % des 5 682 enfants de

la région concernée, soit 1 107 élèves au total, ont été inscrits en sections bilingues. Les Slovènes disposent à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, d'un lycée slovène fondé en 1957.

L'enseignement bilingue, a toujours été sévèrement critiqué par les partisans des Allemands. Carinthie, représentée par le Kärntner Heimatsdienst - qui estime que les élèves germanophones des classes bilingues n'ont pas un enseignement assez solide en allemand.

En 1984, le Parti libéral (FPÖ) de Carinthie, dirigé par M. Jörg Haider, avait organisé une consultation populaire demandant une révision de la législation scolaire en vigueur qui a recueilli 34 000 voix de soutien. Une commission d'experts et de pédagogues a été chargée d'étudier le problème et s'est mise d'accord sur ce modèle scolaire qui fait actuellement l'objet de controverses. Ce projet doit être voté par le Parlement d'ici à l'été 1988 pour entrer en vigueur au début de l'année scolaire 1988/1989. A la suite à la tentative qu'il a soulevée, le chancelier Franz Vranitzky n'a pas exclu qu'il puisse encore faire l'objet d'« adaptations », en dépit d'un accord sur ce sujet entre socialistes, populistes et libéraux.

WALTRAUD BARYLL.

(Publié)

Quand ça va mal, tout s'emmêle, mais personne ne s'en mêle.

S.O.S. Amitié, c'est un numéro de téléphone. L'Amitié, c'est être au bout du fil, prêt à écouter, comprendre, dire le bon mot au bon moment. Si vous êtes là, ça ira mieux.

Dans la région parisienne, 250 bénévoles sont déjà à l'écoute. Nous devons en trouver au moins 80 de plus chaque année.

En renforçant cette équipe, vous permettez le dévouement de centaines d'histoires qui, sans vous, seraient au mal fin.

Pour offrir votre candidature à l'écoute, écrivez-nous !

**S.O.S. AMITIÉ**

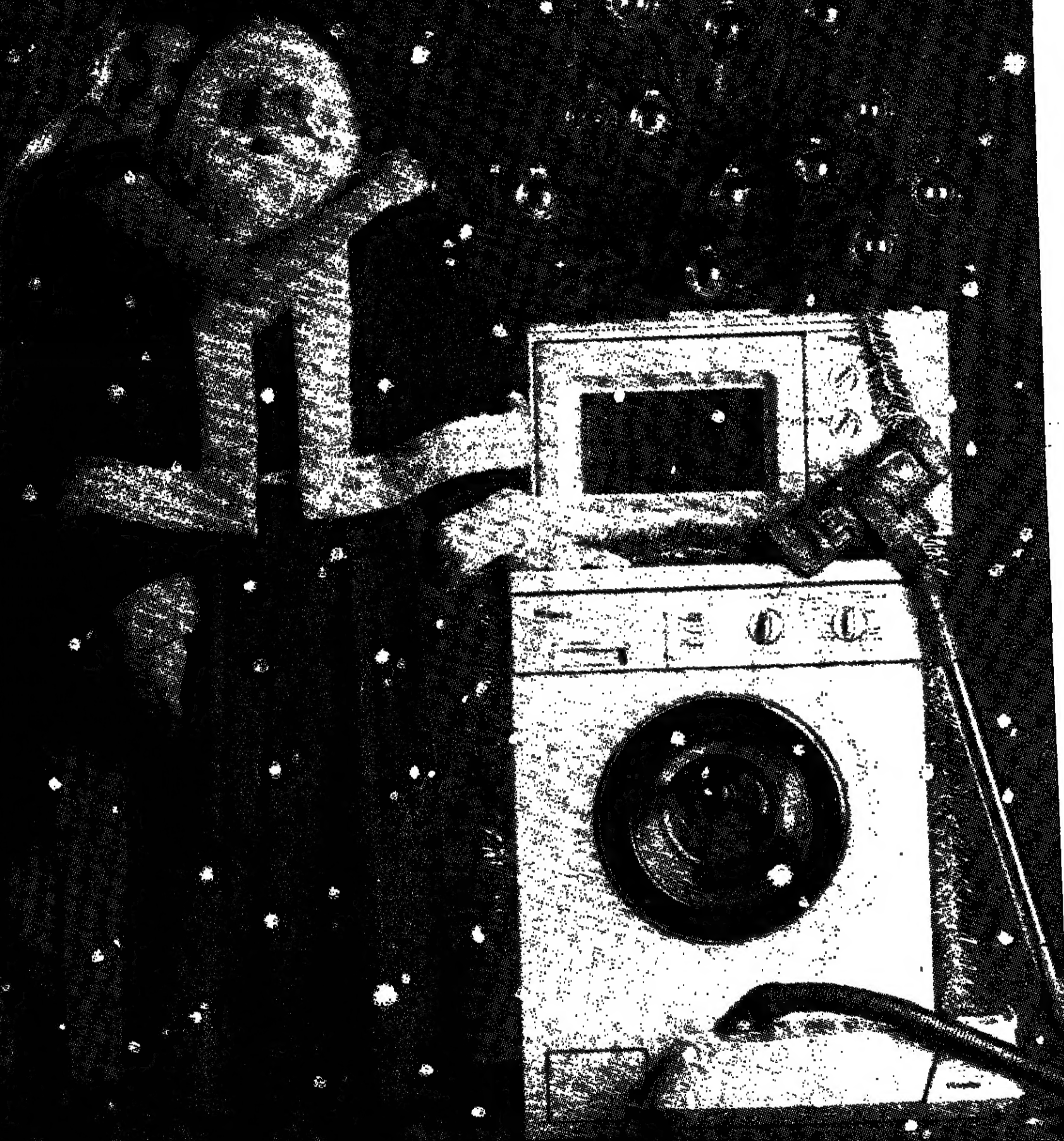
S.O.S. Amitié de France - R.P. 105  
32105 Boulogne-Billancourt Cedex

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES



# Pour Noël, faites-vous offrir un Miele par un petit vieux.



Tiens, c'est bientôt Noël! En d'autres termes, c'est le moment de vous faire offrir un Miele, voire même plusieurs.  
Comment? Il suffit de faire part de vos désirs à un monsieur un peu mûr qui se fera un plaisir de vous gâter.  
Un détail: le monsieur en question porte une houppelande rouge et une barbe blanche. Profitez-en, il est généreux.

**Miele**  
LA PAIX N'A PAS DE PRIX.



سكنا من الاصل

## Amériques

ARGENTINE : un coup de poker face à l'armée

### Le président Alfonsín promet le lieutenant Astiz tout en recommandant sa mise à la retraite...

BUENOS-AIRES  
de notre correspondante

Le président Alfonsín a décidé, mardi 22 décembre, de promouvoir le lieutenant Astiz au grade de capitaine de corvette tout en recommandant sa mise à la retraite. La partie de bras de fer, qui oppose le gouvernement à la marine depuis le début du mois, a pris ainsi de nouvelles proportions. La mesure ne devrait pas avoir d'effet immédiat, car, compte tenu des vacances d'été (dans l'hémisphère sud) qui se prolongeront jusqu'à la fin du mois de février, Astiz ne devrait pas se retirer officiellement du service actif avant trois ou quatre mois.

Tout a commencé lorsque la marine a décidé de promouvoir Astiz en fonction de son ancienneté et de la loi d'amnistie en vigueur. Mais il fallait que le chef des armées, le président Alfonsín, approuve. Décision difficile à assumer, car Astiz est devenu un symbole tant pour l'armée que pour les défenseurs des droits de l'homme qui voient en lui l'homme de la répression lors de la dictature.

Pour faire pression sur le chef de l'Etat, la marine lance ces dernières semaines une véritable campagne psychologique : ultimatum, menaces de rébellion ou de démission en bloc des amiraux. Le message était clair : si Astiz n'est pas promu sans condition, c'est la crise. La possibilité d'une mise à la retraite du lieutenant était même, à l'avance, catégoriquement écartée.

Dans le communiqué officiel diffusé mardi soir, M. Alfonsín estime que « le capitaine de corvette Astiz ne doit pas rester en activité en raison de l'incidence négative que son maintien en service pourrait avoir sur la cohésion de la société, ainsi que sur les institutions militaires ». Il rappelle ensuite que la justice ne

l'a pas formellement innocenté des accusations portées contre lui, car il a bénéficié d'une prescription pour la plupart des délits qui lui sont reprochés.

Astiz a été acquitté dans le cas de la disparition de la jeune Suédoise Dagmar Hagelin. Pourtant, des témoins avaient reconnu en lui l'homme qui, en 1977, a froidement tiré en pleine rue sur cette jeune fille de dix-sept ans qui essayait de s'enfuir. Blessée à la tête, elle avait alors été jetée dans le coffre d'une voiture qui, selon d'autres témoins, l'avait conduite à l'Ecole de mécanique de la marine, centre de détention et de torture de la dictature. On ne devait jamais la revoir. La justice se saisi trop tard de cette affaire. Il y avait prescription. Enfin, en ce qui concerne la disparition de deux reli-

gieuses françaises, celles de la fondatrice des Mères de la place de Mai et de dix parents de disparus qu'il a tous livrés à la marine, Astiz a évité de justesse de passer en procès grâce à une loi qui exempte de poursuites les subalternes.

#### La lassitude de la population

Si l'on en croit les menaces qu'ils ont proférées ces derniers jours, le vice-amiral Ramon Arosa, chef d'état-major de la marine, seul chef militaire en place depuis l'avènement de la démocratie en 1983, et ses principaux collaborateurs devraient démissionner dans les prochains jours. A moins que tout cela n'ait été qu'un coup de poker. Ce qui semble croire le chef de l'Etat qui affiche une parfaite sérénité. Il

est, en effet, parti comme prévu, en vacances au bord de la mer, à Chapadmalal, à 400 kilomètres au sud de Buenos-Aires. Raul Alfonsín n'est pas superstitieux. C'est là qu'il se trouvait à Pâques lorsqu'on l'a averti de la rébellion de l'armée de terre. Il était alors revenu à Buenos-Aires en toute hâte.

Depuis, il n'avait guère eu le temps de prendre de vacances. Sa défaite électorale, en septembre dernier, la recrudescence de l'inflation, le nouveau blocage très impopulaire des prix et des salaires, une nouvelle vague de grèves générales l'ont empêché. Il semble fatigué. Les Argentins aussi. Plus préoccupés par les difficultés économiques à l'approche des fêtes que par les menaces de l'armée.

CATHERINE DERIVERY.

La recherche d'un règlement en Amérique centrale

### Echec des négociations indirectes entre la Contra et les sandinistes à Saint-Domingue

Deux jours après l'offensive de la Contra dans la région minière dans le nord-est du Nicaragua, le ministère de la défense a annoncé, le mardi 22 décembre, que ses forces contrôlaient la situation dans les trois villages de Suina, la Rosita et Bonanza. Selon Managua, les pertes gouvernementales s'élevaient, pour l'instant, à 76 morts (dont 53 civils), et 24 rebelles avaient

été blessés. La Contra estime, pour sa part, que les sandinistes ont perdu 170 hommes. Enfin, à Washington, un porte-parole du gouvernement d'Etat a rendu responsable le gouvernement du Nicaragua, pour « son obstination à refuser des négociations directes », de l'impasse dans laquelle s'est achevée la réunion de conciliation de Saint-Domingue.

SAINT-DOMINGUE  
correspondance

« Nous sommes dans une impasse, espérons que le temps incitera les deux parties à la réflexion. » Mardi 22 décembre, avant de reprendre l'avion pour

Managua, le cardinal Miguel Obando Y Bravo n'a pu que constater l'échec de sa tentative de médiation pour parvenir à un cessez-le-feu au Nicaragua. Réunis pour la deuxième fois en moins d'un mois à Saint-Domingue, les représentants du gouvernement sandiniste et de l'opposition armée ne se sont tout-à-fait mis d'accord sur les condi-

tions d'ouverture d'un dialogue. Malgré les efforts du prélat nicaraguayen, qui se sont poursuivis tard dans la nuit de lundi à mardi, les deux délégations ont refusé de s'asseoir à la même table dans les locaux prêtés par l'archevêque de Saint-Domingue, Mgr Nicolas Juan Lopez Rodriguez.

Pour le vice-ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Victor Hugo Tinoco, la réunion a échoué en raison d'une volte-face de dernière minute des « contras » : « Les dirigeants de la Contra avaient accepté, avant de venir à Saint-Domingue, que les négociations aient lieu entre les « conseillers techniques » des deux parties. Au dernier moment, ils ont changé d'avis, visiblement sur ordre de Washington », a affirmé M. Tinoco, avant d'ajouter : « Le président Reagan ne veut pas de cessez-le-feu. Il veut encore de la mort en débloquent 8 millions de dollars pour continuer la guerre. » Le parlementaire social-démocrate ouest-américain Hans Jürgen Wilschowski, chargé de représenter avec l'avocat nord-américain Paul Richter, le gouvernement sandiniste, a abondé dans le sens de M. Tinoco : « Nous avons manifesté toute la flexibilité possible, mais l'autre partie n'était pas disposée à dialoguer. »

Pour l'opposition armée, c'est l'« intransigence sandiniste » qui a fait échouer les discussions de Saint-Domingue. « Nous n'avons pas refusé de parler avec les conseillers étrangers du gouvernement, à condition qu'ils soient accompagnés d'un représentant officiel sandiniste », a expliqué mardi à l'Américain M. Morales Carazo, le porte-parole des « contras ». « Il s'agit d'un problème nicaraguayen qui doit être résolu par les Nicaraguayens. »

Déplorant l'importante offensive militaire de la Contra au Nicaragua, qui a été précédée par les discussions, le cardinal a également condamné les plans du gouvernement sandiniste visant à porter les effectifs de l'armée et de la milice à 600 000 hommes. « Je n'ai constaté ni volonté politique ni désir sincère de parvenir à un cessez-le-feu », a regretté le prélat, qui n'a cependant pas perdu tout espoir : de nouvelles discussions se tiendront entre le 7 et le 10 janvier, et une trêve de deux jours sera observée à Noël.

J.-M. Ca.

## BIBLIOGRAPHIE

Un ouvrage de Tad Szulc

### « Castro : trente ans de pouvoir absolu »

Un document exceptionnel. La biographie de Fidel Castro la plus complète dont on dispose à ce jour. Aussi convaincant d'abord de sa valeur que la performance de Tad Szulc, correspondant du New York Times pendant vingt ans, et l'un des meilleurs commentateurs de politique étrangère des Etats-Unis.

Il a certes bénéficié de facilités particulières. Tad Szulc était à La Havane en 1959, et ses premières conversations avec Castro ont eu lieu cette année-là après le triomphe de la révolution. En 1961, il a accompagné le leader cubain sur le champ de bataille de la baie des Cochons. Puis, en 1985, il s'est installé pendant six mois à Cuba. Il a eu accès aux archives officielles du régime, d'est entretenu à plusieurs reprises avec Castro, qui n'a pas, précise-t-il, relu son manuscrit avant sa publication.

Comme tant d'Américains, Szulc était, en 1959, un sympathisant de la révolution cubaine, qui arborait alors la couleur vert olive des unités rebelles de la Sierra Maestra et se présentait comme un mouvement humaniste chassant une dictature corrompue et cruelle de Batista.

Le journaliste, devenu historien, se veut objectif dans la mesure « où l'objectivité est possible ». Surtout lorsque le modèle est un personnage historique. Ce qui peut être considéré comme la seule autobiographie de Castro - rédigée à partir des entretiens avec Carlos Franqui, l'un des compagnons de la première heure, et depuis longtemps dissident et exilé - n'a jamais été publiée à Cuba. Szulc se défend donc d'avoir écrit une biographie officielle ou d'avoir fait un portrait « autorisé ». Et s'il ne cache pas son admiration, voire sa fascination, pour le leader Maximo, il ne se prive pas de l'écrire.

Que la personnalité de Castro soit complexe ne surprend pas grand monde. On ne gouverne pas, aussi longtemps, et sans paradoxes, impunément. Szulc dépeint un « romantique intraitable, doté d'une imagination étourdissante, un rebelle imprévisible », un « héros pour la plupart des pays du tiers-monde » bien que le prestige de la révolution cubaine ait singulièrement décliné, mais aussi un « dictateur implacable et fourbe, qui a trahi la démocratie libérale au nom de laquelle il avait d'abord rallié des millions de Cubains à sa cause ». Castro, selon Tad Szulc, se serait suscité lui-même une légende, mais seulement la légende officielle.

#### Un livre de détails inédits

Mais en fait, le portraitiste ne cesse de faire état de sa perplexité. Au terme d'un si long travail, il s'en excuse presque en écrivant : « On ne saura peut-être jamais la vérité pleine et entière sur le maréchal de Fidel, de même que l'on ne peut prévoir ce qu'il en dira à l'avenir. » Car Fidel, ajoute-t-il, a « le goût du paradoxe et des contradictions » et il n'hésite pas à faire des déclarations « contraires à la vérité ».

Autre surprise : l'auteur affirme qu'il n'est pas question dans son livre d'une « histoire de la révolution cubaine » et c'est la raison pour laquelle il a écrit « d'étudier en profondeur les réussites et les échecs qui ont accompagné ce grand événement historique ». Il est pourtant évidemment impossible de dissocier l'homme-Castro de sa trajectoire politique, de sa place disproportionnée par rapport à l'importance réelle de Cuba sur la scène internationale depuis près de trois décennies. Tad Szulc ne consacre donc qu'une partie relativement modeste de son ouvrage aux « trente années de pouvoir absolu » en résumant d'ailleurs parfaitement la période de consolidation du régime castriste, de 1964 à 1986.

La trajectoire d'avant la conquête du pouvoir en 1959, de la naissance

dans une famille aisée en passant par les études universitaires brillantes et tumultueuses, la participation modeste au mouvement de 1948 en Colombie, l'attaque manquée contre la caserne Moncada de Santiago, la prison, l'exil, la préparation à bord du Granma, la lutte de guérilla dans la Sierra Maestra - toute cette période de Szulc, sans doute, du jeune Fidel est décrite avec un luxe de détails, dont beaucoup sont effectivement inédits.

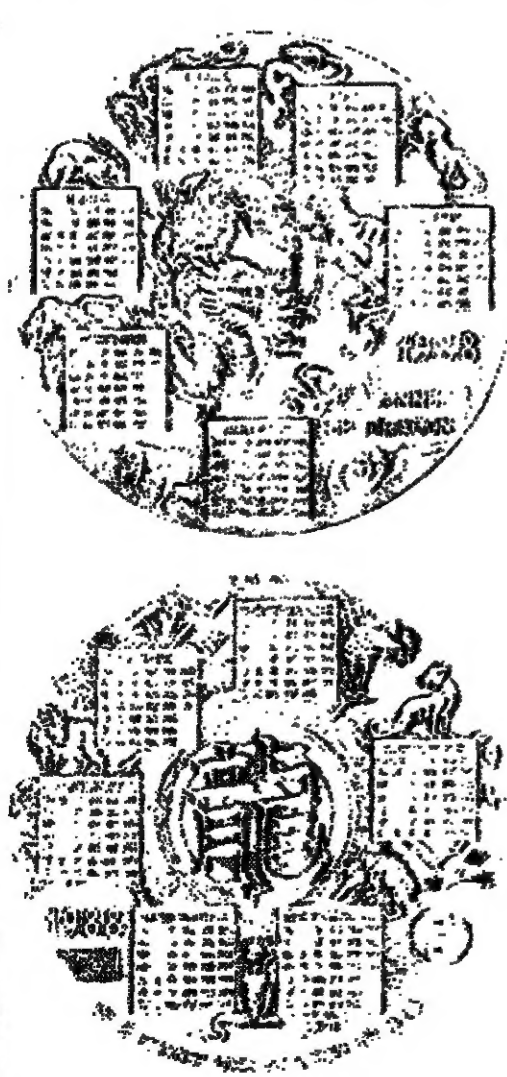
Mais Szulc définit quand même l'ascension pour le pouvoir lorsqu'il aborde cette année 1959, cruciale, puisqu'elle a « marqué la mise en œuvre d'une stratégie décisive de prise de pouvoir par Fidel : faire de Cuba un Etat marxiste-léniniste « financé aujourd'hui par l'URSS », mais, toujours selon Szulc, « modelé en dernière analyse par Fidel lui-même ». Depuis quand ? L'auteur, il est vrai, avoue sa perplexité. Sans doute, écrit Tad Szulc, en 1988 « après l'échec de la grève générale à La Havane », « Castro, écrit-il, prit à lui seul la décision historique que la révolution conduirait à l'établissement du socialisme, puis du communisme à Cuba ». Il accorde ainsi un point important à ceux qui ont toujours minimisé le rôle des Etats-Unis, en 1959, dans le glissement de la révolution cubaine vers le bloc communiste.

En revanche, il affirme que la décision d'envoyer des troupes cubaines en Angola a été prise personnellement par Fidel, en toute indépendance, un acte « d'audace et de fierté politique », dit-il. Il confirme également ce que l'on savait pour l'essentiel, que les relations entre Cuba et l'URSS sont longtemps restées envenimées par l'accord conclu entre Washington et Moscou pour mettre fin à la crise des fusées de l'automne 1962, qui mit le monde au bord de l'apocalypse nucléaire. « Mais l'ignorance, dit aujourd'hui Szulc, que l'accord soviéto-américain prévoyait aussi le retrait des missiles nucléaires Jupiter installés par l'armée américaine en Turquie... »

Quand Castro veut-il ou peut-il faire le jeu de l'URSS ? Cette question, Szulc ne répond pas davantage de manière catégorique, mais il semble persuadé que Fidel dispose encore d'une certaine marge de manœuvre. C'est sur le bilan de la révolution que la sévérité est la plus grande. L'économie de trente pages est en brutal constat d'échec, d'abord en partie par Fidel lui-même. Dégradation de l'économie malgré l'aide soviétique estimée à 4 milliards de dollars par an, corruption administrative, marché noir, perte de la mystique révolutionnaire chez les jeunes, chômage.

Szulc conclut : « Curieusement Cuba semble exporter sa population plutôt que sa révolution », en rappelant l'exode de Mariel (cent mille Cubains autorisés à partir pour la Floride en 1980). Son ouvrage est enfin très discret, et on le regrettera, sur l'ampleur de la répression politique. Une petite voix, modeste et fragile, ne peut rétablir l'équilibre, mais rappelle que la question n'est pas résolue. C'est la voix de Martha Freyre, ancienne représentante de Cuba à l'UNESCO, ancienne directrice de l'hôpital national de La Havane, auteur d'un livre sur Castro elle aussi. Martha Freyre, militante de la première heure aux côtés de Fidel, a été condamnée à vingt-neuf ans de prison en 1977 pour avoir tenté de quitter clandestinement Cuba. Elle a été libérée en 1979, grâce à une campagne internationale et vit maintenant à Madrid. Son témoignage sur l'univers carcéral de son pays est d'autant plus éloquent qu'il est secret.

MARCEL HEDERGAARD.  
« Castro : trente ans de pouvoir absolu », par Tad Szulc, Fayot, 622 pages, 178 F.  
« Castro, Fidel », par Martha Freyre, Denoel, 191 pages, 110 F.



Offrez  
l'Art au  
Quotidien.

Ce signe ne revient que tous les 12 ans dans l'horoscope chinois ! Contrairement à ce que vous pourriez croire, le dragon est un animal bienfaisant : il vous protège contre les maux de l'existence ! Profitez de l'occasion pour offrir à vos proches cette œuvre réalisée par le graveur OSHIO. Elle existe en version simple ou en version presse-papier.

Monnaie de Paris  
Créatrice de Trésors  
depuis 1885

Galerie Vente-Exposition : 2, rue Guénégaud, Paris 6<sup>e</sup>  
11 Quai Conti

LA MONNAIE DE PARIS 11, QUAI CONTI - 75270 PARIS CEDEX 06

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Je désire recevoir : ☐ exemplaire(s) de la médaille calendrier "Année du Dragon" bronze florentin patiné au prix de 270 F TTC - version simple (Ø : 95 mm).

☐ exemplaire(s) de la médaille calendrier "Année du Dragon" bronze florentin patiné au prix de 400 F TTC - version presse-papier (Ø : 95 mm).

Ajouter 20 F de participation aux frais d'expédition.

Ci-joint un chèque de \_\_\_\_\_ F libellé à l'ordre de l'Agent Comptable de la Monnaie de Paris.

Livraison dans un délai de 4 à 6 semaines. Prix au 1<sup>er</sup> décembre 1987.

COURS DE LANGUES

PORTUGAIS - BRÉSILIEN ESPAGNOL QUECHUA ANGLAIS

TEL 45 41 39 60

21 bis, rue des Plantes 75014 Paris

PEUGEOT

Darl'mat

Le concessionnaire dans la course du 146 boulevard de Grenelle à Paris 15<sup>ème</sup> ☎ 45 75 62 80, vous souhaite de joyeuses fêtes et une Heureuse Année.



## Diplomatie

La visite du chef de l'Etat à Djibouti

### M. Mitterrand souligne l'importance de la présence française dans la région

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Aux yeux de la France, Djibouti n'est pas un pays africain tout à fait comme les autres. Il régit entre la France et l'océan Indien, une sorte d'île, attentive, fondée sur un contrat de confiance qui donne à leurs relations une patine particulière, qu'on retrouve rarement ailleurs sur le continent noir.

Le poids de l'histoire, le rôle économique prépondérant que continue à jouer l'ex-métropole, la présence cruciale de quelque dix mille Français, dont trois mille six cents militaires, tout cela contribue à élever Djibouti au rang d'île française d'importance, d'autant plus manifeste aujourd'hui que l'ancien « territoire d'outre-mer » fut longtemps délaissé. Ce pacte de confiance, M. Mitterrand, à son retour de la capitale djiboutienne, a tenu à le réaffirmer avec force lors de sa première journée de voyage officiel à Djibouti, du chef de l'Etat français.

Lorsque le Concorde présidentiel s'est posé, dans la soirée, sur la piste de l'aéroport d'Ambouli, M. Mitterrand a repris contact avec le pays qu'il n'avait pas visité depuis plus d'un quart de siècle. Dans les rues de Djibouti, une foule chaleureuse et bon enfant scandait le nom du premier président de la République.

venu ici depuis la proclamation de l'indépendance en juin 1977.

M. Mitterrand et M. Gouled se connaissent de longue date et s'apprécient visiblement. Entre eux, le courant passe. Peu de dirigeants africains peuvent se vanter d'avoir reçu du président français un hommage public aussi appuyé que celui qui fut rendu à M. Gouled, mardi, après le dîner officiel du Palais du peuple de Djibouti, un édifice construit par les Chinois. Multipliant les compliments, M. Mitterrand salua son hôte « l'artisan de l'indépendance » de Djibouti et « le maître ouvrier de son unité, un sage de l'Afrique de l'Est unanimement écouté et respecté ». « Vos avis comptent », ajouta-t-il, en faisant allusion aux rituels sommets franco-africains dont M. Gouled est l'un des plus fidèles participants.

M. Mitterrand fut particulièrement applaudi lorsqu'il rappela le sacrifice, pendant la Grande Guerre, des « héros du bataillon somali décimé devant Verdun ».

Chez M. Gouled, l'affabilité serena l'ex-chef de l'Etat français. Quelques certitudes. Et d'abord, celle d'avoir fait le bon choix en signant, en juin 1977, avec la France un accord de défense garantissant la sécurité de Djibouti face à la convoitise de ses deux voisins, la Somalie et l'Ethiopie. Il l'a répété mardi en saluant la France dont, a-t-il dit, « nous avons voulu le maintien de sa présence sur notre sol sous les

formes les plus diverses et qui respectent scrupuleusement ses engagements ».

Connu pour sa méfiance viscérale envers les idéologues et les dogmes, M. Gouled, fût-il africain, n'a pas convenu à certains esprits éclairés ayant pour seule préoccupation de faire et de refaire le monde. Nous nous félicitons de notre choix. Et il lança à son hôte, avec un brin de malice : « Ce soir, les nomades vous accueillent ».

#### Solidarité avec l'Afrique

Lors de leur premier tête-à-tête, les deux présidents avaient surtout parlé économie. M. Gouled demanda à son hôte que la France contribue plus généreusement à l'exploitation de l'énergie d'origine géothermique sur laquelle Djibouti compte de grands espoirs. Le chef de l'Etat devait se rendre mercredi matin sur le site d'un forage dans la région du lac Assal. S'agissait-il plus généralement de l'aide bilatérale, M. Mitterrand n'a publiquement rien promis. Les dirigeants djiboutiens sont d'ailleurs assez au fait des réalités de la coopération française pour savoir que leur hôte ne tient plus les cordons de la bourse.

Second thème majeur du voyage présidentiel à Djibouti : le rôle vital de l'armée française dans le Golfe et l'Océan Indien. Sans trop déflorer un sujet qu'il devait développer plus

longuement mercredi lors de son séjour au large de Djibouti, sur le porte-avions *Clemenceau*, M. Mitterrand a souligné l'importance que revêt à ses yeux la présence française dans cette région, au cours de la visite de la base interarmes française d'Ambouli.

S'adressant aux officiers, il leur a déclaré : « En regardant vers l'Océan Indien, vers le golfe arabo-persique, et plus loin encore, vous réalisez la présence française. Vous sentez un service essentiel et représentatif d'un élément déterminant de l'ensemble des forces armées. » Il a repris ce thème un peu plus tard devant la communauté française de Djibouti qu'il recevait à la résidence de l'ambassadeur : « Djibouti, a-t-il dit, est l'un des points principaux de la France, troisième puissance militaire au monde, assure sa présence sur la planète. Parmi l'assistance, deux invités personnels du président à ce voyage ne passeront pas inaperçus : M. Olivier Sira, qui, à l'époque où il était pas encore djiboutien, négocia avec les leaders socialistes l'accession à l'indépendance de l'ancien territoire d'outre-mer, et le lieutenant-colonel Proust, ce dernier avait mené à bien, en janvier, 1976 une des premières opérations du GIGN contre un commando d'opposants djiboutiens qui, avec la complicité du gouvernement de Mogadiscio, avait retenu en otage un autocar d'écoliers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Asie

CHINE : les suites du procès de Shanghai

### Durcissement à l'égard des contestataires installés aux Etats-Unis

PÉKIN

de notre correspondant

La police de Shanghai a expulsé, le 21 décembre, un membre de l'organisation d'opposition en exil, l'Alliance démocratique chinoise, qui tentait d'effectuer une démarche auprès des autorités le jour même où se tenait le procès d'un autre contestataire, accusé d'appartenir à ce groupe (le *Monde* du 23 décembre). L'ordre d'expulsion hors du territoire chinois frappant le territoire chinois frappant le territoire chinois, M. Qian Da a été révoqué, mardi, par un décret de Shanghai. Le *Wenwei Po*, selon le journal, l'intéressé était arrivé le 19 décembre des Etats-Unis à Shanghai avec un visa de touriste, mais avait approché les autorités, deux jours plus tard, en présentant un « ordre de mission » de l'Alliance démocratique chinoise signé de son président, M. Wang Bingzhang, qui vit à New-York. Le journal shanghai ne précise pas la teneur des

démarches que M. Qian Da entreprenait mais qui ont, de toute évidence, à voir avec le procès de M. Yang Wei, condamné à deux ans de prison pour sa participation à l'agitation estudiantine il y a un an. L'épouse du condamné, M<sup>me</sup> Che Chao, poursuit des études de médecine à Houston.

La télévision chinoise a montré, mardi soir, des images de ce premier procès politique tenu en Chine depuis la passation des pouvoirs formels aux héritiers de M. Deng Xiaoping. Le biocinéma des personnalités brisées, repentants que la justice chinoise aime habituellement à présenter dans ses procès. Contrairement au sort généralement réservé aux « contre-révolutionnaires », en ne lui avait pas rasé les cheveux. Le speakerine s'ingéniait à couvrir de son commentaire les rares interventions de l'accusé que la caméra avait filmées, mais on a pu voir le jeune homme examiner attentivement,

comme pour en vérifier l'authenticité, les preuves qu'on soumettait au tribunal de sa participation active au mouvement contestataire. Dans le prétoire, un public composé surtout de jeunes gens visiblement de milieu universitaire suivait attentivement les débats de la Cour.

Il faut peu de doute que la publicité donnée à ce procès et l'expulsion simultanée de l'envoyé du groupe d'opposants en exil visent à la fois à marquer l'agacement de la Chine envers les soutiens dont bénéficient les contestataires aux Etats-Unis et à effrayer les sympathisants de ceux-ci dans le monde universitaire chinois. L'affaire survient, en outre, à un moment où la reprise des contacts familiaux avec les Chinois de Taiwan risquent de favoriser des activités de contestation au sein d'un monde étudiant sur lequel le régime chinois dispose d'une emprise idéologique très faible.

FRANCIS DERON.

#### AFGHANISTAN

### Les Soviétiques sont engagés dans de durs combats à Khost

De violents combats continuent de se dérouler dans la région de Khost, à 120 kilomètres au sud-est de Kaboul, où les forces soviéto-afghanes tentent de rompre le siège de la ville encerclée par la résistance depuis plusieurs années (le *Monde* du 22 décembre). Selon des diplomates occidentaux en poste au Pakistan, les résistants ont abattu deux hélicoptères et détruits des blindés. Des sources proches de la résistance affirment, de leur côté,

que les soldats soviétiques engagés dans les combats se comptent à présent par milliers. Les diplomates occidentaux ont confirmé, pour leur part, qu'un convoi soviétique, qui tentait de rejoindre Khost la semaine dernière, est tombé dans « une embuscade ». En revanche, on ignorait encore, le mardi 22 décembre, si les résistants pourraient suivre leur siège de la ville sous les bombardements de l'aviation et de l'artillerie soviétiques.

#### Un diplomate français a rendu visite à Alain Guillo

Entre-temps, le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Lambert, a été « autorisé, mardi, à exercer son droit de visite » auprès d'Alain Guillo, et il s'est entretenu pendant quarante-cinq minutes avec le journaliste français détenu depuis septembre en Afghanistan, a annoncé, mardi à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay. M. Guillo, a-t-il ajouté, s'est déclaré « en bonne santé ». M. Lambert était accompa-

gné du médecin de l'ambassade de France à Kaboul. Le porte-parole a également indiqué que le diplomate français avait remis au prisonnier les messages et les colis qui lui étaient destinés. Radio-Kaboul a fait état, mardi soir, de cette rencontre. A Paris, l'association Les amis d'Alain Guillo organise, mercredi 13 heures, une manifestation symbolique de protestation devant l'ambassade soviétique.

(Publicité)

Glen ceci, Glen cela, méfiez-vous, tous les "Glen" ne sont pas des "Glenlivet".

Toute la différence entre un Glen machin importé par tanker et un "pure single highland malt" de la plus vieille distillerie d'Ecosse vous est expliquée page 11.

salons en cuir, copies

d'anciens et magnifiques sont le plus souvent vendus 3 fois leur prix d'achat, pas étonnant qu'une foule de faux se trouvent sur le marché de la copie. Les 3000 m<sup>2</sup> d'exposition de la galerie de Paris, 51, rue de La Fayette (20<sup>e</sup>). Tél. : 43-72-13-91. M<sup>me</sup> Paris-Pascher.

A consommer avec modération

#### SRI-LANKA

### Assassinat du président du parti au pouvoir

Le président du Parti national unifié, au pouvoir à Sri-Lanka, M. Harnis Abeewardene, a été assassiné, le mercredi 23 décembre, à Colombo, avec deux de ses gardes du corps et son chauffeur par des inconnus, a annoncé la police.

M. Abeewardene, un proche du président Jinnis Jayewardene, a été agressé alors qu'il quittait son domicile en voiture. Celle-ci a été criblée de balles par deux tireurs, qui ont également lancé des grenades contre le véhicule. La police soupçonne des extrémistes cinghalais d'être responsables de l'attentat.

D'autre part, M. Gandhi a déclaré, mardi à Madras, qu'« aucune date n'avait été fixée pour le rapatriement des troupes indiennes à Sri-Lanka ». Le premier ministre indien entendait ainsi couper court aux rumeurs selon lesquelles les troupes indiennes auraient pu être rapatriées au début de 1988. — (AFP.)

● PHILIPPINES : le naufrage de la *Dona-Paz*. — Des pêcheurs ont ramassé en mer, mardi 22 décembre, un garçon de cinq ans, encore en vie, à une quarantaine de kilomètres du lieu de la collision survenue deux jours plus tôt entre le ferry *Dona-Paz* et le pétrolier *Victor*. Ce serait le vingt-septième survivant. D'autre part, cent vingt et un corps brûlés et méconnaissables avaient été retrouvés, mercredi, en début d'après-midi, ont indiqué les services chargés des opérations de sauvetage. — (AFP.)

## Afrique

ZIMBABWE : accord politique à Harare

### Un « pacte d'unité » prévoit la création d'un parti unique

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique orientale

M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen, a de la suite dans les idées. En signant, le mardi 22 décembre, à Harare, un « pacte d'unité » entre son parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), et celui de M. Joshua Nkomo, son vieux rival politique, l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), il réalise un rêve qui lui tenait, depuis toujours, à cœur, à savoir mettre en place, dans son pays, un système de parti unique.

L'accord, en dix points, prévoit notamment que la ZANU et la ZAPU formeront, désormais, un seul parti, dénommé ZANU-PF (Patriotic Front) et que M. Mugabe en sera le président. Il est, d'autre part, précisé que cette nouvelle formation s'emploiera à pousser le pays « sur la voie du socialisme ». Les instances des deux partis devront se réunir pour mettre en œuvre ce pacte « dans les délais les plus courts possible ».

Signé en décembre 1979, à la veille de l'indépendance officielle du pays, les accords de Lancaster House faisaient obligation à M. Mugabe de s'en tenir, pendant dix ans, à la règle du multipartisme. Mais le premier ministre zimbabwéen ne désespérait pas d'amener à ses vues M. Nkomo, en l'associant aux affaires de l'Etat. Cette cohabitation fut de courte durée puisque son rival politique fut chassé du gouvernement, en février 1982, pour complot contre l'Etat.

Quelques représentants de la ZAPU continuèrent de siéger aux côtés de M. Mugabe qui se sépara des deux derniers en novembre 1984, rejetant ainsi complètement dans l'opposition une formation accusée par lui d'être de mèche avec les « dissidents », tenus pour responsables de l'insécurité dans la province du Matabeleland. Dès 1983, pourtant, des négociations avaient été engagées avec la ZAPU pour qu'elle se fonde dans une « grande ZANU », mais elles avaient, très vite, buté sur les exigences jugées alors « exorbitantes » de M. Nkomo.

Au lendemain des élections législatives de juillet 1985, au cours desquelles la ZANU se montra incapable de ravir à la ZAPU un seul des quinze sièges de son fief du Matabeleland, M. Mugabe réalisa qu'il était vain d'attendre, à court terme, un « déferissement » de cette opposition qui s'appuyait sur l'ethnie débele, et que mieux valait donc ten-

ter de conclure avec elle une sorte de « paix des braves ».

Un obstacle de taille aux pourparlers était levé en décembre 1986 avec la libération du général Daniso Dabengwa, héritier présomptif de M. Nkomo et chef de la ZIPRA, l'ancienne armée de la ZAPU. Il n'empêche que l'insécurité dans le Matabeleland ne connaissait pas de trêve. A la mi-novembre, Richard Gwesela, un chef rebelle, était tué dans une embuscade mais, quelques jours plus tard, seize Blancs et quatre Noirs étaient massacrés dans une ferme, près de Bulawayo.

#### Un régime présidentiel

Malgré tout, M. Mugabe avait hâte de clore ces discussions. Ne sera-t-il pas élu, le 30 décembre, chef de l'Etat du Zimbabwe à la faveur d'un amendement constitutionnel, qui vient d'être adopté, M. Mugabe avait fait entrer par le Parlement la suppression de la représentation séparée de la communauté blanche, qui, selon les accords de Lancaster House, disposait de vingt sièges à la Chambre des députés et de dix sièges au Sénat.

Toutes les réformes que le premier ministre avait souhaitées ont été réalisées. Dès lors, le Zimbabwe n'est plus un cas particulier en Afrique. Reste à savoir si le ralliement de M. Nkomo entraînera celui de tous ceux qui, de près ou de loin, se réclament de lui — « dissidents » ou non — et si donc le pari de la sécurité et de la paix sera gagné.

JACQUES DE BARRIN.

● TUNISIE : retour de la veuve de Salah Ben Youssef. — M<sup>me</sup> Soufia Ben Youssef, veuve de Salah Ben Youssef, ancien secrétaire général du néo-détour et rival de M. Habib Bourguiba, est rentrée, mardi 22 décembre, à Tunis, après plus de trente ans d'exil au Caire. Elle ne devrait rester qu'une dizaine de jours en Tunisie, où elle sera reçue par les plus hautes autorités, et rendra visite aux membres de sa famille et de celle de son mari.

Salah Ben Youssef fut l'un des fondateurs du Néo-Détour — devenu en 1984 le Parti socialiste destourien (PSD au pouvoir) — dont il devait être exclu en 1955 à la suite de divergences avec M. Bourguiba. Assassiné en 1981 à Francfort, il fut enterré au Caire. Dans un communiqué publié à Paris, le mouvement youssefiste demande « le rapatriement en Tunisie de la dépouille » de son leader, ainsi que l'ouverture d'un procès contre ses assassins. — (AFP.)

## Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Cartier. Un certificat authentifiant leur authenticité les accompagne.

13 RUE DE LA PAIX, PARIS 42.61.58.56

astro : trente ans de pouvoir absolu

Peugeot Dauphine



صكزا من الاصل

# Politique

Après le vote du budget de la région Champagne-Ardenne

## Les socialistes débattent sur les alliances de l'après-mai 1988

Le budget de la région Champagne-Ardenne, présidé par M. Bernard Stasi (CDS), a été adopté, le mardi 22 décembre, grâce à la non-participation au vote des élus socialistes. Seuls les communistes et le Front national ont voté contre. Les conseillers régionaux socialistes sont donc en désaccord avec la majorité du bureau exécutif national du PS qui leur avait demandé de voter contre le budget de M. Stasi, mais ils sont en accord avec la position minoritaire exprimée par le premier secrétaire de leur parti, M. Lionel Jospin.

Parmi les dirigeants du PS qui étaient favorables à un vote contre, M. Pierre Mauroy se félicite que la « discipline » ait été respectée, et observe que les socialistes de Champagne-Ardenne se sont « appuyés essentiellement sur

des considérations régionales ». Les autres tenants du vote négatif persistent. Ils manifestent une certaine inquiétude pour l'avenir. M. Pierre Joxe a précisé qu'il n'a « pas changé d'avis » (sur la nécessité de voter « contre les budgets de la droite »).

M. Jean Popereu regrette que les conseillers régionaux PS aient « sous-estimé » le fait que leur soutien indirect à M. Stasi était interprété comme « un premier geste vers un autre type d'alliance ». M. Jean-Pierre Chevènement dénonce une « manipulation » et ajoute : « Il y a les nuances auxquelles il faut prêter attention car ils ne savent pas ce qu'ils font et il y a les habiletés qui préparent les recompositions de demain ».

A l'inverse, les rocardiers, qui soutiennent la position de M. Lionel Jospin, se félicitent,

comme l'ont fait MM. Robert Chapuis et Gérard Fuchs, de cette position « de bon sens » et appellent à ne pas confondre « ancrage à gauche » et « sectarisme ».

Dans la majorité, certaines réactions peuvent nourrir les inquiétudes des membres de la « coalition des non ». Ainsi, M. Michel Girard, président RPR de la région Ile-de-France, estime qu'« au-delà de sa victoire au deuxième tour des présidentielles, la majorité devra se mouvoir accueillante (...) vis-à-vis de tous ceux qui, au nom de l'intérêt général, refusent les tentations extrêmes ». M. Pierre Méhaignerie, membre du CDS comme M. Stasi, remarque que « des dirigeants du PS appellent aujourd'hui à voter « instinctivement » contre tout projet, quel qu'il soit, venant de la droite et du centre », faisant preuve

d'« un sectarisme insupportable pour des millions de Français ».

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR juge que l'attitude des socialistes en Champagne-Ardenne est « positive » et « profitable pour tout le monde ». Cette attitude lui « paraît de nature à mettre les actes des socialistes en conformité avec leurs paroles et leurs convictions ».

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, dénonce l'« insupportable hypocrisie » du PS et M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, juge que le RPR, l'UDF, le PS, c'est « bonbon rose et rose bonbon ».

### La décentralisation... sur le terrain

REIMS

de notre correspondant

« Si nous avions pris une autre position, nous aurions apporté de l'eau à d'autres moulins : laissons les moulins tourner... » Ainsi s'est exprimé, d'un ton détaché, M. Jean-Claude Fontalirand, au nom des socialistes, après le vote du budget de Champagne-Ardenne, à la faveur de la non-participation au scrutin du groupe socialiste.

Il traduit, de toute évidence, la volonté sans cesse soulignée — au cours du débat très court — manifestée par ses amis de se défaire de considérations générales, en particulier de la consigne adressée par la direction nationale du PS, une « invitation » à voter contre, jugée déplacée par les élus de Champagne-Ardenne.

Il est même permis de se demander si cette consigne ne les a pas incités en dernier ressort à prendre le contre-pied de Paris. Plus sûrement, les élus socialistes de Champagne-Ardenne ont voulu administrer la preuve que la décentralisation se vit et se fait dans les régions.

Il est vrai que les moulins médiatiques vont tourner de plus belle, ne serait-ce que parce que l'attitude du PS, une abstention déguisée, permet à M. Bernard Stasi (UDF-CDS) de faire passer son budget sur le fil du rasoir.

La position des socialistes est demeurée longtemps indécise, les divisions qui minaient le groupe, et qui s'exerçaient au-delà des clivages de sensibilités, n'ont pu être aplanies qu'au nom de la discipline du parti. Jusqu'au dernier moment, les parti-

sans d'un vote hostile ne désespèrent pas de renverser la vapeur.

M. Hubert Carpentier, conseiller général de Reims membre du courant A (mitterrandiste), se déclare mécontent de cette décision qui, selon lui, laisse croire, après leur abstention de 1987, que les socialistes se sont, une nouvelle fois, fait piéger par la droite classique. M. Ghislaine Toutain, députée de la Marne proche de M. Chevènement, marque également un désaccord clair et net.

Quant à M. Fontalirand, qui peut se targuer d'avoir préservé la cohésion du groupe, il explique que le souci de ne pas bloquer l'institution régionale a guidé le choix final, tout en assurant n'avoir pas conclu « un pacte de gestion » avec l'exécutif.

Autour de lui, il est admis que les « avancées significatives » consenties par le président de la région, selon l'expression de M. Jean-Pierre Bouquet, ont pesé dans la balance. Pourtant, M. Stasi ne voit pas l'absence du PS et affirme n'avoir suivi que les seuls avis des commissions de l'assemblée.

Ce n'est, bien sûr, pas le sentiment de M. Bruno Subtil (FN), aux yeux duquel le président centriste « dirige la Champagne-Ardenne avec la gauche », et récusé « la majorité de gestion anti-marxiste », réclamée par la formation d'extrême droite.

Le RPR, enfin, par la voix de M. Michel Sobaski, a rappelé « sa loyauté en toutes circonstances » et, par le canal de M. Bruno Bourg-Broc, a insisté avoir observé « une quelconque immobilité » au cours des débats.

D. L.

### Discipline...

Le pire a été évité. Le pire, c'eût été, pour le PS, que pour la

seconde fois en deux semaines les élus socialistes se divisent sur un vote public, surtout avec tout le tintamarre qui entoure ce vote. La discipline est la force principale des armées et une bonne partie de la force de partis politiques. Quant au fond du vote, l'enjeu, paradoxalement, était moindre, même si ce parti, qui décide le contraire de ce que veut le premier secrétaire, pour n'être finalement pas suivi par la base, doit donner une drôle d'impression.

Dans cette histoire à la fois exemplaire et absurde, presque de bout en bout, M. Mauroy, partisan d'un vote contre (qui, en bonne logique, aurait entraîné un rejet du projet de budget présenté par M. Bernard Stasi), craignait bien plus une division du groupe socialiste qu'une adoption dudit budget. M. Jospin, qui se savait pourtant minoritaire, était, lui, le principal partisan d'un vote en bonne et due forme.

Anticipation audacieuse ou hasard heureux, le premier secrétaire du PS a gagné le pari qu'il avait fait mercredi. Minoritaire et isolé la semaine dernière face aux « éléphants » du PS, il voit aujourd'hui le groupe socialiste du conseil régional de Champagne-Ardenne faire, avec la participation exceptionnelle et efficace de M. Stasi, un pied de nez aux mêmes « éléphants » qui se retrouvent en position d'arroseurs arrosés.

Certes, M. Jospin, tenu par ses fonctions, avait souhaité que la position majoritaire du bureau exécutif (vote contre le budget) soit respectée par les socialistes de Champagne-Ardenne. Mais, en son for intérieur, il doit être doublement satisfait : d'abord pour le bon tour joué à ses contradicteurs. Ensuite, parce que les conseillers régionaux de Champagne-Ardenne, en lui donnant raison, adoptent la seule position capable, selon lui, d'assurer au PS « une cohérence morale et politique » face à l'opinion, à l'égard du problème Le Pen. Enfin, mais en entre là dans le domaine des

suppositions plus risquées — peut-être juge-t-il qu'une telle position permet de ne pas insulter l'avenir.

Encore faut-il ne pas exagérer la portée de cet épisode. M. Stasi a seulement fait payer les pots cassés du calendrier de l'Ile-de-France. Si le calendrier avait inversé l'ordre de passage des budgets, la face de la (petite) histoire aurait probablement été changée.

Parmi les partisans nationaux du vote contre, c'est M. Chevènement qui sort le plus touché de cette histoire. A la différence des autres membres de la « coalition des non », il avait pesé de tout son poids politique et fait monter solennellement le ton pour appuyer sa position. En outre, le dirigeant de l'ex-CERES est désavoué dans une région où la Mame et la Haute-Marne comptent parmi ses forts. Mauvais présage, alors que les militants de l'ensemble du pays sont appelés à voter sur différents textes, dont celui de M. Chevènement, dans la perspective de la convention nationale du mois de janvier.

Face à ses pairs, M. Jospin a perdu un point, le mercredi 18 décembre, lors de la délibération du bureau exécutif. Il en a gagné deux, moins d'une semaine plus tard, lors du vote du budget de la région Champagne-Ardenne. Mais cette victoire n'est pas sans risques. Certains dirigeants du PS — on pense à MM. Mauroy, Fabius, Chevènement, Popereu — qui avaient déjà l'impression d'avoir été « piégés », ne pardonneront probablement pas de s'être écartés de M. Jospin. Et si le premier secrétaire du PS se sentait prendre date vis-à-vis de l'opinion, eux peuvent vouloir prendre date vis-à-vis du parti.

M. Jospin a toujours voulu représenter le point « moyen », le pôle central du PS. Une partie des dirigeants socialistes l'accusent déjà de « dérive droite ». Le débat sur l'alliance de l'après 88 promet d'être chaud.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

### POINT DE VUE

#### Les gribouilles du recentrage

par Michel Charzat  
membre du secrétariat national  
du Parti socialiste,  
député de Paris

L'ABSTENTION des élus socialistes de Champagne-Ardenne est la conséquence d'une série d'inconséquences.

En Ile-de-France, le budget de la région pour 1988 était dans la ligne de celui de 1987 qui avait été négocié entre l'exécutif régional (RPR-UDF) et le Front national. Pour avoir blanchi la droite en Ile-de-France, alors que celle-ci n'aurait pas de peçonner avec le Front national, notamment au Conseil de Paris, des conseillers socialistes ont créé une confusion inévitable.

Le bureau exécutif a réagi, par un vote clair, que les socialistes ne devaient pas cautionner l'acte politique fondamental que représente le vote d'un budget.

Il est regrettable que, au plus haut niveau de sa direction, la volonté ait ensuite manqué pour faire appliquer, en Champagne-Ardenne, cette orientation.

On me dira : M. Stasi n'est pas M. Girard. Certes, c'est un homme sympathique ; mais il soutient M. Raymond Barre et vote la confiance à M. Jacques Chirac. Demain, au second tour de l'élection présidentielle, on ne pourra plus continuer à mystifier les Français. Il faudra bien choisir entre le candidat de la droite et celui de la gauche.

Ces inconséquences multiples créent une situation préoccupante. Comment demain expliquer sur le terrain, face au mécontentement que provoque la politique régionale et nationale de la droite, que les socialistes y sont opposés alors qu'ils ont accepté, en fait, de faire passer ces budgets ?

Chantage de crise ? C'est le même chantage que M. Jacques Chirac et son gouvernement ont fait à chaque prise de position du prési-

dent de la République lorsque celui-ci a refusé certaines ordonnances et affirmé sa défiance. M. François Mitterrand, lui, n'a pas osé. Depuis quelques jours, se fait entendre un tintamarre qui cherche à exploiter ces coups. On connaît le raisonnement qui sert d'alibi à ce déferlement d'hypocrisie.

Voter avec le Front national est-ce possible, clement les haut-parleurs du recentrage ? Mais il est fréquemment arrivé que le Parti socialiste vote avec le Front national contre l'actuelle majorité, par exemple dans tous les votes de confiance au gouvernement Chirac.

S'abstenir partout où la droite ne dispose que d'une majorité relative constitue la version édulcorée de la petite musique du recentrage. Si l'on suit cette pente, la gauche socialiste se condamne soit à l'impuissance, soit à la culpabilité permanente, et dans les deux hypothèses à servir de force d'appoint.

Condamner moralement le Front national, c'est bien ; le faire reculer sur le terrain serait mieux ! Le morosisme des Gribouilles du recentrage ne fera pas régresser un courant qui se nourrit avant tout de la crise, du chômage, du désastre des foules solitaires.

Une politique progressiste, audacieuse et réaliste doit s'affranchir pour mobiliser les énergies.

On ne rassemblera pas les Français à partir de la gauche par des combinaisons politiciennes, pas plus que la SFO n'a sauvé la IV<sup>e</sup> République en brandissant l'étendard de la défense des institutions.

Les socialistes sont à la croisée des chemins : s'ils veulent rassembler, en avant pour faire une politique nouvelle, ils doivent tout à la fois refuser de servir d'auxiliaires à la droite, proposer un nouvel élan au pays et décider qu'ils ne chercheront pas à composer avec l'Assemblée élue le 16 mars 1988.

### Un entretien avec M. Bernard Stasi

(Suite de la première page.)

Quant à la plupart des autres grands dirigeants socialistes, ils lancent des appels enflammés à la mobilisation générale et à l'union sacrée contre le Front national, mais n'ont apparemment aucun scrupule à préconiser une alliance objective avec lui pour combattre un homme qui, précisément, a toujours refusé toute compromission avec l'extrême droite.

Ensuite, je remarque que la Champagne-Ardenne donne l'exemple, que sur des sujets concrets, des priorités évidentes (les infrastructures routières, la formation des hommes), il est possible ou nécessaire de rassembler. Au-delà des clivages habituels, j'ai l'intime conviction que la France n'échappera pas à cette nécessité. Le prochain président — je souhaite bien sûr que ce soit Raymond Barre — sera confronté à des problèmes terriblement difficiles (réforme du système éducatif, devenir de la protection sociale, marché unique européen, etc.). Il sera indispensable que la future majorité s'ouvre et s'élargisse, du moins qu'elle sache

associer une partie de l'opposition à son action, car elle ne pourra affronter les problèmes redoutables avec l'appui seulement de 51 % ou 52 % des Français.

Peut-on voir, dans ce qui vient de se passer en Champagne-Ardenne, le signe avant-coureur d'une recomposition du paysage politique ?

Je n'aime pas ce mot de recomposition, qui peut évoquer je ne sais quelles combinaisons. Je préfère parler d'élargissement. Il ne s'agit pas de retrancher quoi que ce soit à la future majorité qui élira Raymond Barre — je souhaite avec Jacques Chirac — mais d'ajouter. L'élection de 1988 ne doit pas creuser un fossé et rejeter dans les ténèbres ceux qui auront soutenu le candidat battu. Il faudra que la majorité sache s'élargir. C'est le sens que j'accorde à mon engagement : derrière Raymond Barre, lequel me paraît le mieux à même de rassembler au-delà des clivages habituels.

J'ignore sous quelle forme s'opérera cet élargissement. Il faudra bien que les consensus qui se forment sur certains problèmes connaissent une traduction politique.

L'exemple Champagne-Ardenne illustre-t-il le souci de rassemblement que l'on prête à une frange des socialistes ?

Les réactions des dirigeants socialistes prouvent que tous n'ont pas la même appréciation, que certains s'en tiennent à des clivages manichéens, droite-gauche, et d'autres à une conception plus évolutive.

Propos recueillis par  
DIDIER LOUIS.

### M. Jean-Marie Le Pen renvoie dos à dos la majorité et le PS

Ma candidature [à l'élection présidentielle] est la seule alternative à la « soft-majorité », constituée par la majorité et le Parti socialiste, a affirmé, le mardi 22 décembre, M. Jean-Marie Le Pen. Au cours d'une conférence de presse, le président du Front national qui « voit de moins en moins les différences qui existent entre l'UDF, le RPR et le PS » a dénoncé ce « front capable de soutenir » à la fois « un président socialiste et un président qui ne le serait pas ». Il a jugé, de surcroît, « pas étonnant » de voir les conseillers régionaux socialistes ne pas participer aux votes des budgets pour 1988 de l'Ile-de-France et de Champagne-Ardenne.

Néanmoins, « le fait politique majeur de cette fin d'année », est, selon M. Le Pen, le rapport « Hanroun-Chirac-Mathurel » sur l'immigration qui « traduit un véritable deal idéologique nouveau pour le RPR et l'UDF » et effectue un « virage à 180 degrés par rapport à la plate-forme gouvernementale de mars 1986 ».

Le président du Front national a également dressé le bilan de la politique du gouvernement en estimant que « la coalition RPR-UDF a multiplié les recules spectaculaires sous la pression de la gauche ». En « capitulant » devant l'agitation étudiante, le combat contre la drogue, la réforme du code de la nationalité, le premier ministre et « sa toute petite majorité » ont vu, selon M. Le Pen, « s'aligner sur la thèse de la société multiculturelle en avançant des propositions que même le PS n'aurait jamais osé défendre ni promouvoir, lorsqu'il était au pouvoir ».

Le président du Front national regrette qu'« à moins de cinq mois de l'élection présidentielle, le débat politique s'enlise dans l'accessoire » comme en témoignent « les remous

assez nauséabonds des affaires » qui ont « éclaboussé l'ensemble de la classe politique » à l'exception du FN. En revanche, il se félicite que son parti ait « pris l'initiative » en posant « seul les vrais problèmes de la société française ». Il a ainsi obligé « la classe politique » à se déterminer plus par rapport au Front national que par rapport à des objectifs originaux. Cela montre, selon lui, que « son mouvement n'est pas seulement une force incontrôlable, mais aussi une force indestructible », un « menhir politique ».

D'autre part, M. Le Pen a estimé avoir été « victime d'une véritable falsification de texte » et a accusé les animateurs de l'émission « Questions à domicile » d'avoir « tronqué », le 17 décembre, la diffusion de la séquence du « Grand Jury RTL-le Monde » relatif au « point de détail ». Selon le document retransmis sur TF1, M. Le Pen affirme que « les chambres à gaz n'ont pas existé » alors que au « Grand Jury RTL-le Monde », le président du FN a déclaré : « Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé ».

[La bande son et image comportant l'extrait du « Grand Jury » démontre alors que M. Le Pen continue de protester par avance contre sa diffusion. A l'émission, il déclare en direct : « C'est une attitude... » tandis que l'on entend, faiblement, provenant de l'extrait de « RTL-le Monde » : « Je ne dis pas que... »]

A aucun moment toutefois, M. Le Pen n'a été accusé d'avoir nié l'existence des chambres à gaz. Il était interrogé sur le fait qu'il avait, au cours de l'émission « RTL-le Monde », admis l'existence d'un débat entre les historiens révisionnistes et les autres sur ce point, s'insurgeant contre l'idée qu'il puisse exister une « vérité historique révisée ». — J.-M. C.]

### Polémique sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Nucci

L'erratum de M. André Fanton sera publié au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale. Il sera ainsi établi que le député RPR a bien dit, lors de la séance du 7 octobre 1987, quand était débattu au Palais-Bourbon la mise en accusation devant la Haute Cour, de M. Christian Nucci, « Le vote de la proposition de résolution vaut [...] levée de son immunité parlementaire ». Ainsi en a décidé le bureau de l'Assemblée nationale, le mardi 22 décembre, mais il n'y a pas de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, contre les socialistes. Les socialistes s'étaient appuyés sur une première version, publiée au Journal officiel, pour affirmer que l'immunité parlementaire de M. Nucci n'ayant pas été levée à temps, toute la procédure était nulle.

Les documents, en dehors du texte contesté publié au Journal officiel, ne laissent aucun doute sur les propos qu'avait effectivement tenus M. Fanton. L'enregistrement vidéo effectué alors comme de tous les débats, confirme qu'il a bien dit ce qu'il a dit avoir dit. Le bureau a donc constaté « le caractère flagrant et matériel de l'erreur commise dans la publication du compte-rendu officiel ».

M. Pierre Joxe ne l'entend pourtant pas ainsi. Au cours d'une conférence de presse, puis à l'occasion d'un rappel au règlement, lors de la séance de mardi, il a fait part de « l'indignation et de l'inquiétude de ses amis », annonçant qu'il faisait toute réserve sur les suites juridiques à donner à cette « prétendue » décision du bureau. Son argumentation se développe sur deux points. D'abord les socialistes contestent la « preuve » apportée par l'enregistrement vidéo effectuée par une société soustraitante : les conditions dans lesquelles il a été effectué, celles dans lesquelles il a été conservé, « n'en font pas un élément de preuve ni dans un sens ni dans un autre ».

remarque M. André Billardon, vice-président socialiste de l'Assemblée.

Ensuite le PS, s'appuyant sur le règlement, affirme que ni le président ni le bureau n'avaient le droit de modifier ainsi une « éventuelle » erreur dans le compte-rendu officiel. « Le président de l'Assemblée ne peut être autorisé à modifier le Journal Officiel quand cela lui convient », dit M. Joxe. M. Jacques Chaban-Delmas ne nie pas le vide juridique, mais il s'appuie sur « une doctrine d'application constante » autorisant le président à corriger « une erreur matérielle flagrante ».

La difficulté est en fait plus vaste. Les socialistes font remarquer que dans l'affaire Nucci les règles juridiques sont strictement observées quand cela dessert l'ancien ministre mais parfois jugées inapplicables quand elles pourraient lui profiter. Dans ce contexte, ils sont persuadés être encore une fois victimes d'une « manipulation ». « Tous les procédés sont utilisés », dit M. Billardon, pour ancrer l'idée que l'Assemblée, en votant la mise en accusation, a en même temps voté la levée de l'immunité parlementaire.

« Nous sommes dans une procédure judiciaire, où tout compte, y compris les travaux préparatoires [...] et à cet égard ce qui compte, ce n'est pas ce qui a été dit ultérieurement par M. Fanton mais ce qui figure au Journal officiel du 7 octobre 1987. C'est pourquoi un seul motif, un élément de la décision de l'Assemblée ».

Le débat est bien là. Chacun s'inscrit de la décision que devront prendre les magistrats de la Cour de cassation, membres de la commission d'instruction de la Haute Cour. Estimeront-ils ou non que la procédure en cours est nulle faute d'une levée, en bon sens, d'une fumée, de l'immunité parlementaire de M. Nucci ? Les deux parties enrichissent leur dossier. C'est le sens de cette polémique.

Th. B.

Où trouver l'adresse de la plus vieille distillerie d'Ecosse en activité ?

C'est sur la boîte de Glenlivet que vous trouverez les indications vous permettant de vous rendre à ce lieu de légende. Pour trouver les adresses ou trouver la boîte de Glenlivet, trouvez la page 11

A consommer avec modération



# Politique

Après l'incarcération du numéro deux du FLNKS

## ● Le parquet fait appel ● Vives protestations en métropole

A la demande du procureur, le procureur général du parquet de Nouméa a fait appel, le mardi 22 décembre, de l'ordonnance de mise en détention prise à l'encontre du numéro deux du FLNKS, M. Yéwéné Yéwéné. M. Pons, ministre des DOM-TOM, a indiqué que le gouvernement avait « posé » le procureur à effectuer cette démarche.

Après que M. Yéwéné Yéwéné ait été incarcéré et écroué, le mardi 22 décembre, pour provocation au meurtre, les réactions

d'indignation ont afflué en métropole et en Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS appelle les « démocrates français » à mettre un terme « au scandale des décisions de justice arbitraires et racistes ». M. Claude Estier, sénateur socialiste de Paris, parle, comme M. Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire), de « provocation » et M. Jack Lang affirme qu'il y a pour la justice « deux poids deux mesures ». Le PCF parle de « justice raciste, colonialiste et de classe ». Le PSU exprime son « étonnement » et sa « révolte ».

La Fédération protestante de France a fait part au premier ministre de sa « vive émotion » et a demandé la suspension des poursuites contre le numéro deux du FLNKS. La Ligue des droits de l'homme considère que la justice en Nouvelle-Calédonie fonctionne de manière « déséquilibrée ». Mgr Decourtray, président de la conférence épiscopale, craint « que l'escalade de la peur et de la violence n'aboutisse au contraire de ce que l'on recherche ».

## Au conseil des ministres Adoption d'un décret sur la campagne présidentielle dans l'audiovisuel

Le dernier conseil des ministres de l'année, rendu particulièrement bref par le départ en fin de matinée, le mardi 22 décembre, du président Mitterrand, pour Djibouti, a adopté un décret concernant le déroulement de la campagne présidentielle dans l'audiovisuel. M. Jacques Chirac a en outre annoncé « une nouvelle baisse significative du chômage », dont les chiffres du mois de novembre devaient être rendus publics dans l'après-midi par le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin.

Le décret présenté par le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, adapte la réglementation en matière d'organisation et de contrôle de la campagne électorale, notamment dans le secteur de l'audiovisuel, en modifiant des textes de 1964 et 1980. Il fixe la répartition des compétences entre la commission nationale de contrôle de la campagne et la Commission nationale de la com-

munication et des libertés (CNCL). La première sera installée plus tôt que par le passé, a dit le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé. Elle continuera de veiller à ce que tous les candidats bénéficient, de la part de l'Etat, des mêmes facilités pour la campagne. Elle conservera, en outre, le plein exercice de ses attributions en matière de presse, de réunions politiques, d'affichage et de professions de foi des candidats.

Pour sa part, la CNCL sera chargée de fixer les règles concernant la production, la programmation et la diffusion des émissions officielles de la campagne dans les organismes du secteur public de l'audiovisuel.

M. Juppé a souligné que le texte du gouvernement avait repris « toutes les observations et les suggestions du Conseil d'Etat » et qu'il « ne posera donc pas de problèmes ».

## Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mardi 22 décembre a décidé du mouvement préfectoral suivant :

● CHER : M. Lajus

M. Michel Lajus, préfet, commissaire de la République des Vosges, est nommé préfet, commissaire de la République du Cher, en remplacement de M. Pierre Cayron nommé préfet, commissaire de la République d'Indre-et-Loire.

[Né le 17 mai 1929 à Libourne (Gironde), diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) et titulaire d'un certificat d'études supérieures de droit. M. Michel Lajus occupe de 1953 à 1960 divers postes au sein de l'administration coloniale en Haute-Volta. Ministre d'Etat chargé de l'information du gouvernement de Haute-Volta en 1960, il est rattaché à l'administration des Nouvelles-Hébrides en 1962. Intégré au corps unique des administrateurs civils en 1968, il est nommé successivement directeur du cabinet du préfet du Var (1968), sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) (1970), secrétaire général de la Martinique (1973), puis de l'Isère (1976). Sous-préfet du Havre (Seine-Maritime) en 1980, puis préfet de la Haute-Loire en 1984, il est placé hors cadre le 20 novembre 1985. Il était préfet des Vosges depuis le 30 juillet 1986.]

● INDRE-ET-LOIRE : M. Pierre Cayron

M. Pierre Cayron, préfet, commissaire de la République du Cher, est nommé préfet, commissaire de la République d'Indre-et-Loire, en remplacement de M. Michel Desmet nommé, le 2 décembre, préfet, commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques.

[Né le 25 mai 1929 à Celles-sur-Durolle (Puy-de-Dôme), M. Cayron est licencié-lettré, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancien élève de l'ENA. Il a été successivement nommé chef de cabinet du préfet de l'Ain (1960), sous-préfet de Redon (1961), secrétaire général du Tarn (1964), secrétaire général des Basses-Pyrénées (1968), sous-préfet de Castelsarrasin (1971), secrétaire général de l'administration territoriale (1979). Préfet, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France depuis le 29 avril 1983, il est nommé préfet, commissaire de la République du Cher le 5 février 1986.]

● MEUSE : M. Jean-François Etienne des Rosières

M. des Rosières, chargé de mission auprès de M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, est nommé préfet, commissaire de la République de la Meuse, en remplacement de M. Jean-Paul Frouin, nommé préfet, commissaire de la République de l'Yonne.

[Né le 29 décembre 1941 à Blida (Algérie), M. Jean-François Etienne des Rosières est diplômé de l'Ecole technique militaire de l'armée de l'air. Chargé de mission au Commissariat à l'énergie atomique en 1963, il est, dans le cadre de la coopération, nommé assistant technique au ministère de l'information du Cameroun en 1965. Ancien correspondant de guerre de l'ORTF, notamment au Vietnam et au Cambodge, de 1966 à 1969, il devient, en 1970, chargé de mission auprès de M. Omar Bongo, président de la République du Gabon. En 1972, il est appelé auprès de Pierre Ballebois, secrétaire d'Etat chargé de la coopération, en qualité de chargé de mission, avant de devenir, en 1973, chef de cabinet de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Directeur des relations extérieures d'un groupe de distribution alimentaire en 1975, il est de 1976 à 1986 chargé de mission auprès du président et de la direction générale de la Compagnie générale des eaux. Parallèlement, il occupe de 1978 à 1979, les fonctions de conseiller technique auprès de M. Abdou Diouf, premier ministre du Sénégal. De 1981 à 1982, il est chargé de mission auprès du groupe des Démocrates européens de progrès, auquel appartient le RPR, au Parlement européen. Elu aux élections municipales de 1983, premier adjoint au maire du dix-neuvième arrondissement de Paris. Il est

nommé, le 7 avril 1986, chargé de mission auprès de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité.]

● MORBIHAN : M. Philippe Parant

M. Philippe Parant, préfet, commissaire de l'Yonne, est nommé préfet, commissaire de la République du Morbihan en remplacement de M. Bernard Mailfait placé hors cadre.

[Né le 8 avril 1932 à Besançon (Doubs), M. Philippe Parant, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (ENFOM), est en poste en Côte-d'Ivoire, avant d'être nommé sous-préfet de Gourdon (Lot) en 1969. Secrétaire général de la Savoie en 1972, il devient en 1975 chef de mission auprès du préfet de la région Centre, avant d'être nommé, en 1979, secrétaire général de la Loire-Atlantique. Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en avril 1982, il est appelé à la tête de la direction générale de la sécurité extérieure au ministère de la défense le 29 avril 1983. Il était préfet de l'Yonne depuis le 11 juin 1986.]

● VOSGES : M. Jacques Andrieu

M. Jacques Andrieu, secrétaire général de la Moselle, est nommé préfet, commissaire de la République des Vosges, en remplacement de M. Michel Lajus, nommé préfet, commissaire de la République du Cher.

[Né le 17 avril 1942 à Tulle (Corrèze), M. Jacques Andrieu est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de sociologie générale de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Directeur du cabinet du préfet de l'Ain en 1969, il est nommé sous-préfet de Gex (Ain) en 1971. Il est appelé en septembre 1973, auprès de M. Alain Guichard, ministre puis ministre d'Etat de l'aménagement du territoire, en qualité de chef de cabinet. En octobre 1974, il est nommé chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), avant de devenir, en décembre 1976, secrétaire général de l'Allier. Chef de mission auprès du préfet de la région Franche-Comté en juillet 1979, il est nommé successivement secrétaire général du Doubs (octobre 1980), du Loiret (juin 1982) et de la Moselle (mai 1983).]

● YONNE : M. Jean-Paul Frouin

M. Frouin, préfet, commissaire de la République de la Meuse, est nommé préfet, commissaire de la République des Vosges, en remplacement de M. Michel Lajus, nommé préfet, commissaire de la République du Cher.

[Né le 27 octobre 1939 à Avranches (Manche), M. Jean-Paul Frouin, ancien élève de l'ENA, est mis à la disposition du préfet de l'Isère pour les deux olympiques d'hiver en janvier 1967 avant d'être nommé, en août 1968, sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Directeur du cabinet du préfet de la région Haute-Normandie en mai 1970, puis secrétaire général de la Manche en septembre 1975, il est nommé chef de mission auprès du préfet de la région Bretagne en août 1977. Sous-préfet de Lorient (Morbihan) en avril 1982, il est nommé sous-directeur de l'administration territoriale à la direction générale de l'administration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation le 19 juillet 1983. Il était préfet de la Meuse depuis le 11 juin 1986.]

## Plaidoyers pour la légitime défense

Après l'inculpation du numéro deux du FLNKS, M. Yéwéné Yéwéné, de « provocations aux crimes de meurtre et aux crimes de délits de coups et blessures volontaires, non suivis d'effets » et son incarcération, le 23 décembre à Nouméa, M. Jean-Marie Tjibaou, le président du mouvement, qui refuse toujours de répondre à une convocation du juge d'instruction, a déclaré, interrogé sur Europe 1, qu'il fallait « mettre la provocation là où elle commence [...] ». « Il faut, en conséquence, s'organiser pour notre protection, si les institutions officielles ne peuvent plus nous protéger. »

Par un curieux retournement de l'histoire, le leader canaque reprend ainsi les conclusions de l'ordonnance de non-lieu, prise le 29 septembre 1986, par M. François Semar, le juge d'instruction chargé du dossier de l'embuscade de Hienghène, où dix Mélanésiens (parmi lesquels deux frères de M. Tjibaou) avaient été tués le 5 décembre 1984. Cette ordonnance devait par la suite être infirmée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nouméa, et le procès a abouti à un acquittement général, à la fin du mois

d'octobre. Mais le texte du juge d'instruction, véritable plaidoyer pour la légitime défense — dans une acception très large, — paraît justifier par avance ce recours à la violence que la justice reproche aujourd'hui au FLNKS de prôner.

En effet, après s'être livré à une longue exégèse de la doctrine de la légitime défense, le juge d'instruction avait justifié son ordonnance de non-lieu par la notion de « cas privilégiés de légitime défense », renforcée par la carence des pouvoirs publics et le « débordement psychique » des inculpés, provoqué « par l'attitude violente des indépendantistes ».

Ainsi, écrivait le juge d'instruction : « Le comportement des inculpés doit s'analyser comme une action de défense collective puisqu'il y avait une grave menace sur la démocratie et les institutions de la République et qu'il s'agit là d'un acte de sauvegarde de la démocratie, qui devait relever en premier des pouvoirs publics et notamment des forces de l'ordre ; qu'il est du devoir de chaque citoyen de résister et de s'opposer, avec la plus grande

fermeté, aux auteurs d'actes terroristes, en cas de carence desdites forces de l'ordre [...] ».

Attendu qu'il ressort du dossier d'information que les droits fondamentaux de l'homme, rappelés dans le préambule de la Constitution de 1958 [...], n'ont pas été assurés aux inculpés de Hienghène : que le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi n'a pas été respecté en Nouvelle-Calédonie durant la période considérée [...] ».

Attendu, cependant, que du 18 novembre au 5 décembre 1984 l'information a été mise en lumière le laxisme et la carence des pouvoirs publics dans leurs missions les plus élémentaires, telles que le respect des lois, la protection des populations ; qu'à cet égard, des appels de détresse, envoyés par les quelques familles demeurant dans la vallée de Hienghène au haut commissariat sont demeurés sans effet, ce qui a accentué le désarroi des inculpés ; attendu que, dans une société évoluée et organisée, la protection des droits de chacun est garantie par la collectivité, qui met en place des services de police, de gendarmerie et de justice ; que si, par suite de cir-

constances particulières, cette sécurité n'est plus assurée, comme en Nouvelle-Calédonie et précisément dans la vallée de Hienghène en décembre 1984, il appartient à chaque sujet de droit de se substituer à l'autorité publique défaillante et d'assurer, au besoin par la violence, le respect de ses intérêts ; que la loi permet ainsi à la défense privée de prendre le relais de la défense publique, absente et insuffisante ; attendu que la collectivité ne saurait punir celui ou ceux qui ont contribué par leur acte au maintien de l'ordre et à la sauvegarde du droit, sans se condamner elle-même [...] ; attendu que les inculpés ont été abandonnés par les pouvoirs publics et, plus précisément, par la gendarmerie ; qu'en étant harcelés jour et nuit ils étaient à bout de nerfs et en état de grande fatigue morale et physique [...] ; il convient d'ordonner le non-lieu.

En réalité, en termes sans doute moins juridiques, les leaders du FLNKS, au nom de ceux qu'ils représentent sur le territoire néo-calédonien, ne disent pas aujourd'hui autre chose.

AGATHE LOGEART.

## Les travaux du Parlement

## Textes définitivement adoptés

Les parlementaires ont mis les bouchées doubles, le mardi 22 décembre. Députés et sénateurs ont adopté définitivement dix textes de lois. Au point que l'ordre du jour de la session extraordinaire est pratiquement achevé. La session aurait pu être terminée si le différend entre le gouvernement et sa majorité sur la manière de faciliter la

transmission des entreprises avait pu être réglé plus vite. En dehors de ce texte, il ne reste, en effet, plus rien à examiner, car la majorité a renoncé à faire débattre à l'Assemblée nationale le projet sur les polices municipales de M. Robert Pandraud, déjà voté par le Sénat, de peur d'une rude bataille menée par la gauche.

Mécontent de certains accords en commission mixte paritaire, entre députés et sénateurs, le gouvernement a tenu, à plusieurs reprises, à faire modifier le texte que celles-ci avaient mis au point. Ainsi, il a multiplié les recours au vote bloqué.

Th. B.

● Fusions et scissions de sociétés. — L'Assemblée nationale a adopté définitivement (tous les groupes votant pour, sauf le PCF), lundi 21 décembre, le projet de loi sur les fusions et scissions de sociétés. Les députés ont entériné le texte du Sénat (le Monde du 14 novembre). Ce texte, très technique, a pour objet de mettre le droit français des sociétés en conformité avec les dispositions des traités de Communauté européenne. Il met également en place une modernisation et une simplification du droit français, particulièrement complexe dans le domaine des fusions et scissions de sociétés.

● Baux commerciaux. — Les députés ont adopté, lundi 21 décembre (les sénateurs mardi 22 décembre), un projet de loi sur les baux commerciaux. Après avoir été, pendant douze années, conduit à fixer le coefficient de variation des baux commerciaux, le Parlement se voit proposer par le gouvernement un nouveau dispositif. Au lieu de retenir trois indices (coût de la construction, prix à la consommation et production industrielle), le gouvernement propose que la variation du prix des loyers soit établie en référence à l'indice national trimestriel du coût de la construction pendant la période du bail venant à expiration. Enfin, le texte crée une commission départementale consultative de conciliation composée de propriétaires et de locataires.

● Télé-achat. — La proposition de loi réglementant les émissions de télé-achat sur les chaînes de télévision a été adoptée, le mardi 22 décembre, par le Sénat, dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale : elle est donc définitivement approuvée.

● Protection des consommateurs. — Une seule disposition du projet sur l'action en justice des associations de consommateurs entraînait une opposition entre les députés et les sénateurs : le gouvernement a contraint les premiers à se ranger à l'avis des seconds. Le Sénat, en effet, le mardi 22 décembre, a approuvé la quasi-totalité de la rédaction mise au point par l'Assemblée. Il n'a simplement pas accepté que les actionnaires puissent eux aussi se regrouper en association et agir en justice.

Cet ajout au texte gouvernemental avait été voulu par M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne) et voté par la presque unanimité des députés en

première lecture. Pour manifester leur refus d'un tel choix gouvernemental, les députés du PS et du FN ont voté ce projet, alors qu'ils s'étaient abstenus la première fois, et un RPR, M. Régis Perbet (Ardèche), a refusé de prendre part au vote, alors que quatre autres, MM. René André (Manche), Jacques Chartron (Manche), Pierre Goddefroy (Manche), Michel Gouille (Lot-et-Garonne), ainsi que deux UDF, MM. Alain Griotteray et Marc Reynaud (Bas-Rhin), s'abstenaient. Ce texte n'a donc été voté que par 286 voix, contre 283.

● Fraude informatique. — L'Assemblée nationale, le mardi 22 au soir, a approuvé, dans le texte du Sénat, la proposition de loi de M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) visant à accroître les moyens de lutte contre la fraude informatique, en créant un nouveau délit pénal, le code actuel étant mal adapté à la situation créée par le développement de l'usage des ordinateurs et par les possibilités techniques pour tout un chacun d'accéder au système informatique d'autrui.

● 1 % logement. — Les sénateurs n'avaient que peu modifié le projet de M. Pierre Méhaignerie qui réduit la cotisation des employeurs à l'effort de construction (de 0,77 % de la masse salariale à 0,72 %) et qui crée une agence nationale pour surveiller l'action des organismes collecteurs et utilisateurs de ces sommes. La commission mixte paritaire est donc parvenue à un accord, qui pour l'essentiel, par rapport à la première version votée par les députés, supprime, parmi les missions de l'agence, la « coordination » des organismes collecteurs.

● Enseignements artistiques. — Ce texte précise que les enseignements artistiques font partie intégrante de la formation scolaire primaire et secondaire. La rédaction de la commission mixte paritaire (CMP) députés-sénateurs a retenu le principe d'un enseignement artistique dispensé dans les classes enfantines et maternelles. Pour le reste, le texte reprend celui que les députés avaient adopté en première lecture (le Monde du 15 décembre). Deux articles du Sénat ont été maintenus par la CMP. Le premier concerne le haut comité des enseignements artistiques, chargé de suivre la mise en œuvre des mesures admini-

stratives et financières relatives au développement des enseignements artistiques.

Les sénateurs avaient souhaité que ce haut comité, présidé conjointement par le ministre de la culture et celui de l'éducation nationale, aille en composition plus large que celle arrêtée par les députés. C'est ainsi qu'à côté des représentants de l'Etat siègeraient des membres des collectivités territoriales et des personnalités du monde artistique. Enfin, le dernier article prévoit la présentation chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, d'un état récapitulatif des crédits affectés au développement des enseignements artistiques.

● Patrimoine monumental. — Le projet de loi de programme sur le patrimoine monumental a été adopté par le Parlement, le mardi 22 décembre, dans le texte de la commission mixte paritaire. La CMP a apporté quelques précisions à l'article 4 (nouveau) du projet qui concerne l'exonération des droits de mutation (successions dont les donations) des immeubles classés monuments historiques ou inscrits « pour l'essentiel » à l'inventaire, ainsi que des meubles qui y sont attachés, dans la mesure où les propriétaires acceptent d'accueillir le public.

La CMP a précisé que la convention (pour une durée indéterminée) serait passée avec les ministres de la culture et des finances, et non avec l'Etat. Avant de conclure la convention, l'administration s'assure de la sincérité des déclarations du propriétaire pour éviter la fraude fiscale.

● Sécurité sociale et « statut social de la mère de famille ». — Le Parlement a adopté le projet de loi Séguin sur la sécurité sociale dans le

texte de la CMP. Ce projet de loi crée un fonds national de prévention au sein de la branche d'assurance-maladie. Il comprend, en outre, l'ouverture du droit, pour ceux qui le souhaitent, de bénéficier d'une fraction de leur retraite tout en poursuivant une activité à temps partiel. Il prévoit également la revalorisation des pensions et des retraites de 2,6 % au 1<sup>er</sup> janvier et de 1,3 % au 1<sup>er</sup> juillet 1988. Il offre enfin la possibilité aux médecins de cesser leur activité entre soixante et soixante-cinq ans tout en bénéficiant d'une garantie de ressources. La CMP a repris une disposition du Sénat qui permet aux exploitants agricoles de déroger aux règles de cumul-emploi retraite. A l'article 4 relatif à la cession anticipée d'activité des médecins, la CMP a modifié le texte du Sénat en précisant que le dispositif prendrait effet à compter de l'entrée en vigueur de la convention ou du décret, et en fixant à trois mois au lieu de dix le délai au-delà duquel le pouvoir réglementaire devra intervenir, à défaut d'une convention établie entre les partenaires sociaux.

Enfin, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, a apporté des précisions sur l'article 5, qui attribue un droit permanent et gratuit à l'assurance-maladie aux mères de famille nombreuses (au moins trois enfants) à partir de l'âge de quarante-cinq ans. M. Séguin a expliqué que cet article ne tendait pas à créer un droit nouveau pour des personnes qui n'en avaient pas : « Il s'agit de les maintenir ». C'est ainsi que les mères célibataires ne pourront en bénéficier que pour autant qu'elles tenaient ces droits de leur concubin décédé.

Th. B. et P. S.

Le Monde

sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Pour la première fois en France, le Glenturret se laisse photographier.

En exclusivité pour les lecteurs du Monde.

Jusqu'à ce qu'on ne pouvait le voir qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse) ou chez quelques amateurs de vieux whiskies. Aujourd'hui, il apparaît pour la première fois dans la presse. Page 11.

A commander avec modération



## Enquête

# Le grand bazar des armes : bouleversements du marché

(Suite de la première page.)

Cela n'en a pas moins coûté sa place au PDG de la SNPE, M. Guy-Jean Bernardy. La preuve a d'autre part été apportée par un rapport du contrôleur général de l'armement Barba que la firme Luchaire aurait détourné vers Téhéran au moins 384 400 munitions de 155 mm destinées en théorie au Portugal, au Brésil, à la Thaïlande et à la Yougoslavie et 55 000 munitions de 203 mm qui auraient dû parvenir en Thaïlande, à en croire les certificats de destination finale.

En Italie, cinq enquêtes sont en cours sur les exportations illégales d'armes. A Massa, par exemple, Valsella Meccanotecnica, un fabricant de mines, est impliqué dans la fourniture de ses produits à la Syrie et vraisemblablement à l'Iran via le Nigeria. Aux Pays-Bas, Muiden Chemie PV a, selon le procureur du Royaume, envoyé des explosifs en guerre - ce qu'interdit la loi néerlandaise - par l'intermédiaire de la Yougoslavie. En Espagne, à Barcelone, Bovigasa SA est suspectée de complicité avec la firme italienne Valsella Meccanotecnica. En Suisse, Walter Demuth, directeur général de la firme Helitrade de Berne, arrêté en septembre à Turin, aurait vendu, selon les autorités américaines qui demandent son extradition, des pièces détachées d'hélicoptères à Téhéran.

Au Royaume-Uni, Royal Ordnance PLC, filiale à 100 % de British Aerospace, aurait embarqué plusieurs explosifs, sur le *Jafo*, navire danois parti de Zeebrugge, en Belgique, à destination du port iranien de Bandar-Abbas. En Suède, le marchand d'armes Karl Erik Schmitz et la Société Bofors, filiale explosifs du groupe Nobel, sont convaincus d'avoir mis au

point une filière d'approvisionnement de munitions vers Téhéran.

Encore ces quelques cas ne représentent-ils qu'une minuscule partie visible d'un immense iceberg. Il y a des pays comme la Grèce qui trouvent parfaitement normal de vendre des armes aux deux belligérants et se refusent d'intervenir dans le commerce privé, il y a ceux qui, comme la Grande-Bretagne, sont prompts à s'indigner des ventes des autres mais qui disposaient encore, à la mi-87, du plus grand bureau iranien d'achat d'armes avec pignon sur rue et qui ne trouvent rien à redire à la livraison à Téhéran en 1984 de deux navires et surtout à la vente en 1986 par Plessey, pour plus de 2 milliards de francs, de treize gros radars avec leurs systèmes de télécommunication et de traitement d'informations.

### Des raisons stratégiques

Sans parler d'Israël, qui, dès 1981, aurait vendu des missiles Hawk, des chars M-48 et des pièces d'artillerie de 155 mm et n'a jamais cessé ses livraisons depuis : ou encore de la Corée du Nord et de la Chine, cette dernière étant accusée de livrer à la République islamique des missiles sol-air C-801 et, via Hong-kong, des missiles Silkorm, utilisés notamment par l'Iran contre un terminal pétrolier koweïtien et contre plusieurs navires dans le Golfe.

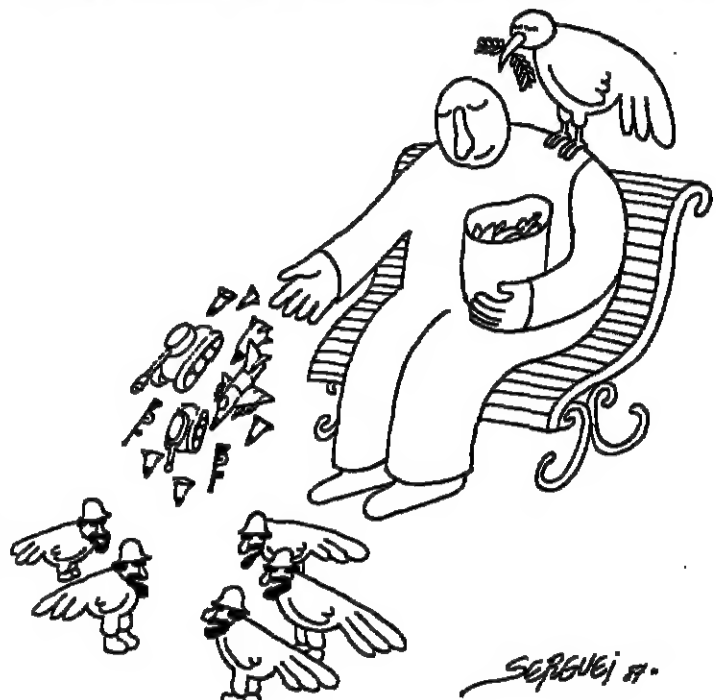
L'exemple iranien est significatif. Les ventes de technologies avancées aux pays de l'Est - de Toshiba à la Sogexport - ne le seraient pas moins. Dans l'immense bazar des armes, l'hypocrisie - même si la palme en revient à la Suède depuis Alfred Nobel - est la chose la mieux partagée du monde. Certains gouvernements - car ils finis-

sent toujours par être au courant lorsqu'ils ne le sont pas initialement - avancent des raisons stratégiques pour justifier leur faiblesse.

Il s'agirait en l'occurrence d'empêcher que les Iraniens ne tombent, par une trop grande dépendance en matière d'armements, dans le giron des pays de l'Est. D'autres, plus prosaïques,

des motifs économiques. Le contrôleur général des armées Barba n'explique-t-il pas la légèreté des officiers français dans l'affaire Luchaire par « des préoccupations économiques et sociales » devant « la situation très grave dans laquelle se trouvait l'entreprise » ?

Et, de fait, un industriel reconnaît que « devant la réduction des



reconnaissent les lois du commerce ; après tout, rien n'a changé depuis qu'Underhaft, le marchand d'armes créé par Bernard Shaw au modèle d'Alfred Krupp et de Basil Zaharoff pour sa pièce *Major Barbara*, clamait sa devise « sans vergogne », et son credo : « En dehors de toute question de principes ou considérations de personnes, fournir des armes à tous ceux qui veulent en offrir un bon prix ». Tous avouent

budgets, les tentations sont plus fortes de céder à des appels du pied qui parviennent en très grande quantité ». Car le marché est en plein bouleversement : une réduction sensible de la demande des pays en développement s'est accompagnée de l'entrée sur le marché de nouveaux producteurs, voire du retour d'anciens. Si l'ensemble des budgets militaires de la planète atteint quelque

300 milliards de dollars, le marché proprement dit - ce qui fait l'objet de ventes d'un pays à un autre - ne représente que 35 à 40 milliards de dollars, les pays industrialisés assurant 80 % des exportations, et les pays en développement 90 % des importations.

« Le marché est très mauvais, tout le monde est touché », précise-t-on au ministère de la défense. Nombre d'interlocuteurs, dans l'industrie comme dans l'administration, ajoutent pourtant à cette analyse unanimement partagée : « Mais le marché des armes a toujours été cyclique. Il y a quelques mauvaises années à passer ». « Je suis persuadé que le marché va repartir », dit encore un militaire. Et de citer le nécessaire renouvellement d'ici à l'an 2000 de la flotte mondiale d'avions de combat (3 800 avions, dont 1 500 Mirage, hors des Etats-Unis et des pays du pacte de Varsovie), l'arrivée sur le marché dans sept ou huit ans du char Leclerc et l'évolution technologique (notamment dans les domaines de l'anti-blindage et de l'électronique) qui va rapidement rendre certaines armes périmées.

On croit entendre certains sidérurgistes au début des années 70. Certes on trouvera toujours des acheteurs d'armes - globalement le marché de l'acier a lui aussi continué de progresser depuis quinze ans - mais l'évolution actuelle est en grande partie structurelle. Pour ne prendre qu'un exemple, il y avait en 1960 un seul pays du tiers-monde capable de fabriquer un missile, il en avait neuf vingt ans plus tard à même de proposer vingt-six types différents de cette arme. Et le nombre ne cesse de croître.

Le marché est ainsi beaucoup plus concurrentiel, donc plus commercial et moins politique. Les Etats-Unis, jadis cantonnés à leur propre marché et à leurs besoins

géopolitiques (en Amérique latine ou au Vietnam), sont désormais présents sur de nombreux continents alors que le budget américain de la défense est annoncé en baisse (- 3,5 % compte tenu de l'inflation pour l'année fiscale 1988). Et les pressions que les Américains ont exercées sur Israël pour qu'il se retire du Liban, comme sur le Japon pour qu'il ne se lance pas dans la construction aéronautique, n'étaient sans doute pas totalement dépourvues d'arrière-pensées commerciales.

### De nouveaux producteurs

L'industrie de l'armement, délaissée en Grande-Bretagne par les travaillistes, a été décriée par la droite nationale par Mme Thatcher, et est disparue sur les marchés d'exportation au début des années 80. Les industriels de biens d'équipement occidentaux, par ailleurs florissants, supportent de plus en plus difficilement la législation restrictive de leur pays en matière d'exportation d'armes. (N'ont-ils pas remporté un contrat en Arabie saoudite pour des pièces de rechange des chars français ?) Et le Japon, même s'il ne produit pas d'avions de chasse, est d'ores et déjà autosuffisant à 80 %. « Il est certain que nous allons le retrouver sur le marché », admet un industriel.

Affectés par la baisse de leur marché intérieur, des pays comme la Suède, la Grèce, la Suisse, l'Autriche, la Belgique ou l'Espagne ne voient de salut qu'à l'exportation pour amortir leurs coûts de recherche-développement et de production. A l'est, alors que l'Union soviétique est souvent présente pour des raisons géopolitiques, la Yougo-

## FRANCE :

### Le chemin de croix des industriels

E PARGNÉE lors du retournement du marché - vers 1983 - grâce aux grands contrats qu'elle avait passés les années précédentes, la France est en train de s'apercevoir que l'âge d'or des ventes d'armes a pris fin. Les contrats perdus ces derniers temps sont venus le rappeler : le suisse Oerlikon, choisi par le Portugal pour un système de défense anti-aérienne pour lequel Thomson et l'Aéropostale étaient en lice, est le dernier en date des revers qui ont commencé avec le choix saoudien du Tornado britannique à la place du Mirage 2000 de Dassault. Le constructeur aéronautique n'a d'ailleurs exporté que neuf de ces Mirage - à l'Inde - depuis deux ans, ce qui explique sans doute qu'il négocie la vente de F-1 avec l'Irak, un client qui doit pourtant à la France quelque 35 milliards de francs. Dans le même temps, le groupement industriel des armements terrestres - les arsenaux - ne vendait aucun char AMX-30 ou 40 à l'étranger. Avec une industrie de l'armement qui compte pour plus de 65 % sur ses exportations (70 % dans l'aéronautique), voilà la France - avec ses 280 000 salariés du secteur et ses 108 milliards de chiffre d'affaires - aujourd'hui beaucoup plus vulnérable que les Etats-Unis (20 % d'exportations), voire la Grande-Bretagne (45 %).

Conséquence : les ventes à l'étranger, qui avaient progressé jusqu'en 1986 pour atteindre 45 milliards de francs, ont commencé à décroître cette année (moins de 40 milliards) et devraient, selon le ministère de la défense, tomber au dessous de 35 milliards de francs en 1988.

« Si l'on excepte peut-être quelques sous-traitants de l'aéronautique, estime-t-on rue Saint-Dominique, il n'y a pas de société actuellement menacée dans sa survie, mais un scénario extrême n'est pas exclu si les industriels ne réduisent pas leur vulnérabilité. Voilà pourquoi l'on évalue le chemin de croix des industriels français de l'armement, naguère si prospères : 2 500 suppressions d'emplois chez Thomson, 2 094 chez Dassault, 2 345 sur deux ans à l'Aéropostale, 10 % des effectifs chez Crouzet comme à la SFIM, sans parler du GIAT, dont le processus de « sidérurgisation » est largement engagé. Les Arsenaux ont subi une réduction de leur plan de charge d'un tiers en six ans et ont annoncé la suppression de 3 000 de leurs 17 000 emplois d'ici à 1990. « Parmi nos clients, résume un industriel, ceux qui étaient riches et payaient 30 % d'acompte à la commande réclament désormais des crédits ; ceux qui demandaient des crédits ne paient plus et ceux qui ne paient plus ne commandent plus. »

### Course technologique

Pour une industrie déjà fortement concentrée - les dix premières entreprises réalisent 75 % du chiffre d'affaires du secteur - et alors que les pouvoirs publics se sont assignés l'objectif « de garder, voire de développer l'innovation et la capacité de réagir des PME », l'avenir est inégalement sombre selon les firmes et selon les secteurs. Comme le montre le rapport Ramzes, l'aéronautique et l'électronique professionnelle, deux secteurs pour lesquels l'armement compte pour plus de 50 %, vont se voir confrontés à la course technologique (le seul développement du Rafale - le futur avion de combat de Dassault - coûtera 35 milliards de francs) et à la crise de leurs débouchés extérieurs.

L'Aéropostale, Thomson ou la SAGEM, entreprises diversifiées, souffriront moins que Dassault, firme quasi monoproduitrice. Mais, globalement, ces entreprises auront du mal à relever la concurrence technologique si l'on compare la somme des budgets

publics et privés de leurs principaux concurrents (notamment américains). Et si quelques grands contrats sont négociés actuellement (notamment avec l'Arabie saoudite), ils ne remettront pas en cause la tendance générale. « Nous ne pourrions plus tout faire. Il nous faudra concentrer nos domaines et notre stratégie », admet-on chez Thomson.

Quant aux secteurs moins technologiques (Matra, Manurhin, Creusot-Loire, Panhard, RVI, Luchaire et le GIAT), où les entreprises souffrent déjà souvent du caractère peu porteur de leurs activités civiles, comme la métallurgie ou la construction navale, leur avenir apparaît critique. Elagage des effectifs, conversations entre entreprises au niveau national comme en Europe, réorientation géographique des ventes puisque, au premier semestre de 1987, les deux tiers des contrats ont été signés avec des clients européens ou anglo-saxons (Australie incluse) : la restructuration de l'industrie française est en marche. Mais l'évolution en cours remet en question les fondements mêmes de cette activité. Comme l'explique très bien le professeur Edward Kolodziej (1), naguère auteur d'un excellent ouvrage sur la politique étrangère du général de Gaulle, la justification de cette fabrication nationale était double : la volonté d'indépendance nationale et de sécurité

et l'impératif de développement économique. « Les Français ont accepté implicitement le principe qu'il n'y a pas besoin de choisir entre le beurre et les canons puisqu'il y a plus de beurre si l'on vend plus de canons ». La première justification a sauté avec une dépendance croissante de l'extérieur (lorsque des exportations qui représentaient parfois 100 % des ventes de certaines armes permettaient seules d'amortir les frais de recherche-développement). Elle va encore être remise en question avec le développement d'associations, apparemment inévitables, avec d'autres firmes européennes.

Quant à l'objectif de dynamisme économique, il avait déjà été écorné avec la force de dissuasion, qui n'a jamais été vendue dans les années à venir. « Si ce pari industriel a été gagné dans les années 60, il n'est plus douteux qu'il est aujourd'hui », reconnaît M. Kolodziej aux rencontres du CERJ (Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation des sciences politiques), le 8 décembre. C'est donc l'efficacité économique des ventes d'armes qui risque, avec la crise, d'être compromise.

B. D.

(1) Edward A. Kolodziej, *Making and Marketing Arms, The French Experience and Its Implications for the International System*, Princeton University Press, 1987.

### Les 10 premières sociétés

Société	CA 1986 (milliards)	CA 1987 (milliards)	Part du militaire (%)	Effectifs (milliers)	Effectifs
THOMSON-CSF	24,5	36,1	88	2 185	52 900
DCN *	17	17	100	-	28 400
AÉROSPATIALE	15,9	25,4	82	227	34 260
DASSAULT	13,4	15,6	96	293	16 600
CEA **	8	17,4	48	-	22 400
GIAT *	7,1	7,1	100	-	17 000
SNECMA	4,8	10,3	45	46	14 000
MATRA SA	4	6	98	110	5 800
ESD	2,4	3,2	75	133	4 130
SNPE	1,8	2,9	82	36	8 900

\* Arsenaux d'Etat (ne publient pas de résultats financiers).

\*\* La partie militaire est assurée par la division « applications ». Il ne s'agit pas du chiffre d'affaires, mais du budget alloué par l'Etat.

Source : L'Usine nouvelle du 10 décembre.

Tout ce que vous auriez voulu savoir sur le Glenturret et qui ne pouvait pas tenir dans nos petits formals.

Enfin une information complète qui satisfera la soif de savoir des amateurs de vieux whiskeys. Dans ce numéro, page

A consommer avec modération

## ISRAËL :

### La « diplomatie

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

C'ÉTAIT au tout début de l'Etat, quelques années après la guerre de 1948. Le conflit avec les Arabes avait légué d'importantes stocks d'armes, constitués grâce au talent de démarcheurs de génie. Sous quelques hangars, dormaient des Spitfire, chasseurs fétiches des pilotes britanniques, achetés on ne sait trop comment à la Royal Air Force. Israël allait les vendre à Ceylan (aujourd'hui Sri-Lanka), à des milliers de kilomètres de là. Transaction pour le moins instaurée, elle fut un des premiers « coups » d'un petit pays qui allait devenir un gros marchand d'armes.

Il est aujourd'hui difficile d'apprécier avec précision la fièvre signalétique d'Israël dans le commerce des armes. Les chiffres et les estimations sont flous, tant le secret est de rigueur. Le rang qui lui est attribué, parmi les vingt premiers pays vendeurs d'armes, oscille entre le septième (ce qui paraît très exagéré) et le quinzième (classement plus réaliste) (1). Mais ce tableau d'honneur rend mal compte de ce que représente ce secteur. Si l'on prend pour critère la part du matériel militaire dans les exportations industrielles du pays - sans doute près de 25 % - l'Etat hébreu est assurément un très important vendeur d'armes.

Certains aujourd'hui croient casse-cou devant la place jugée disproportionnée qu'occuperaient les industries de la défense dans l'économie du pays : une vingtaine de grandes sociétés, parmi les plus beaux fleurons de l'industrie israélienne, de 60 000 à 100 000 travailleurs à plein temps, près de la moitié des crédits de recherche et développement publics, un peu plus de 1 milliard de dollars de recettes annuelles à l'exportation depuis le début des années 80. Encore faut-il apprécier le créneau qu'Israël a réussi à se tailler sur le marché international à l'aune de quelques éléments qui n'étaient pas pour lui faciliter la tâche :

ostracisme international à l'égard de l'Etat hébreu, surtout de la part des principaux états potentiels, les jeunes Etats du tiers-monde, absence de tradition industrielle, faiblesse de la population active.

Mais la nécessité fit loi. Car au départ de la création de cette formidable industrie d'armement, il y a, bien sûr, des préoccupations de sécurité et un souci d'indépendance. Dès les années 50, Ben Gourion pose le trépied sur lequel reposera l'industrie militaire nationale : Israël Aircraft Industry (IAI), près de 20 000 salariés ; Israël Military Industry (IMI), 5 000 employés ; et Rafel (recherche et développement d'armements nouveaux). Trois entreprises publiques sur lesquelles viendront se greffer près d'une vingtaine de sous-traitants, dont les principaux sont le Soitam (artillerie) et la Tadiran (télécommunications).

### Une indépendance coûteuse

L'indépendance, dans ce domaine plus qu'ailleurs, coûte cher. Israël n'échappera pas à une évolution bien connue : pour baisser les coûts de production, il faut fabriquer plus et, donc, exporter. Les ventes d'armes allègent le prix de la défense nationale (30 % des dépenses publiques) ; à ce titre, elles sont partie intégrante du système de sécurité du pays. L'embargo décrété par la France en 1967 et les retards dans le pont aérien américain lors de la guerre de 1973 ne feront que confirmer Israël dans la justesse de son choix.

Un problème moral ? Ben Gourion n'a pas d'étoiles d'âme. La question de conscience est pourtant posée brutalement en 1959, à la Knesset (le Parlement), lorsque Ben Gourion approuve la vente d'obus de mortiers à la RFA. Pour le premier ministre, il n'y a qu'une seule règle : « Vendre des armes à l'étranger dans tous les cas où le ministère des affaires étrangères ne s'y oppose pas ». La formule laisse de la marge. Cette fois, pourtant, il



1.2 - cipher



سكنا من الامم

# Société

L'affaire du détournement d'armes françaises

## Démenti et transparence

« Le ministère de la défense et le ministère du budget démentent les assertions publiées par le journal Le Monde daté du 23 décembre, concernant les détournements d'armes françaises vers l'Iran après mars 1986. Le gouvernement ne veut pas et ne peut pas donner d'informations sur les livraisons d'armes françaises à l'Iran. Il y a bien eu des décisions de principe de comité interministériel pour l'exportation des matériels de guerre à propos des « demandes d'exportations » citées dans votre article, mais ces matériels n'ont jamais été livrés à l'Iran. N'ayant pas été expédiés, ils n'ont pu être détournés. »

Après la publication de ce communiqué, dont nous reproduisons, d'autre part, le texte intégral, quelques remarques nous paraissent s'imposer :

1) Le premier point du démenti est gratuit : nous n'avons à aucun moment écrit que quelque autorisation que ce soit aurait été délivrée à destination de l'Iran. Nous n'avons jamais mis en cause la bonne foi des autorités françaises. Nous avons, comme d'autres avant nous, et notamment l'Express, principal hebdomadaire de Liabon, dirigé par l'ancien premier ministre Pisto Balemao, pas suspect de liens avec le socialisme, posé la question de possibles détournements : dans le monde, Dieu sait où, des ventes d'armes, ceux-ci, c'est le moins qu'on puisse dire, n'ont rien d'exceptionnel. L'« Irangate », entre autres, est là pour le prouver.

2) On notera ensuite que trois informations contenues dans l'enquête du Monde ne sont pas évoquées dans la déclaration du porte-parole du ministère de la défense.

a) M. Mario Appiano, conseiller à l'exportation de la direction du groupe Luchaire, ayant établi les contacts avec les militaires iraniens pour les ventes d'armes d'avant

mars 1986, a plusieurs fois séjourné à Liabon en 1987. L'une des raisons de sa présence en Portugal était la signature d'un contrat avec la Sociedade portuguesa de explosivos limitados (SPEL) pour l'assemblage et la livraison à l'Iran d'ici à mai 1986 de 150 000 obus de 155 mm. Ayant manifestement servi d'intermédiaire, M. Appiano, de nationalité italienne, se présentait à Liabon comme le directeur des ventes de CONSA, filiale italienne de Luchaire. Pour satisfaire les commandes iraniennes, la SPEL importe de l'étranger des composants nécessaires à la fabrication des obus.

b) M. Guy-Jean Bernardy a dû abandonner récemment le poste de PDG de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), dont le principal actionnaire est l'Etat. Cette démission forcée d'un homme soigneusement proche du RPR aurait été provoquée par des informations parvenues au cabinet de M. André Girard, ministre de la défense, sur la poursuite de ventes illégales de poudres et explosifs à l'Iran. Il ne semble pas qu'il ait été soupçonné, comme M. Girard n'a pas porté plainte contre la société Luchaire. Mais des soupçons suffisants pour amener un ministre UDF à demander la démission d'un homme qui ne manquait pas d'appuis au sein de la majorité.

c) La société Luchaire, impliquée comme la SNPE dans les ventes illégales d'avant mars 1986, est toujours représentée au Portugal par la société d'import-export DEFEX. Cette société était le principal relais portugais du système mis en place à Liabon et armé en même temps que la Contra nicaraguayenne. C'est dans ce milieu très particulier que s'obtiennent les faux certificats de destination finale, nécessaires pour tourner les embargos sur les ventes d'armes à l'Iran.

3) S'agissant d'un domaine où des précédents - l'affaire Luchaire,

noté aussi un volumineux rapport des douanes suédoises concernant, entre autres, la SNPE - ont abondamment montré combien les mécanismes de contrôles pouvaient être inopérants, un démenti général suffit-il à répondre à des informations détaillées ?

Les ministères de la défense et du budget expliquent que les ventes de Luchaire et de la SNPE, ayant prétendument pour destinataire le Portugal, mais dont nous n'avons pas trouvé trace auprès des autorités militaires et des sociétés concernées à Liabon ont bien fait l'objet d'une décision de principe du CIEEMG (1) mais n'ont pas été suivies d'exportations. Apparemment parce que les conditions auxquelles ces décisions étaient soumises n'étaient pas remplies.

De fait, comme nous l'expliquions dans notre enquête, l'autorisation de vente, accordée par CIEEMG, doit être suivie d'une autorisation d'exportation de matériel de guerre (AEMG) accordée par la direction générale des douanes. Le lundi 21 décembre, nous avions demandé à cette dernière si elle avait délivré des AEMG pour les ventes sur lesquelles nous enquêtons. La réponse n'est parvenue que vingt-quatre heures plus tard, après la parution de nos informations par la voix du porte-parole du ministère de la défense : « Les matériels en cause n'ont jamais été expédiés. Ils n'ont donc pas été détournés. »

Pourquoi ces ventes autorisées n'ont-elles pas été suivies d'exportations ? A cette question simple, nous n'avons pu obtenir de réponses précises de la direction des douanes. Y a-t-il eu enquête, soupçons, abandon du contrat, etc ? Pourquoi ne pas le dire ? Ce que suggère la lecture attentive du communiqué c'est que Luchaire et la SNPE ont été bel et bien tentés d'obtenir des autorisations de vente pour des destinations suspectes, sinon fictives. Ils y auraient sans doute réussi puisque des « décisions de principe » avaient

été prises par le CIEEMG, à laquelle comme M. Girard le précisait le 25 novembre à l'Assemblée nationale, « se réunissent tous les mois sous la présidence du secrétaire général de la défense nationale, agissant au nom du premier ministre dont il dépend directement et au nom duquel il parle ».

Mais les vérifications imposées par M. Girard à la suite de l'information judiciaire contre Luchaire (mars 1986) et la remise du rapport Barba (juin 1986) ont empêché l'exécution de ces décisions. Que le ministre de la défense ait dû adresser, le 20 août dernier, une lettre circulaire à l'ensemble des industriels concernés pour « réaffirmer l'interdiction d'exporter des armements en Iran », indique bien que la tentation, si elle n'est pas présente dans certains esprits.

En cette affaire, une transparence totale serait bien nécessaire. Hier comme aujourd'hui, les gouvernements y répugnent visiblement. Une enquête, semblable à celle du Sénat américain sur l'Iran-Contra, affirmerait-elle que des documents (9 000 documents !), serait la bienvenue pour y voir clair. La presse ne « désinforme » pas - en l'occurrence nous n'avons, d'ailleurs, fait que constater des faits incontestables et poser à leur sujet des questions : elle contribue à dissiper un peu l'opacité dans laquelle les pouvoirs publics ont tendance à se complaire, comme le Figaro l'avait fait en publiant le rapport Barba sur l'avant-1986.

BERTRAND LE GENDRE  
GEORGES MARION  
et EDWY PLENE

(1) Il s'agit, en l'occurrence, d'autorisations de vente, le CIEEMG délivrant des autorisations de prospection, de négociation ou de vente, comme l'a précisé M. André Girard, ministre de la défense, le 25 novembre à l'Assemblée nationale.

## La déclaration du gouvernement

Après l'enquête du Monde sur un possible détournement d'armes françaises en faveur de l'Iran (nos éditions du 23 décembre), le porte-parole du ministère de la défense a annoncé, dans un communiqué rendu public dans la soirée du 22 décembre, que son ministère ainsi que celui du budget avaient « procédé à des vérifications immédiates ». « Celles-ci, poursuit le communiqué, font apparaître que, depuis mars 1986 :

1) Aucune autorisation d'exportation de matériels de guerre (AEMG) n'a été délivrée à quelque société que ce soit à destination de l'Iran.

2) Les demandes d'exportations à destination du Portugal, citées dans l'article du Monde, ont fait l'objet de décisions de principe de la Commission interministérielle pour l'exportation des matériels de guerre (CIEEMG), assorties des précautions systématiquement prises

depuis mars 1986. Il s'agit, notamment, des clauses de non-réexportation, des vérifications auprès des ambassades, etc.

3) Ces matériels n'ont jamais donné lieu à délivrance d'autorisation d'exportation (AEMG) qui permet, seule, le franchissement des frontières.

« Les matériels en cause n'ont jamais été expédiés. Ils n'ont, donc, pas pu être détournés. »

Le ministère de la défense et le ministère du budget démentent les assertions publiées par le journal Le Monde du 23 décembre, concernant les détournements d'armes françaises vers l'Iran après mars 1986.

Avant la publication de ce communiqué, des collaborateurs du premier ministre avaient cité l'article du Monde comme un exemple flagrant de désinformation.

## M. Messmer dénonce « une désagrégation de l'administration militaire »

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, interrogé lors de son point de presse du mardi 22 décembre sur l'éventuelle poursuite de ventes d'armes à l'Iran, a répondu : « Lorsque l'affaire Luchaire a éclaté j'ai demandé au ministre de la défense s'il était sûr que c'était terminé ». Il m'a répondu : « Je m'en suis assuré ».

L'ancien premier ministre a poursuivi : « Ce qui m'intéresse à travers cette affaire, c'est le dysfonctionnement de l'Etat. De tels événements ne sont possibles que s'il y a une autorisation politique ou si le désintérêt des responsables publics est tel que les subordonnés se sentent

libres de faire n'importe quoi. Cela est dû qu'à une désagrégation en profondeur de l'administration militaire, où l'on voit des fonctionnaires indifférents à des décisions irrégulières. Il y a donc à la fois une responsabilité des gouvernements et de l'administration. »

M. Messmer a fait remarquer que « tous ces événements sont postérieurs à l'arrivée de M. Hérniz au ministère de la défense. Les armées n'étaient pas bien tenues en main par M. Hérniz. Il avait une qualité : il aimait les armées. Mais il avait un défaut : il préférait parader devant les troupes plutôt que de travailler ses dossiers ».

## « Le Matin » : la SNPE a livré des explosifs à l'Iran en août 1986

Dans son édition du mercredi 23 décembre, le Matin de Paris annonce à la « une » que « la France a vendu des explosifs à l'Iran après mars 1986 ». A l'appui de cette affirmation, le quotidien publie deux documents. Le premier est la photocopie d'une lettre envoyée le 2 juillet 1985 à une banque de Londres par Karl-Eric Schmitz, un intermédiaire suédois spécialisé dans les ventes d'armes à l'Iran.

Dans cette lettre, « Bobo » (Schmitz) - c'est son surnom - annonce qu'il envoie l'un de ses collaborateurs auprès de la banque iranienne Mell pour que celle-ci bloque une somme de 17 230 845 dollars en faveur de la SNPE française (la Société nationale des poudres et explosifs, contrôlée par l'Etat). Ce contrat porte la référence S 134 et la lettre de crédit, c'est-à-dire la somme destinée à la SNPE, le numéro 103871/6.

Le second document publié par le Matin est présenté par le journal

comme étant une facture adressée aux Iraniens, en août 1986, par la société de Karl-Eric Schmitz, la Scandinavien Commodity. Sur cette facture figure à deux endroits le numéro de lettre de crédit (103871/6), mentionné dans le premier document comme étant celui du contrat passé avec la SNPE.

Le Matin s'appuie sur ces deux éléments, la référence commune (103871/6) et la date figurant sur le second document (août 1986), pour affirmer que « la SNPE a livré à l'Iran des explosifs en août 1986 ». Le journal s'interroge aussi sur le trajet suivi par un bateau, le Grip-Clipper, dont le nom figure sur le second document. Selon le Matin, qui cite la Lloyd's Company de Londres, ce bateau a eu pour destination finale, après octobre 1986, Khor Fakkan, un port des Emirats arabes unis : « C'est bien pratique, écrit le Matin, le port iranien de Bandar Abbas n'est accessible qu'à quelques milles... ».

## Deux journalistes relaxés en cour d'appel

## Le « but légitime de l'information »

Le directeur de publication de France-Soir, M. Jacques Hervant, et le journaliste Jean Brigueux ont été relaxés, le 17 décembre, par la 17<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, des poursuites en diffamation engagées par le docteur Jean-Marie Demarquet. Le journal France-Soir daté du 17 octobre 1985 avait publié un article relatant les propos tenus par M. Jean-Marie Le Pen lors de l'émission « L'heure de vérité », diffusée la veille sur A 2. S'estimant diffamé, M. Demarquet avait obtenu, devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, 3 000 francs de dommages et intérêts et les condamnations du journaliste et de M. Hervant à 3 000 francs d'amende chacun, par un jugement du 2 avril 1987.

La cour d'appel vient d'affirmer cette décision, en notant dans son arrêt : « L'auteur a respecté son devoir de prudence, en précisant que les accusations portées par M. Le Pen contre M. Demarquet, de mensonges et de violations du secret médical, répondaient aux accusations dont le premier venait de faire l'objet de la part du second, dans un article du Monde du 15 octobre. »

En rejetant « l'intention de nuire », les magistrats estiment que le journaliste a respecté « son devoir de sincérité », en reproduisant

« sans aucune dénégation ou atténuation » l'essentiel des propos tenus par le président du Front national, et que, ce faisant, « il a poursuivi un but légitime d'information des lecteurs sur cette phase d'un débat et d'une polémique publiques de caractère pré-électoral ».

De la même manière, M. Max Cion, co-directeur de publication de l'Express, et le journaliste Irina de Chirioff ont bénéficié d'une relaxe prononcée le 17 décembre par la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, après avoir été condamnés, le 10 mai 1987, pour diffamation envers un ressortissant libanais. Dans un article intitulé « Champs-Élysées : questions sur les Libanais tués », publié le 24 mars 1986, le Figaro avait indiqué en sous-titre : « Les deux morts de l'explosion à la galerie Point-Show étaient des Libanais proches des terroristes des FARL ». Avant de citer M. Jean-Victor Geriche pour préciser : « Ce dernier, ainsi que son frère, gravement blessé, seraient également partie de la mouvance marxiste de Kobepay ».

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, présidée par M. Jacqueline Clavery, avait considéré que l'article présentant les frères Geriche « comme des terroristes » était dif-

## JUSTICE

Après le dessaisissement du juge Grellier

## M. Michel Droit annonce son intention de retirer sa plainte contre X...

M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. Michel Droit, a annoncé, mardi 22 décembre, que son client venait d'écrire à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes pour lui indiquer son intention de se désister de la plainte contre X... qu'il avait déposée le 28 octobre dernier pour violation du secret de l'instruction et pour crime de faux témoignage. Cette plainte, qui visait en fait M. Claude Grellier, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, avait été déposée au lendemain de l'inculpation de l'académicien pour faux témoignage : après quoi, la chambre criminelle de la Cour de cassation, saisie d'une requête en désignation de juridiction et d'une requête en suspension légitime, avait dessaisi le juge le 10 décembre « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » et avait confié le dossier au tribunal de Rennes.

## « Un magnifique tour de passe-passe »

Dans les conclusions qu'il avait présentées au cours de l'audience du 6 novembre devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, M. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, avait prévu la situation fort paradoxale provoquée aujourd'hui par le dessaisissement de M. Droit.

La requête en suspension légitime contre M. Claude Grellier présentée par l'académicien n'était fondée (le Monde du 12 décembre) que sur la plainte déposée le même jour pour violation du secret de l'instruction et de faux témoignage après la publication de deux articles, l'un dans le Monde et l'autre dans le Canard enchaîné. Si cette requête a été rejetée, le juge n'en a pas moins été dessaisi « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » : l'effervescence engendrée par l'affaire et le climat obligatoirement tendu après ce dépôt de plainte ont fait que le juge et celui qu'il avait choisi d'inculper ne paraissent pas, aux yeux des magistrats de la chambre criminelle, condamnés à l'exercice « une justice saine ».

Le 10 décembre, le dossier de Radio-Courtoisie était confié à un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Rennes. De

même l'instruction de la plainte était confiée à la chambre d'accusation de la cour d'appel de cette même ville. C'est à cette plainte que renvoie aujourd'hui M. Michel Droit, par l'intermédiaire de son avocat, M. Jean-Marc Varaut, dans ce qu'il appelle « un esprit d'apaisement judiciaire dans la mesure où la plainte pouvait viser un magistrat ».

Pour M. Pierre Arpaillange, qui adjoint ses collègues de ne pas se transformer « en bouffons de la République », ce dessaisissement était par avance analysé : « Qu'advient-il si, après avoir obtenu le dessaisissement du juge, l'inculpé ne demandait pas suite à sa plainte, s'en désistait ou simplement intégrait de se constituer en partie civile devant la chambre d'accusation ? La cause pour laquelle vous auriez dessaisi le juge disparaîtrait... L'inculpé aurait réussi, aux dépens de la justice, à mépriser de la justice, un magnifique tour de passe-passe dont je garantis, affirme M. Arpaillange, qu'il laisserait à tous un goût amer ».

Ag-L.

## Le directeur de l'éducation surveillée à Paris en commission de discipline

Suspendu de ses fonctions le 20 octobre dernier (le Monde du 22 octobre), M. Jacques Levacher, directeur départemental de l'éducation surveillée à Paris, devait comparaître le 23 décembre devant une commission départementale de discipline. L'administration, qui disposait d'un délai de quatre mois pour fixer le jour où se réunirait la commission, a choisi une date - à la veille de Noël - qui ne permet pas aux défenseurs de M. Levacher de l'assister. Son avocat, M. Alain Milwoski, doit plaider à l'étranger. Corina de ses thèses, M. François Colombet, ancien directeur de l'éducation surveillée, et M. Madeleine Sabatini, présidente du tribunal pour enfants de Paris, ne pourront se libérer.

Le SNPES (Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, affilié à la FEN) a demandé - en vain - le report à une date ultérieure de la commission de discipline. « Il y aurait, estime le SNPES, des devoirs à la fois de M. Levacher devant être examinés sans son avocat et la moralité des témoignages. Le SNPES proteste, d'autre part, contre le fait que M. Levacher n'a

pas pris connaissance de son dossier que le 16 décembre. A la direction de l'éducation surveillée, on reste résolu à ne pas reporter la date de la réunion : « La décision ne peut être prise qu'à la majorité des huit membres de la commission : quatre représentants du syndicat, quatre de l'administration. Si la vote ne permet pas de trancher, l'affaire sera renvoyée ». C'est en qui devrait se passer dans la mesure où M. Michèle Giannotti, directrice de l'éducation surveillée, a, entre-temps, depuis plusieurs mois, une reprise en main de ses services, estime que « le dossier est en état », et qu'« il n'y a pas de raison de reporter la date, le 23 décembre n'étant pas un jour férié ».

Le SNPES envisage de porter l'affaire devant le conseil supérieur de la fonction publique.

M. Albin Chalandon pourrait l'évincer du poste. La chambre criminelle indique, dans un communiqué rendu public mardi 22 décembre, l'intention du ministre de la justice, M. Albin Chalandon, de porter plainte en diffamation contre l'hebdomadaire l'Evénement du jeudi qui l'a « mis en cause ». Cette plainte fait suite à un article publié dans le numéro daté du 17 au 23 décembre de l'hebdomadaire et intitulé « De l'expulsion des opposants iraniens aux affaires Nucléaires et Chalandon », article dans lequel il est écrit notamment que le ministre « aurait induit en erreur » dans l'affaire Chalandon.

Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes. - Membres d'Action directe, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron ont été transférées, lundi 21 décembre, de la prison de Fleury-Mérogis où elles étaient détenues à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne). Cette hospitalisation fait suite à la grave de la faim qu'elles observent depuis le 1<sup>er</sup> décembre ainsi que les autres détenues « historiques » d'Action directe, Jean-Marc Rouillon, Régis Schieller et Georges Cipriani, détenus eux aussi dans différents établissements pénitentiaires de la région parisienne.

Aggression de Chambéry : quatre mineurs en liberté. - Les quatre jeunes gens arrêtés dimanche à Chambéry après une bagarre sanglante de laquelle un soldat, Thomas Hermet, avait été gravement blessé d'un coup de couteau, ont été relâchés en liberté, mardi 22 décembre. Ils ont été relâchés sans que l'enquête ait pu être poursuivie. Une information contre X... a été ouverte pour tentative d'homicide volontaire.

MAURICE PEYROT.

**Le Monde**  
sur minitel  
**MINI JOURNAL**  
Le Tour du Monde en 10 écrans  
3615 TAPÉZ **LEMONDE**



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« Intervista », de Federico Fellini

### Entre lui et nous

D'une commande de film, hommage à Cinecittà, Federico Fellini a fait une œuvre mystérieuse, tendre et méchante, drôle évidemment, belle forcément. « Intervista » est un enchantement.

Un cinéaste de génie se penche sur l'avenir de son passé. Dans le jardin original de tous nos écrans intimes : Cinecittà. Comme d'habitude, on marche dans un rêve. Il y a des plus paraissons qui se balancent dans le bleu du ciel, des cubes de briques roses (les studios) alignés comme un jeu de géant et, entre les cubes, une baignoire où s'avance le maître Fellini. Il est dans sa bonne ville de Cinecittà, et nous avec lui. Pour les cinquante ans de ce royaume des illusions, on lui a passé commande d'un film-hommage qu'il a accepté de réaliser, bien entendu, fermement décidé à ne pas le tourner ou, du moins, à raconter aussi autre chose

en même temps, puisqu'en nous parlant de lui, il se souvient si bien de nous. Le maestro, donc, descend de voiture, accueilli par une équipe de la télévision japonaise à qui il a promis de donner un long entretien (intervista) sur son envie de tirer un film de l'Amérique de Kafka. Cet entretien, précisément, il le donne pour de bon au Monde (ci-dessous) mais non aux Japonais dans le film. Il leur dit plutôt : écoutez, voyez mes techniques et celui-ci, celle-là, et ce jeune homme qui aurait pu être moi, la première fois que je suis venu à Cinecittà, journaliste, pour interviewer une diva dont j'étais transfé. Je n'en aurais pas large, ce jour-là, comme lui, regardez-la, d'ailleurs je lui colle un bouton sur le nez, ça l'aidera à bien comprendre son personnage. Le beau désordre est planté. On passe sans transition, en glissant, d'un registre à l'autre, tantôt au passé avec le jeune Fellini (Sergio Rubini) dans le

petit train qui fait le tour des décors et des studios, sur le plateau où un metteur en scène fasciste amphicéramné tente de monter une invraisemblable soupe indienne à base d'éléphants et de bayadères, en traitant la diva de « cornasse » et le producteur de « contre-maître ». Et, quand la pluie interromp le travail sur Kafka, les indiens du plateau vont s'attaquer avec des antennes de télé en guise de lances. Comme partout en Occident la télévision plante ses banderilles de mort dans le minotaure du cinématographe. Un homme qui se penche sur les blessures de son art, sur les mémoires de son âge, cela devrait être triste. C'est magnifique. Mastroianni tourne une pub dans le costume de Mandrake (un ancien projet de Fellini, comme de Resnais) et quand Federico lui propose une balade, il ne refuse pas. Lui n'a-t-il jamais dit non ? Ils vont à la villa Pandora, où vit Anita Ekberg entourée de ses

dogues. Mastroianni lève sa canne et déploie un écran de cinéma dans le living. Apparaissent aussitôt les images de la Dolce Vita, la fontaine de Trevi, le baiser d'autrefois. Marcello est fripé, Anita est une tour et tous deux se regardent, la larme à l'œil, vingt-sept ans plus tôt, plus jeunes.

C'est cruel ce petit piège de Fellini (comme le plus part de ses jeux, notamment ses auditions de figurants, inénarrables), mais sur qui se refuse-t-il au juste, sinon sur lui le premier ? Et nous avec lui, ravis d'être de la partie, il fait si beau, nous sommes dans le décor et dans la salle, avec les machinistes et les monstres, dans la même tendresse, la même lumière, rassurés que le maître nous affirme : ici est notre destin et fort heureusement, on ne sort pas du cinéma, de Cinecittà. On n'en sort pas. Pas plus que du château de Kafka. Ni que du Paradis.

MICHEL BRAUDEAU.

### Entretien avec le réalisateur

### Kafka et moi

« Vous n'avez pas beaucoup d'interviews... »

— Sincèrement, elles me mettent toujours dans un grand embarras. Ce n'est pas de la coquetterie de ma part, c'est qu'il me semble qu'un metteur en scène, tout comme un écrivain, un peintre ou un musicien, ne peut réellement parler avec un minimum de compétence que de l'aspect artisanal de son travail. Mais parler du processus créatif, du message, de ce que j'ai voulu dire, du pourquoi de ceci ou de cela, équivaut, du moins en ce qui me concerne, à ne dire que des bêtises approximatrices.

Le cinéma souffre encore d'une mortifiante considération qu'il tient de ses origines et qui le situe à mi-chemin entre la foire aux merveilles et le phénomène technique : la photographie. Cette espèce de stampeur de voir fixée en une image une chose qui, dehors, existe vraiment et qui fait dire : « Ah, regarde la mer, elle est vraiment comme ça la mer !... » Parce que les gens pensent que la caméra se situe d'un côté, le monde de l'autre, et qu'il suffit de remplir le ventre de la machine avec de la pellicule et de presser sur un bouton pour que ça tourne, que les traits se mettent en marche et que le soleil se couche. — Il est extrêmement difficile de faire comprendre à une critique de cinéma que le monde n'existe pas devant l'objectif, que le monde tel qu'on le voit n'a aucun sens.

— Votre vision des choses n'est pas compatible, et vous l'avez d'ailleurs déjà dit dans d'autres entretiens, avec l'adaptation cinématographique d'une œuvre littéraire. Alors comment expliquer votre projet de mettre en scène *Amérique* de Kafka ?

— Je ne sais même pas comment est né ce projet ! Je crois l'avoir inventé un jour pour faire plaisir à une amie ; parce qu'avec moi les choses se passent comme ça, au cours d'un de ces bavardages où je déclare des choses sur un ton plus ou moins emphatique et solennel... C'était une journa-

liste à qui j'avais promis une interview, que je reportais indéfiniment, et où je me sentais un peu occupé. Je n'avais rien à dire, mais vraiment rien à dire, alors pour ne pas la décevoir je lui ai dit que j'allais mettre en scène *Amérique* ! Du jour où elle a publié ma réponse, j'ai reçu une série de coups de fil, la nouvelle a fait le tour du monde, un ami, critique littéraire, me disait, tout étonné, « finalement, finalement !... et moi je ne voulais plus le décevoir ! Mais à vrai dire, quand j'ai lu *Amérique*, je n'ai nullement pensé en faire un film. Si j'y songeais, c'était d'une manière mécanique parce que je visualisais la lecture, mais je n'ai jamais pensé faire un film ni de *La Métamorphose*, ni du *Château*, ni du *Procès* et encore moins d'*Amérique* ! Plus ça va, plus je m'aperçois qu'il faut que je fasse très attention quand je parle, parce que je raconte des bobards, qui, par un concours de forces magnétiques, finissent par se concrétiser. La parole est une chose vraiment dangereuse.

— Alors *Amérique* de Fellini est un mélange ?

— Quand un écrivain s'exprime avec autant de perfection et sous une forme aussi achevée, je suis paralysé par le respect et l'impuissance. Que devrais-je faire ? Que devrais-je faire face à une œuvre qui est déjà si totalement accomplie et qui ne peut être que ce qu'elle est ? Que devrais-je faire ? L'illustrateur ? Peut-être n'ai-je pas assez d'humilité et de modestie pour concevoir mon travail comme un moyen de faire mieux connaître ou de vulgariser, par des voies apparemment plus suggestives, le monde exprimé par d'autres en une autre dimension. Ce serait à moi sans comme un sacrilège, un acte inutile et malvenu, de tenter d'illustrer *Amérique*, de Kafka, au cinéma et cela vaut pour tous les chefs-d'œuvre de la littérature.

— A l'époque où les éditeurs avaient pour habitude d'accompagner un poème, un roman ou autre texte littéraire d'illustrations gra-

phiques, les dessinateurs étaient plus humbles que nous autres cinéastes quand nous tentons de reproduire dans un film une œuvre littéraire ; parce qu'un moins ces représentations étaient immobiles, les personnages étaient figés dans un geste et les paysages à peine entrevus sous un trait d'encre ou de crayon. Dans cette fixité, le lecteur avait toute une marge de participation qui donnait au dessin sorti de son cadre. Mais le cinéma est plus prétentieux, il prétend reproduire l'œuvre littéraire dans une illustration qui ne consent plus au spectateur sa propre participation. Cela me semble très présumptueux, réducteur et même un peu ridicule.

— On peut faire des films avec de mauvais romans, ceux qui suggèrent une trame ou une intrigue, ou encore avec des chroniques de journaux, mais comment peut-on prétendre à mieux rendre une

œuvre qui est déjà parfaite ? On ne peut que la déformer, l'écraser, la réduire.

— Comment avez-vous découvert Kafka ?

— *La Métamorphose* est le premier livre que j'ai lu de Kafka. C'était en 1939, je travaillais alors pour un hebdomadaire humoristique qui s'appelait le *Marco Aurelio*. C'était la veille de la guerre. Il régnait déjà une atmosphère menaçante, la ville était obscure, toutes les lampes de la rue étaient colorées d'un chemin à travers cette couche épaisse de peinture. On entendait parfois sonner les sirènes pour des essais d'alarme plutôt comiques et burlesques. Pour nous autres qui avions cette incroyable providentielle de la jeunesse face au pire, l'arrivée du soir était un spectacle. Tout était bleuâtre ; aussi

bien les visages des gens, très rares à cause du couvre-feu, que les tramways qui semblaient avancer sous l'eau.

— Dans cette atmosphère théâtrale, à une époque où je ne pensais pas encore faire du cinéma, un collègue du journal où je travaillais rapporte de Milan à Rome une édition grossière et mal imprimée de *La Métamorphose* de Kafka que j'ai lu en une nuit dans un état de totale exaltation. J'avais comme l'intuition que le récit n'était pas seulement une trouvaille extraordinaire, une histoire gothique, mais qu'il contenait quelque chose de plus que je ne réussissais pas à saisir. Je sentais simplement que c'était vrai, que tout était vrai, qu'ils étaient si vrais ce père, cette mère, cette sœur... cette peur qui jouait du violon et ce cafard qui l'écoutait derrière la porte...

— Il semble que vous partagez avec Kafka ce même sens

de la dévotion, mais que son désespoir est plus sombre que le vôtre.

— Mais quand Kafka lisait à ses amis ce qu'il écrivait, il riait, il riait aux larmes et s'amusait beaucoup. Il y a un aspect bouffon chez Kafka, un rire silencieux comme celui des rêves. Tu ris parfois dans certains rêves mais tu sens aussi que ton rire n'existe pas. Tu te réveillais encore imprégné par ce brin d'hilarité et puis soudain aucune explication rationnelle ne t'éclairait sur les raisons de ton rire. Mais, c'était peut-être que ta conscience avait enregistré une situation si dramatiquement exagérée et faite de contrastes si irréductibles que cette petite part de l'inconscient s'en amusait librement ; la vision, la catastrophe ou le désastre étaient si grandioses qu'ils en étaient devenus proprement ridicules. Penser pouvoir aménager cette vision ou y survivre, sans tenter de la contraindre, de la combattre ou de l'assimiler... C'est toujours comme ça avec Kafka.

— Pourquoi il te déchire ? parce que tu sens que tout est vrai et que c'est la vie même, avec nos jours, nos nuits et nos rencontres. C'est véritablement un génie qui restitue au moindre geste sa transparence, à tous les degrés d'abîme et de hauteur. Toute l'évidence, la banalité, la stupidité, l'incompréhensibilité de la vie se chargent soudain de significations qui nous autorisent à espérer. C'est cela le grand cadeau que nous offre Kafka. Je ne sais pas quel autre auteur a réussi à donner une aide si concrète qu'elle en devient un manuel pratique pour chaque moment, chaque jour de la vie. Elle est omniprésente cette mise au point de Kafka qui donne subitement une révélation à toute chose. Cela peut parfois augmenter l'angoisse, mais à vrai dire je ne le crois pas, parce que on se sent comme protégé par une série de lois, de mystères et de reflets qui donnent réellement le sentiment d'être moins seul.

Propos recueillis par DOMINIQUE EDDÉ. (Lire la suite page 14.)

## UN FILM POUR TOUS LES ENFANTS D'AUJOURD'HUI

UN FILM DE  
**LOUIS MALLE**

**PRIX  
LOUIS DELLUC**



# Au revoir les enfants

**LION D'OR  
VENISE 87**

M K 2



CINÉMA

Francesca Comencini tourne

# Un petit monde hors du temps

Francesca Comencini tourne son second film en France, avec des acteurs français. Une histoire d'amour empêché, dans un monde hors du temps.

AULUS-LES-BAINS, petite station thermale des Pyrénées ariégeoises qui vit surtout l'hiver, à la saison du ski, et aux vacances d'été, il a fait fin octobre et début novembre un temps superbe. Francesca Comencini tournait son deuxième film, *la Lumière du lac*, en extérieurs et décors réels. Elle s'était installée pour cinq semaines, avec l'équipe technique de trente personnes, et les comédiens à l'hôtel de la terrasse, devenu un peu son quartier général. Toulouse est à 120 kilomètres et Aulus, c'est le bout du monde. Il fallait cela pour le film, histoire d'un jeune homme, Marco, gigolo et escroc, qui vient se réfugier dans un village perdu. Au bord du lac, une romancière, Carlotta, habite un chalet. Elle ne fréquente qu'un vieux professeur, retiré là avec sa fille Lucia.

Dans la montagne, au-dessus d'Aulus, près d'un grand étang, est construit le chalet de Carlotta, démonté après le tournage. Mais la maison du professeur, dit « le Vieux », est située de l'autre côté, à une dizaine de kilomètres plus bas que la station thermale ; une vraie maison de pays — ancienne — avec ses meubles.

En 1984, Francesca Comencini avait réalisé *Pianoforte*, récit d'un amour où la drogue était comme un barrage entre un jeune homme et une jeune fille.

« Le sujet de la Lumière du lac avait été écrit avant celui de mon premier film, dit-elle, mais l'autre était plus urgent. Si bien que j'ai mis quatre ans à élaborer le scénario. Il a eu cinq versions différentes. Il a changé beaucoup pendant ces quatre ans. Au fond, c'est le même sujet que *Pianoforte*, les réminiscences d'une histoire d'amour dans un endroit vide. Mais traité différemment. Je pensais d'abord tourner en Italie. C'était trop difficile à monter. Ensuite, je devais travailler avec les producteurs de Trois hommes et un coïffin. Ils avaient

lu le scénario, l'aimaient, l'ont présenté à la commission des avances sur recettes. Mais ils souhaitaient une coproduction à majorité italienne. Finalement, Daniel Toscani du Plantier a pris la relève pour Erato, et j'ai travaillé avec un jeune écrivain, Serge Brant. Les repérages ont été longs, jusqu'à ce que nous trouvions, autour d'Aulus, les paysages convenant à l'atmosphère du film.

« C'est un petit monde hors du temps. Tous les personnages réunis dans le village, Carlotta, le « Vieux », sa fille adoptive, ont eu leur vie brisée, à un moment

ou à un autre, par un amour manqué. Ils ont, en quelque sorte, renoncé à la vie. Tout le monde, ici, nie l'amour. Arrive Marco, un être de l'extérieur, qui va semer le trouble. Une passion naît entre lui et Carlotta. Mais c'est lui qui va se faire dévorer par la romancière et son entourage. J'ai choisi moi-même les comédiens. Ainsi, Nicole Garcia pour Carlotta, c'était une évidence. J'ai fait un casting des techniciens avec mon directeur de production. Pour *Pianoforte*, j'avais eu une équipe italienne de super-pro. Ils dirigeaient tout. Cela m'a aidé, bien

sûr, mais, pour la Lumière du lac, j'avais décidé de prendre des gens jeunes, avec lesquels j'aurais des affinités, qui auraient quelque chose à prouver. Leur participation critique est très stimulante. Il m'a fallu un peu de temps pour savoir comment m'y prendre avec les acteurs ».

L'équipe, isolée, quittant rarement Aulus-les-Bains, s'était soudée. Une famille adoptée par M<sup>me</sup> Rose, la patronne de l'hôtel de la terrasse, qui s'était faite au roman-ménage des gens de cinéma et s'était mise à vivre à leur rythme. Daniel Toscani du Plantier se demandait s'il n'y avait pas là un autre sujet de film. Mais, actuellement, il doit réfléchir à deux projets de Maurice Pialat.

Dans le salon de la maison du « Vieux », Nicole Garcia en robe de velours noir à vol montant et manches longues, dont la jupe est relevée sur des bas noirs, retirait lentement un long gant de peau gris perle, sous le regard fasciné de Jean-Louis Barrault en costume suranné. La scène, silencieuse, semblait venir d'une pièce de Strindberg, au début du siècle.

« Se barricader dans une autre époque ».

« Non, c'est moderne, dit Nicole Garcia, dont les fines chaussures de cuir ont pourtant des allures de bottines antiques. Le « Vieux » donne un repas tous les jeudis. On s'habille un peu comme autrefois, cela correspond au décor du salon, vous avez vu la jupe et le corsage de Lucia, la fille. Le gant retiré, c'est un rôle pour le « Vieux ». Carlotta veut de Rita Hayworth et fredonne la chanson de Gilda. L'idée du gant

est venue de ce rêve. Carlotta pense aussi à Rita Hayworth dans la Dame de Shanghai. Elle a une copie du film sur cassette. Elle est romancière, mais elle a du mal à écrire. Elle est venue dans ce village pour des raisons qui restent énigmatiques. Je pense que ce sont des raisons affectives. Elle s'est enfermée, au bord du lac, dans un chalet minuscule, néo-japonais, qui fait « contraste » avec la maison du « Vieux ». On pense à des personnes déplacées, dans un endroit reculé. Ces gens vivent d'une manière bizarre, repliés sur eux-mêmes. Ils ont l'air de se barricader dans une autre époque.

« Lorsque arrive Marco, qui se cache, lui non plus n'est pas à sa place. Et sa rencontre avec Carlotta, par l'intermédiaire de Miranda, la fille adoptive du « Vieux », n'a pas sa place dans ce monde-là. Carlotta, on ne sait pas très bien ce qu'elle a fait. Elle va aller à Paris pour chercher Marco et s'évanouir devant un certain endroit. On n'en saura pas plus. Moi, je cherche. Même si rien n'apparaît sur l'écran, j'aimerais bien me raconter ce qui s'est passé avant. J'avais vu *Pianoforte*. Lorsque j'ai lu le scénario de la Lumière du lac, j'ai eu tout de suite envie de tourner avec Francesca. Au tournage, il se passe toujours quelque chose d'inattendu. Elle change les scènes, elle improvise beaucoup. Je suis rassuré quand elle dérive parfois ».

A l'entrée du chemin qui conduit à la maison, derrière une haie, deux gangsters à la Godard attendent dans une voiture. C'étaient les derniers jours du chât d'Aulus.

JACQUES SICLER.



Nicole Garcia et Jean-Louis Barrault.

## Entretien avec le réalisateur

### Kafka et moi

(Suite de la page 13.)

« Autrement dit, le véritable « univers kafkaïen » n'a rien à voir avec ce que sous-entend l'expression courante ? »

« Mais le monde de Kafka c'est le monde tel qu'il est. Il n'y a pas de différence. Kafka est le plus précis, le plus tatillon des photographes. Il a fait la radiographie la plus exacte de l'aventure humaine. C'est un géant. Alors on parle du « monde kafkaïen » pour se référer à l'incompréhensible, au labyrinthe, à l'indéchiffrable, à la menace, à l'inquiétant, mais non, c'est tout simplement le monde tel qu'il est ! »

« Vous ne parlez pas de la souffrance de Kafka. »

« Oui, bien sûr, il avait ce pressentiment d'avoir quelque chose à expier, et son sens de la culpabilité pouvait lui devenir insupportable... mais, parfois, quand vient la punition, on se croit être une punition parce qu'elle est littéralement attendue comme une expiation, elle peut alors communiquer un sentiment de libération. Mais comment exprimer ce que je cherche à dire ? Il faut imaginer Kafka, quand il écrivait, nuit après nuit, dix ou douze heures de suite, seul dans ce qu'il appelait sa prison... penser à toute l'énergie dont il était traversé pour réussir à exprimer des mondes ainsi superposés et labyrinthiques, penser au médium qu'il était, à la puissance dont il jouissait et qui devait par la force des choses l'exalter.

« L'ironie avec laquelle vous nous montrez le monde de la représentation, de la politique, des médias... est-elle aussi une forme de mépris ? »

« Je crois qu'il est nécessaire pour créer d'être incité par un sentiment d'indignation, de rage ou de mépris. Dans *Ginger et Fred* par exemple, mon mépris pour la télévision était sincère. Mais finalement, je suis fait de telle manière que mon dédain, ma rage, ou même d'autres sentiments plus affectueux, ne servent qu'à me porter, à travers un bref itinéraire de préparation, à proximité de la caméra qui se trouve à l'intérieur du théâtre. Ensuite, le mépris qui se trouvait à l'origine d'une histoire, d'un sentiment ou d'une ambition, disparaît pour laisser place

au manège de toujours, à l'invention, à ce que je suis appelé à faire. Alors, tout va bien, j'oublie l'indignation et je me trouve avec les matériaux d'un peintre.

« Quand Picasso a fait *Guernica*, pensez-vous vraiment qu'il voulait imprimer à tout jamais les horreurs de la guerre d'Espagne ? Mais non, c'était la composition, la décomposition, les couleurs et les tableaux qui l'obsédaient. En somme, je ne crois pas qu'un créateur, et plus particulièrement un créateur figuratif, puisse vraiment avoir l'illusion que ce qui le porte devant une toile ou un studio de cinéma soit la nature vraie de ce qu'il fera. C'est seulement un prétexte, un stimulant. C'est comme une avance ou la signe-

ture d'un contrat. Je me méfie de ceux qui trouvent tant de justifications, tant de motivations à ce qu'ils font et qui l'insèrent dans une idéologie bien précise.

« En d'autres termes, vous n'êtes pas un militant ? »

« Mais si, je milite, en ce sens que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour défendre la crédibilité de mes films... Il ne me semble pas avoir besoin du confort de l'idéologie, mais je le dis aussi avec une petite pointe de culpabilité.

« Pourquoi de culpabilité ? »

« Pourquoi ? Peut-être à cause de l'arrogance ou de l'insolence... Mais non, je ne suis pas vraiment sincère quand je dis culpabilité. Lorsque ceux qui n'avaient pas d'idéologie, au lendemain de la guerre en Italie,

étaient traités de réactionnaires ou de fascistes, cela m'était parfaitement égal. Je crois d'ailleurs que ce n'est pas mal pour un artiste d'avoir une mauvaise conscience qui le nourrit en même temps. Pour sa chance, il n'est pas conscient de faire quelque chose qui n'est pas immédiatement utile pour la société. Il a ce sentiment d'étrangeté et de liberté, oui, de jouir d'une liberté particulière, d'être un privilégié, un transgresseur en quelque sorte. Non, je n'ai pas vraiment le sens de la culpabilité et si j'éprouve à certains moments une espèce de gêne, elle s'évanouit tout de suite après comme si la chose ne me regardait pas vraiment. Je pense que l'on doit faire ce qui nous est proprement imposé de l'intérieur et ne pas se lancer dans des entreprises qui ne nous regardent pas, même si elles peuvent apparaître dignes ou nécessaires. Je ne peux pas concevoir ma solidarité sous une forme collective ou associative. Je m'exclus d'emblée de ce type d'adhésion, c'est comme ça depuis que je suis enfant : la réunion, le groupe, la procession, la discussion, les cérémonies, les rituels, les anniversaires, me font littéralement fuir ! »

« Est-ce que vous vous considérez comme un misanthrope ? »

« Je ne crois pas pour la simple raison que je fais un métier qui est fécondé, sollicité par les rencontres et qui s'accompagne donc d'une grande curiosité. Je n'ai pas jusqu'à me prendre pour un philanthrope ! Non, tout simplement un caricaturiste.

« Bien sûr, il m'arrive parfois d'être mal à l'aise quand j'éprouve la tiédeur de ma confiance dans les hommes qui peut même aller jusqu'à la froideur la plus totale. Je n'ai pas une grande confiance en général, d'autant plus que je ne l'ai pas en moi-même... Mais, par contre, j'ai depuis toujours une grande confiance dans les femmes... Voilà encore une immense présence dans l'œuvre de Kafka ; les figures féminines, messagères et dépositaires de mystères... Il nous les raconte d'une manière si incompréhensible et si vraie à la fois, parce qu'elles sont vraiment comme ça.

Propos recueillis par DOMINIQUE EDDÉ.

## Livre

### Jacques Brunius le surréaliste oublié

Qui était Jacques Brunius ? Le sait-on encore, vingt ans après sa mort ? Jean-Pierre Pagliano n'en a longtempes pour nous en dire plus. Il nous raconte que l'image du complot Rodolphe dans *Une partie de campagne*, de Jean Renoir, lui-même, en mai 1937, le moustache fine, l'œil intéressé, Jean Renoir, bourgeois tenté par l'aventure du bord de l'eau. Jacques Brunius, c'était aussi l'homme réclamant « un bêtisier français » dans l'affaire est dans le sac des frères Prévert. Et un poète surréaliste, membre du groupe Octobre.

Parti à sa recherche, Jean-Pierre Pagliano a donc écrit un petit livre fervent et sans précédent. Il raconte comment le « cinéma » est venu à Brunius, quels furent ses maîtres à penser. Thurière d'un chien andalou, il est engagé par Bunuel et Dali comme assistant aux côtés de Claude Heymann. Il rencontre Renoir, Prévert, et Jacques Prévert. L'auteur parle ensuite très bien des films surréalistes de Brunius, *Récords 37 et Victoires d'Ingres*. Il relate la vie, sous l'Occupation, d'un journaliste français de la BBC.

qui sera l'observateur privilégié du cinéma anglais.

Après la guerre, Brunius revient à la réalisation avec trois courts métrages de commande, révèle le théâtre anglais moderne, puis devient un critique modéré de la nouvelle vague française, sauf de l'année dernière à *Mariénbad* qu'il considère comme « le plus grand film jamais réalisé ».

L'ouvrage éclaire la personnalité quelque peu oubliée, il faut bien le dire, d'un des grands écrivains du cinéma, qui reste marqué par le surréalisme. On lira, donc, en complément, la nouvelle édition — présentée, annotée, commentée par Jean-Pierre Pagliano, d'*En marge du cinéma français*, suite de textes de Brunius (publiée en 1984) où il analyse avec des parties plus virulentes le cinéma français de 1918 aux années 30, l'avant-garde, Jean Vigo, Marcel Carné, Jacques Prévert, Jean Renoir.

J. S.

« Brunius, par Jean-Pierre Pagliano, éditions L'Age d'homme, Lausanne, 140 p., ill., 100 FS.

« En marge du cinéma français, par Jacques B. Brunius, éditions L'Age d'homme, Lausanne, 150 p., ill., 95 FS.

## Lire le film

Pour inaugurer une collection « Cinémas » (différente de leur récente collection en format de poche) dans laquelle seront publiés trois ou quatre livres par an (monographies, scénarios, souvenirs d'acteurs ou de réalisateurs), les éditions Flammarion proposent le texte (découpage et dialogues) d'*Intervista*, traduit de l'italien par Jacqueline Risset. Fellini présente son film dans un avant-propos à la fois sérieux et ironique, on reconnaît bien là son ton. Il a entièrement revu le texte établi après vision à la moviola. Jacqueline Risset explique la difficulté qu'il y a à traduire Fellini, et spécialement un film comme *Intervista*, qui, sur le motif central de l'inter-

view, part dans la fiction et dans l'imaginaire. S'il est évident que lire le film, ce n'est pas le voir, l'utilité de cette publication (c'est vrai, depuis longtemps, pour les numéros mensuels de l'*Avant-Scène cinématographique*) sera de ramener les souvenirs laissés aux spectateurs d'*Intervista* et de servir d'instrument de travail aux cinéastes et aux historiens. On ne feuilletera pas cela du bout des doigts. En postface, un entretien de Fellini avec Alain Finkielkraut, extrait du *Messenger européen*.

J. S.

« Editions Flammarion, 234 p., cahier d'illustrations hors texte, 95 F.

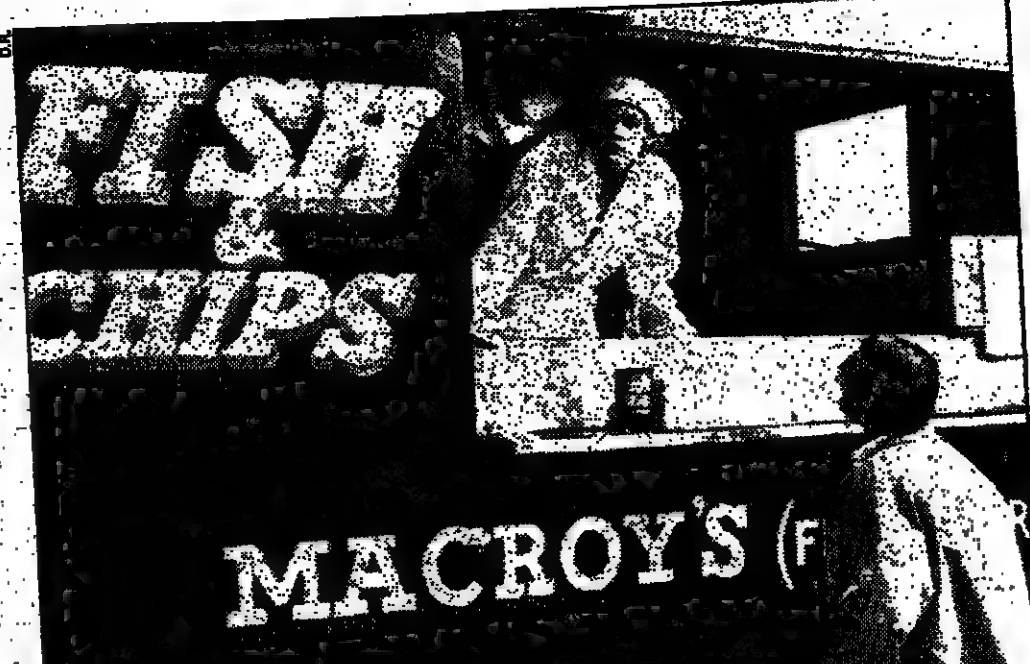
**Théâtre de la Portille 43 53 42 14**  
LINE MONTY Charis Arabo-Andalou LES 26 ET 27 DECEMBRE  
LES 29, 30, 31 DECEMBRE Chansons Yiddish MEREDITH  
76, rue de la Roquette - 75011 Paris

**AUDERVILLIERS GROUPE TSE**  
Du 24 novembre au 3 janvier  
**MAISON DE POUPEE**  
Henrik Ibsen  
Mise en scène : Claude Santelli  
Avec : Jean-Marc Bory, Nathalie Simon, Arlette Gilbert, Jean-Jacques Moussy, Magalie Revoyat, Claude Wauthier, Vladimir Yordanoff  
THEATRE DE LA COMMUNE Loc. 46 34 67 et FNAC



« Too Much », de David Leland

## Portrait d'un iconoclaste



Lynda Lloyd

David Leland n'a rien d'un jeune homme en colère. Son film, *Too much*, qui sort aujourd'hui, est issu de la nouvelle génération immorale et subversive du cinéma anglais, et les plus connus des réalisateurs anglais qui émergent, Stephen Frears (*Prick Up*), Alan Clarke (*Rita, Susie et Bob aussi*) et Peter Greenaway (*Le Ventre de l'architecte*), dépassent tous la quarantaine.

**L**E LEND, pour sa part, a quarante ans, est bien bâti, mais poli et la voix douce. Assis dans la cuisine de son appartement londonien, entouré d'enfants, petits et d'un grand breakfast, il s'exprime sur son travail. « J'ai tendance à m'intéresser à des sujets tabous. Les questions les plus importantes sont liées à des tabous. Non seulement sexuels, mais aussi politiques et sociaux, des zones d'ombre que l'on n'ose pas explorer. »

*Too much* est le premier film qu'il réalise. Sa formation théâtrale, en tant que comédien et metteur en scène au Royal Court de Londres, l'amène à faire des apparitions dans quelques bons films : *Sunday*, *Bloody Sunday*, de John Schlesinger, et *Time Bandits*, de Terry Gilliam, entre autres. Mais il est plus connu pour ses écrits, scénariste de *Personal Services* et de *Mona Lisa*, auteur surtout de pièces pour la télévision. Son téléfilm, *Made in Britain* (récentement diffusé en France), brutale incursion dans la vie d'un skinhead, eut un impact retentissant.

Aujourd'hui, brusquement, David Leland accède à la célébrité. *Too much* a reçu le prix de

la Critique internationale au Festival de Cannes et a été très bien accueilli aux États-Unis. « C'est une comédie douloureuse sur la survie », explique Leland, qui s'attaque rageusement à son pan-cake. « A propos de la « bonne conduite » de cette façon d'être élevée dans le système de valeurs restrictives et étouffantes de la classe moyenne, ce pays ne pourra jamais être perçu comme une société émotionnellement raffinée. Jamais. »

Pour lui, le film est aussi représentatif de l'Angleterre actuelle que de celle vieille de trente-cinq. « Rien n'a vraiment changé. Les choses ne cessent de se modifier en surface, une ou deux libertés ont été difficilement acquises,

mais elles se heurtent toujours à cette force très rigide et constamment répressive qui maintient que la sexualité est une affaire strictement privée. »

Dans *Too Much*, comme dans *My Beautiful Laundrette* et *Samy and Rosie* (qui sortira en avril), deux films signés Stephen Frears, l'Angleterre de M<sup>me</sup> Thatcher apparaît grossière mais finement représentée, iconoclaste. D'où vient donc cette vague de films dérangeants qui traverse la Manche ces derniers temps ? Pour Leland, ce n'est pas nouveau. Les Anglais ont toujours fait ce genre de films. « Il y a une grande tradition à l'intérieur même de la BBC, qui s'est forgée à partir des films documentaires de John Grierson.

Ils ont inspiré des scénaristes de télé et de cinéma dans les années 60 et 70, qui ont utilisé ce style réaliste, naturaliste, du documentaire. Ainsi, certains créateurs comme Ken Loach et Tony Garnett se sont servi du film comme d'un médium qui pouvait développer des sujets d'actualité, tout à fait contemporains. » (Loach a réalisé un excellent film en 1969, *Kes*, qui sortira à nouveau sur les écrans français au printemps prochain.)

Le problème était que ces films ne sont pas sortis en salle — les syndicats les ayant enfermés dans les tiroirs — jusqu'en 1981, avec la création d'une nouvelle chaîne de télévision : Channel Four. « Ils ont mis en place une toute nouvelle

organisation permettant de nombreuses coproductions avec des indépendants. Et les films — les mêmes — devinrent alors des coups financiers pour le cinéma. » *Too Much* était à l'origine un film pour la télévision tourné en 16 mm, avec un budget de 6 millions de francs. Grâce à Channel Four, le budget est passé à 12 millions, et le film a été gonflé en 35 mm.

Channel Four participe aujourd'hui à plus de vingt productions par an en investissant plus de 95 millions de francs. Parmi ses premiers succès, citons *Meurtre dans un jardin anglais* et *The Ploughman's Lunch*, mais la chaîne a également financé des films étrangers comme *Paris, Texas*.

S'il y a eu de formidables ouvertures pour certains, tous les réalisateurs ne sont pas comblés : Derek Jarman, par exemple, metteur en scène de *Caravaggio*, qui vient de sortir en France, reste sceptique à propos de Channel Four. « J'ai perdu cinq années de travail à cause d'eux. Quand ils se sont intéressés au projet, tous les gens avec qui je travaillais étaient partants. Et puis ils m'ont laissé tomber. Et les autres aussi. Si Channel Four vous lâche, vous êtes perdu. »

Jarman insiste et laisse percer son pessimisme. « En Angleterre, actuellement, il n'y a que des films locaux destinés à la télé. Ce n'est pas du cinéma. »

Il y a du vrai. Difficile d'imaginer, par exemple, *Gandhi* réalisé pour le petit écran. D'ailleurs, le nouveau film de Sir Richard Attenborough, *Cry Freedom*, sur l'apartheid du Sud (sortie en mars 1988 à Paris), a été intégralement financé aux États-Unis. Mais si *Too much* reste malgré tout un film local, c'est un très bon.

L'année prochaine sera décisive pour l'industrie cinématographique britannique, puisque Channel Four devrait être privatisée. Une somme importante de talents, de réalisateurs, de techniciens ainsi que des maisons de production commencent à trouver leurs marques : espérons qu'on ne leur osera pas l'herbe sous le pied, et que ce financement stable durera.

Ces temps-ci, David Leland a du mal à faire face au succès critique de son film : « La difficulté, lorsqu'on devient un homme public, c'est de croire à sa propre image, de se conformer à la vision que le public a de vous. J'ai essayé de me laisser pousser la barbe, de me faire tondre les cheveux et de porter des costumes bizarres pour réapparaître plus tard avec une nouvelle casquette. Je m'apprête à tourner un film aux États-Unis, mais ce qui me plairait vraiment, ce serait de refaire un one-man-show comique sur scène. Etre debout devant un public et raconter des blagues pendant une heure, c'est terrifiant. J'adorerais faire ça, bien que je pense que je n'en aurais pas le courage... »

HENRI BEHAR.

DONALD HEINRICH.

« Homeboy » en chantier

## Mickey Rourke, scénariste

Depuis dix ans, Mickey Rourke vit avec une obsession : l'histoire de Johnny Walker, boxeur au bord de la déchéance, en quête de son dernier combat. Sa rencontre avec Wesley et avec Ruby, jeune et belle patronne d'un carrousel de foire. Le titre : *Homeboy*.

**H**OMEBOY est actuellement en tournage. Mickey Rourke, scénariste, en a confié la réalisation à un « débutant », en quelque sorte : Michael Seresin, chef opérateur sur *Angel Heart*. Lui-même joue Johnny Walker, et Christopher Walken joue Wesley.

Aubury Park, New-Jersey. Deux heures de route au départ de New-York, mais un autre monde. La ville, en bord de mer, ressemble un peu à ce qu'il devait être Deauville il y a trente ans. Une avenue centrale, des petites rues de traverse, une jetée avec des maisons coquines, dont les pelouses viennent mourir dans l'eau. Elles sont vides le plus souvent. En décembre, les rues sont désertes dès la tombée de la nuit.

« D'abord, raconte Michael Seresin, l'histoire se passait à Miami. J'aurais aimé tourner dans une région où il fait toujours bon et chaud, mais la feuilleton Miami Vice en a épuisé tous les paysages. Et puis l'idée de restituer l'atmosphère dans une station balnéaire hors saison commençait à me séduire. Presque tout est en sommeil : des poches de vie,

éparses par des étendues désertiques. »

Mickey Rourke ne promène plus sa bedaine de *Barfly*. « J'ai mis huit mois, dit-il, à me refaire un corps de boxeur. Dès que le projet a obtenu le feu vert, je me suis lancé dans un entraînement d'enfer. » Il tard légèrement la mâchoire : « Une sorte de paralysie », ajoute-t-il, la voix complètement changée, les consonnes incertaines. Signes évidents d'un traumatisme orléan qui au premier coup de poing pourrait provoquer la mort de Johnny Walker.

L'artère principale. Une boutique de coiffeur. Premier plan de la journée : Wesley-Walken, en costume chic, tout polyester, grosse bague au petit doigt entre, suivi d'un Mickey-Walker au bord de la catatonie, et qui jette un regard vide mais fixe sur le miroir. Le figaro se débarrasse de son client, demande à Walker si on peut avoir confiance en son copain et les entraîne dans l'arrière-boutique pour traiter d'affaires parfaitement illégales. Le type même du plan-canchamar : il y a des glaces partout, la mise en place est délicate, les déplacements compliqués.

Rourke scénariste a bien servi Wesley-Walken, qu'il décrit comme vain, arrogant, séduisant, vérifiant le coquin de sa coiffure. « J'ai été élevé à Queens, et j'ai passé ma vie dans la rue, raconte Walken. Je connais bien ce genre de bonhomme. Ambitieux, mais de façon un peu absurde. Drôle, jouissant. Désespéré, mais il s'en accommode avec un pied de nez à la vie. »

« Wesley, continue Mickey Rourke, est inspiré par deux hommes que j'ai connus il y a longtemps. L'un était cultivé et pouvait vous citer Shakespeare ou Camus entre deux bières. L'autre était un petit gangster. Wesley est quelqu'un qui, malgré quelques chemises de soie et satin, costumes tapse-à-l'ail, bagues carafon, aurait pu devenir quelqu'un de bien s'il avait été capable de fonctionner à l'intérieur du système. Johnny Walker, lui, a claqué la porte du système il y a bien longtemps. C'est... une coquille d'homme. Je sais, je suis passé par là. J'ai vu mon frère se mettre au ban du système. Je l'ai fait moi-même pendant un temps. J'en ai connu qui l'ont fait et ne sont jamais revenus. »

En attendant  
« Saint François d'Assise »

Michael Seresin a tiré de l'ordinateur la liste de tous les films sur la boxe. « Aux seuls États-Unis, il y en a près de deux cents. J'en ai vu environ une douzaine. Mais le thème dominant me semble toujours être la force, la rédemption par la victoire. Ici, il ne s'agit pas d'un Rocky ou d'un Jake La Motta. On voit les prolétaires de la boxe, des gens qui se fichent la tête en l'air pour cinq cents dollars. Ils livrent leur combat, touchent leur cachet, reprennent la route jusqu'au prochain combat, jusqu'aux prochains cinq cents dollars. J'ai assisté à quelques matches. Le public n'a aucune notion de ce qui se passe quand un homme de soixante-dix kilos vous frappe de toutes ses forces sur la tête dans l'unique but de vous déconnecter la cervelle. Car c'est exactement ce qui se passe. Il s'agit de couper le flot de sang en direction du cerveau, pour vous faire perdre conscience pendant au moins dix secondes. A chaque fois qu'on vous tape sur la tête, c'est une forme de petite mort. Heureusement, Mickey a été boxeur, il est capable d'encasser. »

Mickey Rourke a commencé la boxe à douze ans : « J'ai livré quelques combats en minime, puis j'ai arrêté. J'ai repris à seize ans. Je me battais souvent dans la rue, c'était la seule manière de canaliser mon agressivité, et d'éviter de me faire tuer... »

Après le *Saint François d'Assise* qu'il doit tourner avec Liliana Cavani — « le parcours d'un homme qui possède tous et trouve le bonheur en renonçant à tout », — Mickey Rourke espère réaliser un nouveau rêve : un film sur les motards, qu'il pense commencer dès la sortie de *Homeboy*.

HENRI BEHAR.

DONALD HEINRICH.

**Avis Public**  
« La loi du 3 juillet 1985 reconnaît aux Artistes-Interprètes un droit à rémunération sur le Copia Privée des phonogrammes et vidéogrammes, ainsi que sur la radiodiffusion et la communication au public des phonogrammes de concert. »  
Le SPEDIDAM étant mandaté pour gérer ces droits, nous demandons aux Artistes-Interprètes, qui ne se sont pas manifestés auprès de la SPEDIDAM d'appeler au 42.85.13.75.  
SPEDIDAM  
Unité de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes  
42, rue de Valenciennes - 75009 PARIS

**Cinéma PANTHÉON**  
13, rue Victor-Cousin, 1<sup>er</sup> (salle chauffée)  
Les premiers films des grands metteurs en scène :  
Raymond QUENEAU  
Luis BUNUEL  
Jean Rouch  
Jean-Pierre MELVILLE  
Jean-Luc GODARD  
et la première pièce de DOUANIER ROUSSEAU

**Le Monde**  
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

**Adolphe Menjou**  
**CHARLES CHAPLIN**  
en la légende des images  
Dix ans après sa mort, un livre anniversaire. Des dessins de Charlot par Fernand Léger, Cocteau, Frans Masereel, Chagall... ainsi qu'un montage de 40 photographies.  
264 p., 140 F.  
**MERIDIENS KLINCKSIECK**  
Tél. : 42.61.64.60

**ODEON**  
Théâtre National  
*Comédie Française*  
Direction : JEAN LE POULAIN  
Jusqu'au 14 janvier  
**LE MARCHAND DE VENISE**  
SHAKESPEARE  
Mise en scène : LUCA RONCONI  
Coproduction : Comédie-Française, Théâtre national de l'Odéon, la Sept et Teatro Petruzzelli de Bari (Italie)  
Avec le Festival d'Automne et le soutien de l'Union de Banques à Paris  
Soirées 19h30 - Matinées 14h  
Renseignements : 43.25.70.32

**AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES D'ARTISTES**  
Le SEMATEC est chargé par le département de l'Enseignement de réaliser trois ateliers : LABASTIDE-SAINT-PIERRE, NICHÉPESSE ou LAFRANCAISE.  
Elle lance un appel de candidatures afin de sélectionner les ARTISTES qui seront appelés à participer à un concours en vue de la réalisation d'une œuvre d'art pour chacun de ces établissements.  
Les domaines d'intervention (peinture, sculpture...) ne sont pas fixés a priori.  
Les dossiers de candidature présentant les références (projets ou réalisations) devront parvenir avant le lundi 25 janvier 12 heures à l'adresse suivante :  
**MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA SEMATEC**  
Hôtel du département - BP 783  
82013 MONTAUBAN CEDEX  
Les renseignements peuvent être communiqués en téléphonant au : 63-03-70-00, poste 32-47.



سكننا من الاصل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

**L'AVENTURE LE CORBUSIER, 1927-1965.** Grande galerie. Jusqu'au 3 janvier.

**LUCIO FONTANA.** Rétrospective. Musée. (2<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 11 janvier.

**PIERRE DUBREUIL.** Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

**CENSURES.** De la Bible aux Lettres d'Enfer. Le livre et la censure en France. Galerie de la BPI (2<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 11 janvier.

**GIOVANNI MICHELLO.** Dessins d'architecture. CCI jusqu'au 4 janvier.

**MEMOIRES DU FUTUR.** Bibliothèque et technologies. Galerie de CCI. Jusqu'au 18 janvier.

**IMMIGRATION D'EN FRANCE.** Galerie du Forum. Jusqu'au 4 janvier.

**LUCIAN FREUD.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.

**LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN.** Atelier des enfants. Jusqu'au 5 mars.

Musées

**FRAGONARD.** Entrée : 28 F ; la semaine : 20 F. Galeries nationales du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 4 janvier.

**TREASURES DES PRINCES CELTES.** Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 février.

**LE TROISIEME OIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Photographies au relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

**CHICAGO, NAISSANCE D'UNE METROPOLE.** Jusqu'au 3 janvier ; Exposition-déclat (1913) : La Théorie des Champs-Elysées, Engagez-vous. L'histoire de la ville et le Planisme. Jusqu'au 27 janvier. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 21 F ; le dimanche 11 F.

**DE GRECO A PICASSO.** Jusqu'au 3 janvier. SOLEIL ET OMBRES. L'art portuaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au 3 janvier. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 19 h, le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 3 janvier.

**MODERNIDADE.** Art brésilien du XX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au 14 février : DONALD JUDD, 1960-1987. ARC. Jusqu'au 7 février : L'IMAGERIE DE MICHEL Tournier. Jusqu'au 14 février : NEMUNOKI. Musée des enfants. Jusqu'au 24 janvier. Musée d'Art moderne. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; mercredi jusqu'à 20 h 30.

**PICASSO DESSINATEUR.** Musée Picasso. Hôtel Selé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). De 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier.

**REGALIA.** Instruments du sacre auéloriens à la Révolution. Les Hommes de Charlemagne. Département des objets d'art. Entrée Saint-Germain-l'Auxerrois. Jusqu'au 11 janvier.

**NOUVELLES ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT DES PEINTURES.** 1983-1986. Pavillon de Flore (entrée provisoire sur le quai des Tuileries, face au Pont-Royal). Jusqu'au 25 avril.

**CHEFS-D'OEUVRE DE LA COLLECTION SAINT-MORIS.** Cabinets des dessins. Jusqu'au 15 février.

**LA COLLECTION D'ALBERT F. DE MIRMONT.** Jusqu'au 28 avril. Musée du Louvre (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche).

**JOUVET, DULLIN, BATY, FROEFF.** LE CARTEL. Bibliothèque nationale. Galerie Mansart, 58, rue de Richelieu. Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

**ELISABETH SUNDAY.** Jusqu'au 16 janvier.

**LES PAPIERS MARRIERS FRANÇAIS.** Jusqu'au 9 janvier. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert. (Voir ci-dessus).

**ANDRÉ KERTESZ.** Photographie. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Jusqu'au 25 février.

**SPLENDEUR ET MAJESTÉ.** Couronnes de la Bibliothèque nationale. Musée de l'Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-23-25). Sauf lundi, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 9 mars.

**JEAN-BAPTISTE DEBRET.** Un peintre ethnologue au Brésil. Musée-galerie de la SETA, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

**SCULPTURES DE REYES - L'ARTISAN BUSATO.** Monnaie de Paris, 11, quai de Conti. Sauf le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 décembre.

**DONATION DUHAME.** Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf le mardi, de 10 h à 17 h 30.

**LA MUSE AU MUSÉE.** Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sorbie (42-20-45-46). Jusqu'au 10 janvier.

**ILSE BING-PARIS.** 1931-1932. Jusqu'au 31 janvier ; GRANDVILLE. Dessins originaux. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 3 janvier.

**WAGONS-LITS A L'AFFICHE.** Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 janvier.

**L'EPICHE DE LIBRAIRIE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE.** Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

**LE JOUET DE BOIS.** De tous les temps, de tous les pays. Jusqu'au 14 février : ENMANUEL COLLIN. Histoire de meubles. Jusqu'au 31 janvier : LA TABLE D'UN ROI. L'orfèvrerie du XVIII<sup>e</sup> siècle à la cour de Beaumont. Jusqu'au 31 janvier : ARNE JACOBSEN. Architecte et designer danois 1902-1971. Sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h, le dimanche de 11 h à 18 h.

**LES SOULIERS DE ROGER VIVIER.** Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

**DESSINS DE RODIN.** Musée Rodin. Hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 14 mars.

**LA MAISON INTELLIGENTE.** Maison de l'Industrie. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Jusqu'au 17 janvier.

**UNE AVENTURE ARCHITECTURALE.** Cité des sciences et de l'industrie. (Voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mars.

**AUX ARMES CITOYENNES.** Les armes à l'histoire de la Révolution. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

**ARCHÉOLOGIE DU LIVRE MÉDÉVAL.** Bibliothèque de l'Assommoir, 1, rue de Sully. Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 janvier.

**ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES.** Nouvelles acquisitions. Océris, châtillon. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

**L'ART DE LA RELIURE (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles).** Centre culturel suisse, 24, rue de France-Bourgeois (42-71-46-30). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 janvier.

**LE SYMBOLEME - LE RÉALISME.** Centre Waldeck-Rousseau, 127-129, rue Saint-Martin (45-71-26-16). Jusqu'au 10 janvier.

**FORMES SUÉDOISES SUR TEXTILE.** Temps Impérial 1923-1927. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-80-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

**TREASURES DU MUSÉE INTERNATIONAL D'OROLOGERIE.** Le Louvre des horloges suédoises. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-80-20). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

**ACQUISITIONS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre culturel suédois, 11, rue Payenne. Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

**UTRILLO, VALADON, UTTER.** Triptyque de la peinture. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 3 janvier.

**CHEFS-D'OEUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE.** Musée Dapper, 60, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

**BETTINA REHMS.** Portraits et nus. Espace photographique de Paris, 14, Grande-Galerie (entrée : Petit-Nesle, rue du Post-Nesle) (42-46-87-89). Jusqu'au 28 février.

**PEINTURE POUR LA CÉRÉMONIE DU THÉ.** Galerie Jacotte Omer, 26, place des Vosges. Jusqu'au 16 janvier.

**PIERRE ALECHINSKY.** Triptyque et nus. Espace photographique de Paris, 14, Grande-Galerie (entrée : Petit-Nesle, rue du Post-Nesle) (42-46-87-89). Jusqu'au 28 février.

**MONROY.** Galerie Lefebvre, 13, rue de Téhéran. Jusqu'au 9 janvier.

**ELAINE ET FRANÇOISE-XAVIER LALANNE.** Helmut Newton. Galerie Daniel Templon, 1, impasse Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 31 décembre.

**THOMAS RUFF.** MARIE-FRANÇOISE POUTATYS. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 6 janvier.

**SIGNES DES TEMPS.** Galerie Ghislaine Humon, 5 bis, rue des Handicrètes. Jusqu'au 6 janvier.

**LE DIVIN BAMBOU.** Exposition de pipes à opium chinoises. Galerie Gérard Levy, 17, rue de Beaune (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

**PEINTURES DES PAYS-BAS ESPAGNOLS (XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles).** Galerie Jan de Matre et Ozenne, 22, galerie Véro-Dodat (42-36-26-99). Jusqu'au 9 janvier.

**IMAGES DE TERRES.** Galerie Philip, 16, place des Vosges (48-04-58-22) (sauf du 23 décembre au 5 janvier). Jusqu'au 25 janvier.

**GIOVANNI ANSELMO.** Galerie Liliane et Michel Derrad-Dessat, 3, rue des Handicrètes (42-77-45-40). Jusqu'au 30 janvier.

**BAZAINE.** Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue de Beaune (45-48-45-15). Jusqu'au 16 janvier.

**JANICE BIALA.** Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-00-66). Jusqu'au 25 janvier.

**CHRISTINE CANETTI.** Galerie Bercoy-Fugère, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 16 janvier.

**JEAN CLAREBOUDT.** Galerie Benjamin Lebon, 34, rue des Archives. Jusqu'au 7 janvier.

**ALFRED COURMES.** Galerie Jean Briauc, 23/25, rue Guisepand (43-26-85-51). Jusqu'au 23 janvier.

**DEGOTTIX.** Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 10 janvier.

**CICERO DIAS.** Peintures de 1950-1965. Galerie Denise-René, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'à fin janvier.

**JOEL FISHER.** Galerie Paridès Cado, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 15 janvier.

**RUTH FRANKEN.** Houtages. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 23 janvier.

**RAFAEL GRAY.** Galerie Du Jour, Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 15 janvier.

**CHRISTIAN JACCARD.** Galerie Brownson & Co, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-31). Jusqu'au 9 janvier.

**ESPACE FRANÇAIS.** Visions et assemblages. XVI<sup>e</sup> Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple. Sauf mardi. Jusqu'au 4 janvier.

**MARIO MERZ.** Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Sauf lundi, de 12 h 30 à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LE MAROC DE DELACROIX.** Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg (45-62-29-34). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 2 février.

**DENIS LAGET.** Galerie Montmartre, 31, rue Mazartine (43-54-65-30). Jusqu'au 2 janvier.

**LAGNEAU.** Temples-cabanes. Galerie du Roi de Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 16 janvier.

**LAMSWERDE.** Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 2 janvier.

**MAXIMILIEN LUCE.** Espace néo-impressionniste. Galerie E. Oudry, 83 bis, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-66-92-58). Jusqu'au 30 janvier.

**PIERRE MABILLE.** Galerie Georges Lavour, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 9 janvier.

**MARVAIN.** Galerie Arlet, 21, rue Guisepand (43-57-01). Jusqu'au 15 janvier.

**ANDRÉ MASSON.** Peintures et dessins, 1931-1963. Jusqu'au 31 décembre. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-24). LYON. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

**JEAN-BAPTISTE SECHERRE.** Galerie Niki, 10, rue de Valenciennes (42-95-16-16). Jusqu'au 9 janvier.

**ALBERT MERZ.** Galerie Krief, 50, rue Mazartine (43-28-32-37). Jusqu'au 9 janvier.

**RICARDO MOSNER.** Serrurerie domestique. Galerie Loft, 3 bis, rue de Beaumont (46-33-18-90). Jusqu'au 9 janvier ; D. Chéche, Galerie Lara Vincy, 47, rue de Solan (43-26-72-51). Jusqu'au 5 janvier.

**MOUCHA.** Galerie L'Annuaire Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 30 décembre.

**MARIA NORDBLAD.** Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 7 janvier.

**BERNARD FLOSSU.** Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (47-78-05-62). Jusqu'au 16 janvier.

**WILLY BONIS.** Compteur de la photographie. Cour du Bel-Air, 24, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-66). Jusqu'au 10 février.

**GERARD SCHNEIDER.** Galerie Guyard-Michel Sommer, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 30 février.

**JEAN-BAPTISTE SECHERRE.** Galerie Niki, 10, rue de Valenciennes, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 31 décembre.

**SAM SZAIFRAN.** Aquelles. Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-74-07). Jusqu'au 30 janvier.

**NIELS LIDO.** Galerie Claire Burtin, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-50). Jusqu'au 13 janvier.

**BRAM VAN VELDE.** Maquette d'éditeur, 36, avenue Montaigne (45-22-28-18). Jusqu'au 10 janvier.

**MICHEL TOULIERE.** Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 janvier.

Centres culturels

**LE CORBUSIER : LE PASSÉ A RÉACTION POÉTIQUE.** Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 5 mars.

**LES COLLECTIONS.** TIENNES DE L'INSTITUT DE FRANCE. Dans les salons de la Fondation Doucet-Thiers, 27, place Saint-Georges. Tous les jours de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

**LA LETTRE ET LE RYTHME.** Amati et Saggari. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). Jusqu'au 10 janvier.

**JUSTIN ET MONY L'YRIQUE.** Espace Beethoven, 4 bis de la Villette (43-03-83-30). Jusqu'au 20 janvier.

**PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICAIRE.** Bibliothèque Forney. Hôtel de Sully, 1, rue de la Vierge (43-78-14-60). Jusqu'au 19 mars.

**AUTOUR DE DAVID : LE NÉO-CLASSICISME EN BELGIQUE.** 1770-1830. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (43-33-80-50). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier.

**CENDRARS A L'ŒUVRE.** Exposition de la centenaire. Centre culturel suisse, 24, rue de France-Bourgeois (42-71-46-30). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 janvier.

**LE SYMBOLEME - LE RÉALISME.** Centre Waldeck-Rousseau, 127-129, rue Saint-Martin (45-71-26-16). Jusqu'au 10 janvier.

**FORMES SUÉDOISES SUR TEXTILE.** Temps Impérial 1923-1927. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-80-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

**TREASURES DU MUSÉE INTERNATIONAL D'OROLOGERIE.** Le Louvre des horloges suédoises. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-80-20). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

**ACQUISITIONS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre culturel suédois, 11, rue Payenne. Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

**ARRAS.** Rasseil Ubae, 1932-1985. Centre culturel Norvik, 9, rue des Capucines (21-72-30-12). Jusqu'au 24 janvier.

**BORDEAUX.** D'années XIX<sup>e</sup> siècles. Musée des beaux-arts. Galerie des beaux-arts, place du Colonel-Raynal (46-90-91-60). Jusqu'au 11 janvier. Robert Barry, Joseph Kosuth. Fonds régional d'art contemporain, 81, cours Anatole-France (35-24-71-35). Jusqu'au 23 janvier ; Gérard Garouste. Musée d'art contemporain. Europe d'Art, Rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 21 février.

**BOURGES.** Dessins de Manique et Maurice Esch. Musée Esch. Hôtel des Eclairs, 13, rue Edouard-Braun (48-57-81-18).

**CAEN.** Jacques Deschamps. Le XI<sup>e</sup> et les troubadours. Musée d'histoire de 1950 à 1967. Musée des beaux-arts. Châteauneuf (31-85-28-63). Jusqu'au 8 février.

**CALAIS.** Les cultes funéraires en Egypte et en Nubie. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (21-77-99-00). Jusqu'au 3 janvier ; Marinette Casca. Galerie de l'Antiquaire. Poste, 13, boulevard Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au début janvier.

**CANNES.** Hommage au peintre Jean-Henri. La Malmouille, 47, La Croisette (93-99-04-04). Jusqu'au 14 février.

**DAL.** Hamish Fulton, Richard Long, Dennis Oppenheim. Centre culturel, 3, rue du Palais (58-74-53-17). Jusqu'au 20 janvier.

**DIJON.** Alphonse Legros. Musée des Beaux-Arts. Place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 15 février.

**DOUAI.** Les paysages français au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée de la Chartraine, 130, rue des Chartreux. Jusqu'au 15 février.

**GRENOBLE.** J.-P. Barthelet ; E. Long. Centre national d'art contemporain. 5, rue du Préfet-Bouvier-Vallée, 155, cours Berriat (76-21-95-44). Jusqu'au 14 février. Tableaux italiens. Peintures de XIX<sup>e</sup> siècle. Musée de peinture et de sculpture. Place de Verdun (76-54-05-82). Jusqu'au 22 février.

**L'ABBE.** Par E. Kibaly. Rétrospective. La Roche-Jacquelin, rue Racine (47-66-30-30). Jusqu'au 24 janvier.

**LYON.** Les lettres de Saint-Etienne. Musée Saint-Pierre - Art contemporain. Centre national d'art contemporain (78-30-30-66). Jusqu'au 21 février.

**MARCO-EN-BARCELONA.** Chefs-d'œuvre néo-impressionnistes. Fondation Septentrion (40-46-26-57). Jusqu'au 21 février.

**MARSEILLE.** La peinture au Provençal au XVI<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au 21 février ; Commémoration IV. Salle du FRAC, jusqu'au 31 janvier. Centre de la Vieillesse-Chénier.

**MULHOUSE.** La peinture. Histoire de la peinture de 1775 à 1830. Musée de l'Impression sur étoffe, 3, rue des Bonnes-Gens (89-45-51-20). Jusqu'au 17 avril.

**NANTES.** François Morellet. Installation. Centre culturel de l'Anglais, 1, rue de la République (47-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 janvier.

**NIMES.** Collections de Musée d'Art et d'Archéologie. Musée d'Art et d'Archéologie, 10, rue Cist-Foule (66-67-38-21). Jusqu'au 30 janvier.

**PÉRIGUEUX.** Clady Scharoun. Chapelle des Augustins. Musée du Périgord (33-53-16-42). Jusqu'au 30 janvier.

**LA ROCHE-SUB-YON.** Barbara et Michael Leger ; œuvres photographiques. Musée rue Georges-Clemenceau (51-05-54-23). Jusqu'au 31 janvier.

**LA ROCHELLE.** Le Théâtre de Christian Belduc. Mémoires de la culture (44-47-79-79). Jusqu'au 3 janvier.

**LES SAINES-D'OLONNE.** Jacques Vieuille. Musée de l'Abbaye de Sainte-Croix. Jusqu'au 10 janvier.

**SAINT-ETIENNE.** L'Art en Europe 1945-1953. Musée d'art moderne. La Terrasse (77-93-59-58). Jusqu'au 28 février.

**SAINT-PIERRE.** De la photo comme peinture. Galerie municipale d'art contemporain. Centre culturel Théo-Argence, place F. Suissin (78-20-02-50). Jusqu'au 34 janvier.

**TOULOUSE.** Le portrait toulousain de 1820 à 1880. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (61-23-55-07). Jusqu'au 1 janvier.

**TROYES.** Rétrospective Charles-Dufresne (1878-1938). Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 24 janvier.

**VILLEURBANNE.** La collection d'art contemporain du Musée de Saint-Etienne. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-94-55-10). Jusqu'au 21 février.

En province

**BOULOGNE-BELANCOURT.** Les cent chaises. 1887-1987. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 31 janvier ; Jean Grib et Les Dames de Boulogne. Musée municipal, 64, rue de la République (46-84-77-39). Jusqu'au 9 janvier.

**LA DÉFENSE.** Art d'Asie. La Galerie. Esplanade de la Défense (43-26-14-70). Jusqu'au 17 janvier.

**IVRY-SUR-SEINE.** Carte blanche à Yves Michaux. Centre culturel. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand Légar, 93, avenue Georges-Gonard (46-70-15-71). Jusqu'au 31 janvier.

**MONTROUGE.** Triptyque d'Edouard André Maugé (1957-1987). Galerie A. Maugé, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-15). Jusqu'au 30 janvier.

**NEUILLY-SUR-MARNE.** Les Méditerranéens. Musée de l'Antiquité, châteaueu Guérin, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**PONTAISE.** Les marchés de Pontaise rue par André François. Musée Théo-Argence, 4, rue Lemaître (30-38-02-40). Jusqu'au 28 février.

**SAINT-DENIS.** par Dalmace. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). Jusqu'au 31 janvier.

**VERNON-SUR-EURE.** Remontrance au patrimoine artistique. La Musée municipal Alphonse-Georges-Poisson (32-21-28-09). Jusqu'au 10 janvier.

En région parisienne

**BOULOGNE-BELANCOURT.** Les cent chaises. 1887-1987. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 31 janvier ; Jean Grib et Les Dames de Boulogne. Musée municipal, 64, rue de la République (46-84-77-39). Jusqu'au 9 janvier.

**LA DÉFENSE.** Art d'Asie. La Galerie. Esplanade de la Défense (43-26-14-70). Jusqu'au 17 janvier.

**IVRY-SUR-SEINE.** Carte blanche à Yves Michaux. Centre culturel. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand Légar, 93, avenue Georges-Gonard (46-70-15-71). Jusqu'au 31 janvier.

**MONTROUGE.** Triptyque d'Edouard André Maugé (1957-1987). Galerie A. Maugé, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-15). Jusqu'au 30 janvier.

**NEUILLY-SUR-MARNE.** Les Méditerranéens. Musée de l'Antiquité, châteaueu Guérin, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**PONTAISE.** Les marchés de Pontaise rue par André François. Musée Théo-Argence, 4, rue Lemaître (30-38-02-40). Jusqu'au 28 février.

**SAINT-DENIS.** par Dalmace. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). Jusqu'au 31 janvier.

**VERNON-SUR-EURE.** Remontrance au patrimoine artistique. La Musée municipal Alphonse-Georges-Poisson (32-21-28-09). Jusqu'au 10 janvier.

ACTUELLEMENT SEUL A PARIS A L'UGC CHAMPS-ELYSEES

ALAIN TERZIAN ET PHILIPPE CARCASSONNE PRÉSENTENT

SANDRINE BONNAIRE



SIMON DE LA BROUSSE - ABDEL KECHICHE  
JEAN-CLAUDE BRIALY

LES INNOGENTS

ANDRÉ TÉCHINÉ

PHILIPPE SARDE SCÉNARIO, ADAPTATION ET DIALOGUES ANDRÉ TÉCHINÉ / PASCAL BONITZER  
TANYA LOPERT CHRISTINE PAOLINI MARTINE VIALLONGA DÉLATO BERTHA CHRISTIAN GARCIA  
MARTINE GORDANO ZÉ BRANCO COLLECTIF DE PRODUCTIONS FREDERIC SAVIGNAC CHAUVIN ARTHUR DE MARIE-FRANÇOISE  
UNE PRODUCTION T-FLAME CINÉMA ET FILMS 42 EN ASSOCIATION AVEC LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ET AVEC LA PARTICIPATION DU C.A.C.

séances à 14h00 - 16h00 - 18h00 - 20h00 - 22h00 - Le film 20 minutes après

« Les mille et une nuits ou les mots en voyage »  
Exposition organisée à l'occasion du CENTENAIRE DES BIBLIOTHÈQUES DES PTT  
MUSEE DE LA POSTE - Galerie du Messager  
34, boulevard de Valenciennes, PARIS-19<sup>e</sup> - ENTRÉE LIBRE  
T.L.I. (et dimanche et jours fériés) 10 h-17 h, 7 décembre 1987-2 janvier 1988

AUJOURD'HUI  
Le premier film romantique maison  
EMILY LOON TOM REY  
Too Much !!  
(WISH YOU WERE HERE)  
9  
MONTROUGE  
TOULOUSE  
SAINT-DENIS  
VERNON-SUR-EURE  
BOULOGNE-BELANCOURT  
LA ROCHE-SUB-YON  
LA ROCHELLE  
LES SAINES-D'OLONNE  
SAINT-ETIENNE  
SAINT-PIERRE  
TOULOUSE  
VILLEURBANNE















# Société

## ÉDUCATION

### Le calendrier scolaire 1988-1989

Le ministère de l'éducation nationale a choisi le statu quo en publiant, mardi 22 décembre, le calendrier scolaire définitif pour l'année 1988-1989. Celui-ci ressemble à s'y méprendre au calendrier de l'année en cours. Il compte entre quatre et six semaines de travail entre les vacances de Noël et celles de février, mais jusqu'à douze semaines sans interruption entre les vacances de printemps et la fin de l'année.

Les syndicats d'enseignants s'étaient prononcés plutôt en faveur d'un autre projet, plus équilibré, avec des plages de cinq à huit semaines tout au long de l'année, qui prévoyait des vacances de février plus tardives et reportait les vacances de printemps à la fin avril, début mai, afin d'englober les nombreux ponts de ce mois. Le ministère souligne que le calendrier finalement adopté est un compromis et confirme qu'une « large concertation » sur un calendrier plurianuel serait engagée, dès janvier prochain.

Académies	Zone 1	Zone 2	Zone 3
	Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Limoges, Lyon, Orléans, Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse.	Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy- Metz, Nantes, Nice, Rennes.	Paris, Créteil, Versailles.
Reprise 1988	Mardi 6 septembre		
Toussaint	du mardi 25 octobre au jeudi 3 novembre. Les classes vaqueront aussi le samedi 12 novembre.		
Noël	du mercredi 21 décembre au jeudi 5 janvier		du jeudi 23 déc. au jeudi 5 janvier.
Février	du jeudi 2 février au lundi 13 février	du jeudi 9 février au lundi 20 février	du jeudi 16 février au lundi 27 février.
Printemps	du samedi 25 mars au lundi 10 avril		du samedi 1 <sup>er</sup> avril au lundi 17 avril
Eté	Vendredi 30 juin		

Les dates indiquées correspondent au jour de départ après la classe et au jour de rentrée le matin.

## MÉDECINE

### La CEE protège ses fromages de la contamination

La Commission européenne juge inutile de prendre des mesures d'urgence contre la vente de certains fromages à pâte molle susceptibles d'être contaminés par une bactérie dangereuse, la *Listeria*. Dans l'immédiat, la situation est sous contrôle et aucune restriction à la commercialisation de fromages fabriqués dans la CEE ne s'impose, a en effet déclaré un porte-parole de la Commission, mardi 22 décembre, à l'issue d'une réunion du comité vétérinaire qui regroupe des hauts fonctionnaires des pays membres et de la Commission.

Ce comité a estimé que des contrôles effectués sur des échantillons devraient suffire à garantir la qualité sanitaire des fromages. Le dossier a toutefois été transmis à un groupe d'experts et le comité scientifique vétérinaire — autre organisme permanent consultatif de la CEE — se réunira le 30 janvier prochain pour discuter des concentrations admissibles de *Listeria* dans l'ensemble des denrées alimentaires. — (AFP.)

## SPORTS

### Deux mois de prison ferme pour avoir frappé un arbitre

Le 16 mars 1986, l'avant-centre du club le Portugais de Faugny, José Lopez, quarante ans, recevait un carton rouge pour brutalité au cours d'un match. Contestant cette décision, il donnait alors un violent coup de pied dans un mollet de l'arbitre. Aussitôt hospitalisé, celui-ci se voyait prescrire un arrêt de travail de vingt-cinq jours.

En première instance, le tribunal correctionnel de Bonneville (Haute-Savoie) avait condamné le joueur agressif à une amende de 1 600 francs. Le 17 décembre, la cour d'appel de Chambéry a condamné José Lopez à six mois de prison, dont quatre avec sursis, et à 8 000 francs de dommages-intérêts. Le footballeur agressif avait jusqu'au 23 décembre pour se pourvoir en cassation.

● **HOCKEY SUR GLACE** : championnat de France. — La dix-huitième journée du championnat de France, le 22 décembre, a donné les résultats suivants : « Français Volants » b. Grenoble, 7-3 ; « Villard-Lans » b. Amiens, 7-5 ; « Mont-Blanc » b. Gap, 4-3 ; Rouen b. « Chamoni » 4-3 ; « Briançon » b. Tours, 5-2.

● **SKI ALPIN** : Coupe du monde. — Les slaloms parallèles disputés le 22 décembre, à Bormio (Italie), ont été gagnés par les hommes par le Suisse Pirmin Zurbriggen et chez les femmes par la Suisse Brigette Oertli.

## RELIGIONS

### Vingt ans après « Populorum Progressio »

### Jean-Paul II annonce une nouvelle encyclique sur la paix et le développement

ROME  
de notre correspondant

Plus de vingt ans après *Populorum Progressio* de Paul VI, Jean-Paul II a annoncé, mardi 22 décembre, la prochaine publication d'une nouvelle encyclique sur la paix et le développement. Le pape a réservé la primauté de cette nouvelle aux cardinaux, prêtres et fonctionnaires de la Curie romaine qu'il recevait à l'occasion du traditionnel échange de vœux de Noël.

Conformément à une tradition vaticane bien établie, l'annonce est venue à la fin d'un long discours quelque peu abstrait sur la « dimension mariale » de la Curie. La nouvelle encyclique, a dit le pape, est destinée à commémorer le vingtième anniversaire de *Populorum Progressio* (1967). Celle-ci « a marqué une étape fondamentale dans la vie contemporaine de l'Eglise ». L'encyclique de Jean-Paul II « abordera les nouvelles questions et répondra aux nouveaux problèmes qui, dans ce domaine, se sont posés à la conscience de l'homme d'aujourd'hui : elle veut être une continuation idéale de *Populorum Progressio* ».

Dans sa nouvelle encyclique, Jean-Paul II développera le « devoir de solidarité », thème qu'il avait déjà évoqué le 1<sup>er</sup> janvier dernier dans un message. Il aborderait

aussi l'endettement désastreux des pays du tiers-monde, question à laquelle le Saint-Siège a consacré en février 1987 un document « technique » de la commission Justice et Paix.

Certains prélats pensent également que le pape cherchera à définir avec précision la frontière entre l'évangélisation et le développement, frontières qui, vue de Rome, semblent parfois confuses dans l'esprit de certains organismes catholiques d'assistance travaillant dans les pays en développement.

Enfin, l'apparition des « nouveaux peuples » dans les pays riches pourrait également être abordée dans la nouvelle encyclique, la septième depuis le début du pontificat, après *Redemptor Hominis* (1979), *Dives in Misericordia* (1980), *Laborum Exercens* (1981), *Sollicitudo Apostolorum* (1985), *Domini et Vivificantem* (1986) et *Redemptoris Mater* (1987).

Outre l'annonce d'une nouvelle encyclique, un autre élément du discours pontifical a beaucoup frappé son auditoire de la curie : Jean-Paul II a amplement cité l'*Homélie Mariologique* prononcée par le patriarche oecuménique Dimitrios lors de sa visite officielle au Vatican au début de décembre. Il n'est pas courant qu'un pape rende un tel hommage au chef d'une Eglise orthodoxe. — (Interim.)

### Un rapport de l'inspection des finances met en cause la gestion de Bioforce-Développement

### Le « grand rêve humanitaire » écorné

LYON  
de notre rédaction régionale

Un rapport, demandé avant l'été par le préfet de région, M. Gilbert Carrère, au ministère des finances et remis quelques jours plus tard — au mois de juillet — met directement en cause les conditions dans lesquelles était géré Bioforce-Développement, cet organisme à vocation humanitaire créé en 1983 par le docteur Charles Mérieux, avec l'aide de la fondation portant son nom, assurant la formation en trois ans de personnels « généralistes » destinés à être envoyés dans les pays en voie de développement. Ce rapport, confidentiel, mais dont le contenu était connu de la plupart des cadres de Bioforce, est à l'origine du départ, pendant l'été, de M. Gérard David, directeur de l'organisme depuis sa fondation, et de son remplacement par un ancien

fonctionnaire de la direction régionale des affaires sociales (DRASS), M. Gilles May-Carle.

Les autorités administratives locales avaient déjà été alertées en 1985 par un rapport de M. May-Carle sur les libertés prises, avec la complicité de l'organisme, par le directeur de Bioforce. Mais le nouvel audit, rédigé au début de l'été à la demande de M. Carrère par M. Michel Soubirillard, inspecteur principal des finances, a fait apparaître des irrégularités graves dans la gestion de cet organisme de formation, financé essentiellement par des particuliers (Etat, région, ASSEDIC). Le montant du surfinancement, obtenu par une surévaluation des dépenses, s'élèverait à 6 millions de francs environ.

Le nouveau directeur de Bioforce, M. May-Carle, en place depuis trois mois, a rédigé un « contre-rapport » — quarante heures de travail avec

l'aide de deux experts-comptables — remis au préfet vendredi 18 décembre, qui établirait que « les comptes ont été entièrement éclaircis ». M. May-Carle, qui accepte volontiers que l'on qualifie de « normalisation juridique et financière » sa mission à la tête de l'institut de formation, précise que son prédécesseur n'a été ni « limogé » ni « licencié ». « Il fallait une personnalité hors du commun comme Gérard David pour réunir tous les partenaires de Bioforce, convaincre des institutions aussi diverses que les collectivités locales ou territoriales, les ministères (éducation, santé, défense, coopération) l'ASSEDIC ou les établissements sanitaires ».

Pour sa part, M. Gérard David ne nie pas les « irrégularités » dans la présentation des comptes faite aux différentes institutions publiques qui finançaient Bioforce-Développement. Mais il explique en substance que cette manière d'opérer lui était imposée par l'irrégularité des versements du Fonds social européen (FSE), autre financeur important de l'organisme de formation.

Quelles que soient les suites, judiciaires ou non, que pourrait connaître ce dossier, le « grand rêve humanitaire » est d'ores et déjà écorné.

GÉRARD CLAVAIROLY.

### Le gène déterminant le sexe de l'embryon humain aurait été isolé

Le sexe d'un embryon est déterminé par la présence, ou l'absence, d'un gène situé sur le chromosome Y, que seuls possèdent les individus du sexe mâle. C'est ce qu'affirment les chercheurs de l'Institut Whitehead de recherche biomédicale de Cambridge (Etats-Unis), dans un article publié par la revue scientifique *Cell*.

Ce gène, baptisé TDF (testis determining factor) détermine la production d'hormones sans lesquelles l'œuf fécondé donne nécessairement un embryon femelle.

Pour mener à bien ses travaux, le professeur David Page a étudié soixante hommes et femmes atteints d'anomalies génétiques, deux chromosomes X pour les hommes, un chromosome Y pour les femmes. Ces sujets sont stériles, car la fécondité implique la présence de deux chromosomes X chez les femmes, d'un X et un Y chez l'homme.

L'équipe de Cambridge a trouvé que chez ces patients stériles manquait un gène (chez les femmes XY) qui se trouvait présent chez les hommes XX et qui représentait un fragment du chromosome Y.

Le gène ainsi découvert va être à présent implanté dans des embryons de souris femelles (deux chromosomes X) afin de voir s'il induit la naissance de souris mâles.

## DÉFENSE

### M. Hernu propose de sacrifier le missile Hadès au nom de la coopération franco-allemande

L'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, se déclare partisan de « sacrifier » le missile sol-sol préstratégique Hadès au profit du missile air-sol à moyenne portée ASMP, pour prix d'un éventuel accord avec l'Allemagne fédérale sur l'organisation de la sécurité européenne. M. Hernu affiche cette position dans une entrevue avec le mensuel *Défense active* du mois de décembre.

Prêt d'indiquer ce qui l'a le plus gêné lors de son passage au ministère de la défense, M. Hernu considère qu'il s'agit sans doute de « la guerre des boutons entre les trois chefs d'état-major et le chef d'état-major des armées ».

« Il faudrait, ajoute l'ancien ministre, que les chefs d'état-major aient moins de pouvoir. Dès le temps de paix, ils devraient être subordonnés au chef d'état-major des armées, comme en temps de guerre où le chef d'état-major devient chef d'état-major général des armées. Si les armées étaient plus unies dès le temps de paix, il y aurait moins de disparité dans les réactions aux directives du ministre. Il y aurait moins de conflits sur l'emploi des armes nucléaires préstratégiques ».

A ce propos, précisément, M. Hernu exprime son point de vue sur la mise en service du missile sol-sol préstratégique Hadès, en 1992, dans l'armée de terre française. Le missile Hadès doit remplacer l'actuel missile P1000.

« Il faut, explique l'ancien ministre, que les Allemands comprennent que le Hadès n'est pas fait pour tuer, mais pour dissuader. On peut donc discuter des cibles avec eux, d'autant plus que ces cibles sont militaires et non civiles. Je suis même prêt à aller plus loin et à dire que, pour prix de l'accord avec la RFA, on pourrait sacrifier le Hadès pour l'ASMP. Je rappelle que l'ASMP projette ses missiles à

250 kilomètres en avant du nez d'un avion qui peut aller très loin. Le Hadès sur roues tire à 350 kilomètres maximum. L'utiliser même s'il est neutrotonique, c'est accepter la bataille nucléaire ».

C'est la première fois qu'un ancien ministre de la défense propose d'éliminer, de la panoplie française, le missile sol-sol préstratégique Hadès, au profit du missile aéroporté ASMP, qui arme les Mirage-IV, Mirage 2000 de l'armée de l'air, et les Super-Éclair de la marine embarquée.

M. Hernu a évoqué sur ce sujet, le 2 novembre dernier, dans un entretien avec  *Valeurs actuelles*, il avait été plus nuancé. « Des discussions peuvent avoir lieu (avec les Allemands), avait déclaré l'ancien ministre, sur l'emplacement futur des missiles Hadès, qui projettent leurs ogives sur des cibles situées à moins de 350 kilomètres de distance et le Hadès pourrait lancer des projectiles à rayonnements renforcés, c'est-à-dire antimilitaires et non antiviels. Le Hadès pourrait alors faire l'objet de discussions entre la France et l'Allemagne fédérale, non sur la décision, mais sur la cible, donc, sur l'emplacement de tir ».

Il y a quelques années, déjà, en 1979-1980, un ministre de la défense, M. Yves Bourges, avait souligné les risques d'un double emploi entre le Hadès et l'ASMP.

En réalité, le missile Hadès, qui est mobile, porte à des distances entre 80 et 450 kilomètres, et le missile ASMP, qui arme des avions ravitailleurs en vol, donc aptes à des missions plus lointaines, peut parcourir entre 100 et 300 kilomètres selon l'altitude de son largage. Mais, surtout, ces deux systèmes d'armes sont complémentaires : le missile Hadès peut être lancé par tous les temps, et il est difficile à intercepter, quand, dans le même temps, l'ASMP a, pour lui, sa grande « allonge » : il a l'avion même de l'attaque, des conditions atmosphériques et des défenses adverses.

J. I.

### Le Cameroun veut acheter six Mirage-F 1 à la France

Le Cameroun négocie avec la France l'achat de six Mirage-F 1 de défense aérienne. Il deviendra, si le contrat est définitivement conclu, le premier Etat d'Afrique noire, francophone et anglophone, à acquérir un tel appareil.

A l'heure actuelle, la petite armée de l'air camerounaise — elle est forte de trois cent cinquante hommes — est équipée de matériels anciens, d'origine française, américaine ou israélienne. Sa force de combat proprement dite repose sur quelques vieux Fouga-Magister et, depuis un contrat signé en 1981, sur six biplaces Alpha-Jet, qui servent à l'entraînement des pilotes et à des missions d'appui léger au sol. L'Alpha-Jet est une coproduction franco-ouest-allemande, avec, notamment, la participation de la société Dassault-Breguet et de la firme Turboméca.

En portant son choix sur le Mirage-F1, le Cameroun a opté pour un intercepteur bisonique de défense aérienne. A l'exception du

Nigeria, qui dispose déjà d'avions modernes comme le Mig-21 soviétique, le Jaguar franco-britannique et l'Alpha-Jet, aucun Etat riverain du Cameroun n'est en mesure d'aligner une force aérienne sophistiquée qui pourrait résister d'être contrée par des Mirage-F1.

Sur le continent africain, le Maroc est le seul pays à posséder des Mirage-F1 au sein d'escadrons opérationnels, si l'on exclut la Libye dont les avions de ce même modèle, insuffisamment entretenus et mal ravitaillés en pièces détachées, ne sont pas en état d'exécuter des missions de combat. Le Maroc est, de surcroît, en pourparlers avec la France pour l'acquisition d'une vingtaine de Mirage 2000, le dernier-né de la société Dassault. Mais des considérations financières, liées au manque de trésorerie du Maroc, et une vive concurrence avec le F-16 américain retardent la conclusion d'un accord avec Paris.

### Au conseil des ministres

### Le général François Gérin-Roze obtient sa cinquième étoile

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mardi 22 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRRE** — Sont élevés au rang et à l'appellation de : général d'armée, le général de corps d'armée François Gérin-Roze ; général de corps d'armée, le général de division Daniel Valéry.

Sont promus : général de division, le général de brigade Mary-Jean Voinot ; général de brigade, les colonels Michel Lavadrine, Jacques de Belenot, Guy Vezio et Jean-Gabriel Collignon.

Est nommé : directeur des centres d'expérimentations nucléaires, le général de division Bernard Gillès.

● **MARINE** — Sont nommés : commandant la zone maritime de l'océan Indien, le contre-amiral Guy Labouerie ; sous-chef d'état-major « logistique », à l'état-major de la marine, le contre-amiral Félix Pelletier.

● **AIR** — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne René Robault ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel

Max Auzat ; général de brigade aérienne, les colonels Jean-Philippe Douin et Claude Stengel.

Est nommé : chef du cabinet du chef d'état-major des armées, le général de brigade aérienne Jean-Marie Monti.

● **ARMEMENT** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Pons ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Nicolas du Pré de Saint-Maur, Jacques Delgendre, Michel Alix, Georges Durand et Jean-Pierre Duranton.

Est nommé : chef du groupe « études et relations internationales » du service technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de deuxième classe Marcel Semeria.

● **SERVICE DE SANTÉ** — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Claude Vaillant ; médecin général, les médecins chefs Gérard Lagay, Jean Gravelle, Henri-Claude Guenon et André Larue ; pharmacien chimiste général, le pharmacien chimiste chef Jean-Marie Schmit.



سكنا من الاصل

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi soir dimanche-matin. Signification des symboles : > Signifié dans le Monde radio-télévision ; □ Film à vision ; ○ Ou peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mercredi 23 décembre

TF 1

**TROUVER UN PARAPLUIE UN SOIR D'ORAGE?**

**DRUGSTORES PUBLICIS**

Champs-Élysées-Matignon-St-Germain-des-Près

De 9 h à 2 h, 7 JOURS SUR 7

20.45 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Anthony Delon, Luc Chastol, Vanessa Paradis. Avec : Eric Morena, Paul McCartney, Michel Leeb, L'Affaire Louis Trio, Kazero, Major Tom, Félix Howard. 22.30 Feuilleton : L'île. De François Leterrier, d'après l'œuvre de Robert Merle. Avec Bruno Cramer, Martin Lamotte (4<sup>e</sup> épisode). 23.30 Journal. 23.35 La Boîte à M. 23.40 Musique : Noces d'été. Le val de Ravel, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Serge Baudo.

A 2

**DES FRUITS DE MER APRÈS LA DERNIÈRE SÉANCE?**

**DRUGSTORES PUBLICIS**

Matignon - St-Germain-des-Près

De 9 h à 2 h, 7 JOURS SUR 7

20.30 Variétés : La grande échelle. Une nuit à l'école de danse de l'Opéra, avec toute l'école de danse (110 élèves) dans des extraits de ballets et Sylvie Guillem, Patrick Dupond, Nicole Pantaleo, Eric Va Au, Yves Montand, Serge Lama, Nicole Croisille, la pianiste Emile Naoumoff, l'accordeoniste Aimable, le violoniste Ivry Gitlis, Gilles Vigneault, Alexandre Lagoya. Document : Claude Besy dansant avec Gene Kelly, l'Orchestre philharmonique de Berlin avec Herbert von Karajan, extraits de Fantasia de Walt Disney, Karen Avery, 23.30 Informations de mode : Des robes et des robes. 0.10 Informations : 24 heures sur 24. 0.40 Opéra comique : Robinson Crusoé. Opéra-comique en deux actes de Jacques Offenbach, par l'Orchestre et les chœurs de l'Opéra de Paris, dir. Michel Tabachnik (retransmis en simultané sur France-Musique).

FR 3

20.30 Théâtre : La seconde surprise de l'annuaire. Comédie en trois actes de Marivaux, mise en scène, par Jean-Pierre Miquel : Avec José-Marie Flotats, Ludmila Mikail, Gérard Giroudon, Nathalie Epron. 22.25 Journal. 22.50 Magazine : Océaniques. Feilini, de Gianfranco Angelucci. 23.45 Film d'animation : Pas de deux. 0.00 Musique, musique. Fugues pour orchestre à cordes, de Bach, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart.

CANAL PLUS

21.00 Chiffres : Centre toute attente. □ Film américain de Taylor Hackford (1983). Avec Rachel Ward, Jeff Bridges, James Woods, Alex Karras, Jean Guesen, Richard Widmark. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Basket : URSS-France. Match de qualification pour les championnats d'Europe. 0.30 Cinéma : Le schisme. Film franco-espagnol de Youssef Chahine (1986). Avec Dalida, Mohamed Mokeddès, Maher Ibrahim, Cheyenne, Hardy Ahoud. 2.15 Série : Supersnake.

LA 5

20.30 Variétés : Collaborechew. Émission présentée par Sébastien Collard. 21.45 Série : La loi de Los Angeles. 22.35 Série : Arabesque. 23.25 Série : Le regard. 0.30 Au cœur du temps. 1.20 Back Rogers. 2.10 K 2000.

M 6

20.30 Feuilleton : Les passions de Clémence. De José Dayan. Avec Cécile Poill, Jacques Serret (5<sup>e</sup> épisode). 21.00 Série : Falcon Crest. 21.50 Magazine : Livre et change. De Michel Polac. Thème : C'est la faute aux profs. Sont invités Roger-Henri Guenad (« C'est la faute aux profs »), Claude Klotz (« Je ne veux plus aller à l'école »), Pierre Juhan. 23.05 Série : Météo. 23.35 Journal et météo. 23.45 Magazine : Club 6. De Pierre Boucquier. Spécial fête. 0.30 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. L'image de l'Afrique aux Antilles. 21.30 Correspondances. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Blaise Cendrars. 22.40 Naïfs magiques. Au fil de l'eau (2<sup>e</sup> partie). 0.05 De jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 décembre 1987, à l'Auditorium des Halles). Sinfonia in ré majeur de W.F. Bach ; Concerto pour clavier et orchestre en ré majeur, op. 1 n° 6, de J.-C. Bach ; Symphonie n° 3 en sol majeur, de Haydn ; Rondeau en ut mineur, Wq 59, de C.P.E. Bach ; Concerto pour piano, alto et orchestre en mi-bémol majeur, de J.-C.-F. Bach ; Sinfonia in ré majeur, Wq 183/1, de C.P.E. Bach, par le Concerto Köln (Andreas Staier, clavier et piano-forte ; Hajo Bass, alto). 22.30 Cycle symphonique. Une danse macabre, de Liszt. 23.07 Jazz club. René Urtreger (piano). Nils Henning Orsted-Pedersen (contrebasse), Christian Escoudé (guitare), André Cocorelli (batterie), au centre culturel des Uls. Le 21 mars 1987. 0.40 Concert, (retransmis en simultané sur Antenne 2). Robinson Crusoe, opéra comique en deux actes et cinq tableaux, d'Offenbach, par l'Orchestre de l'Opéra-Comique, dir. Michel Tabachnik.

### Jeudi 24 décembre

TF 1

14.30 Dorothea Noël. Goldorak : Punky Brewster : Pas de pitié pour les croissants. 15.50 Quartet à Vincennes. 16.05 Série : Fame. Kansas c'est fini. 16.30 Feuilleton : L'Australienne. D'après le roman de Nancy Cato (3<sup>e</sup> épisode). 18.00 Flash d'informations. 18.05 Série : Mammie. Sépulture pour un clown. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Variétés : Enfants de tous pays. Émission animée par Enrico Macias, qui interprète une dizaine de ses succès. Il est entouré de cent quarante enfants habillés en costumes de leur pays (Inde, États-Unis, Éthiopie, Liban, URSS, Algérie, Israël, Brésil, Chine, Pologne et France). 22.30 Variétés : Show Henri Salvador. Spectacle enregistré à Bercy en 1987. 23.45 Messe de minuit. En direct de l'église de La Navivière à Bethléem. 1.15 Concert. Messe en si mineur, de Bach (enregistrée à la cathédrale Saint-Sauveur au festival d'Albi-Provence 1985) par l'Ensemble instrumental de la Chapelle royale, dir. Philippe Herreweghe.

A 2

13.45 Série : Cinéma-stripe. Soir de fête. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Récor A 2 à Marrakech, prouesses et choc. Le vol du dragon : Petite merveille ; Monstres et merveilles ; La Panthère rose ; Stockie ; Variétés : Les Avions, Chantal Gallia, Sabine Pastrel. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Série : L'homme qui valait trois milliards. Trafic radiocinéma. 17.50 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Douchka, Johnny Hallyday, Mick Jagger, Les Avions. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée. Un anniversaire ensoleillé. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy. Cœur de Pierre. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Le petit lord Fauntleroy. □ Film anglais de Jack Gold (1980). Avec Ricky Schroeder, Alec Guinness, Eric Porter, Colin Blakely, Connie Booth. Un petit garçon, pauvrement élevé, transforme l'existence égoïste de son grand-père paternel aristocrate, dont il est l'unique héritier. Merveille, charité paternaliste, camouflage social de l'époque victorienne et un insupportable petit cabot. 22.10 Variétés : Noël à New-York. Émission présentée par Line Renaud en direct du plus grand music-hall du monde : le Radio City Music-Hall. Avec Les Rockettes, les patineurs Peggy Fleming et Robin Cousins, et Line Renaud, qui interprète les plus beaux chants de Noël. 23.15 Le soir. Un journaliste qui bafouille, se décore qui s'écroule, un invité qui s'engage avec la présentation, tout les ratés, tous rires et paniers de son auxquels vous avez échappé pendant l'année télévisée ! 23.55 Messe de minuit. En direct de Rome et en caravane, messe célébrée par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II.

FR 3

14.00 Magazine : La vie à plein temps. Présenté par Gérard Morel. 14.30 Documentaire : Histoire de France. D'Arthur Conte. Nostradamus. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Variétés : La petite histoire de Noël. 16.00 Série : Laurel et Hardy. 16.15 Court métrage : Les galettes de l'enfance. 16.35 Dessin animé : Noël des ours. 16.45 Documentaire : Zoom zoota. Chez les Mayas de

Mexique, Isabelle au Pays des quatre soleils. 17.15 Jeu : Accusé pour l'aventure. 17.20 Dessin animé : Belle et Sébastien. 17.45 Feuilleton : Cédric, ou les mémoires d'un fils. D'après la comédie de Ségur (3<sup>e</sup> épisode). 18.00 Conte de Grimm. Le poison d'or. 18.15 Feuilleton : Studio folles. Les femmes toujours les femmes. 18.45 Feuilleton : La vengeance d'une sorcière russe. De Jean-Christophe Averty, d'après le Doyennet Rousseau (4<sup>e</sup> épisode). 19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.07 à 19.30 actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. L'usine du foie. 20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice. 20.30 INC. 20.35 Variétés : Nous sommes tous des Pères Noël. Émission présentée par Jane Manson et Vincent Perrot, en direct du chapiteau Pinder à Paris. Avec Sheila, Gilbert Montagné, Rait, Douchka, Simon et les Modanini, Denis Twist, Nicole Croisille, Pierre Perret. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : L'homme de Rio. ■ Film français de Philippe de Broca (1963). Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Dorléac, Jean Servais, Milton Ribeiro, Adolfo Celi. Un soldat en permission s'en va jusqu'en Brésil pour délivrer sa fiancée. Dans l'esprit des bandes dessinées d'Hergé, le grand film d'aventures et d'humour des années 60 en France. 0.20 Film d'animation : Hoppy pop. 0.25 Musique, musique. Passacaglia, de Haendel, par Izak Perlman, violon, et Fischer Zukerman, piano.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : La forêt d'émigration. ■ Film américain de John Boorman (1985). Avec Powers Boothe, Meg Foster, William Rodriguez, Charley Boorman. 15.50 Cinéma : 37° le matin. □ Film français de Jacques Besnais (1986). Avec Jean-Hugues Anglade, Béatrice Dalle, Gérard Darmon, Consuelo de Havilland. 17.45 Série : Supersnake. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Zippo. 18.25 Dessin animé : Le prof. 18.26 Top 50. 18.55 Starquest. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Théâtre : Sans les étoiles de New-York. La rencontre d'une étoile de clochette et d'une travailleuse sociale qui a décidé de vivre dans la rue. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Attention ! On va s'ticher. □ Film italien de Marcello Fondato (1973). Avec Bud Spencer, Terence Hill, Donald Pleasence. Un routier et un mécanicien automobile gagnent un buggy à une course de stock-cars. Des gangsters le démolissent. Il se bagarrent, là, c'est franchement minable. Le tandem des « Trinita » n'a fait rien qu'en Italie, on se demande d'ailleurs pourquoi. 23.50 Cinéma : Legend. ■ Film anglo-américain de Ridley Scott (1985). Avec Tom Cruise, Mia Sara, Tommy Curry (voix). 1.20 Variétés : Backin' Strain. 2.10 Série : Les épiques de la.

LA 5

13.30 Dessin animé : Oliver Twist. 15.05 Série : Laurel et Hardy. Les rois de la gaffe. 15.35 Dessin animé : Les Schtroumpfs. Le merveilleux Noël des Schtroumpfs. 16.00 Série : Happy days. Joyeux Noël. 16.30 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 18.10 Série : Wonder woman. Mon idole disparaît. 19.00 La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.30 Boulevard Boulevard. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Astérix le Gaulois. ■ Dessin animé français de René Goscinny et Albert Uderzo (1967). En 50 ans Jésus-Christ, des habitants

d'un village gaulois résistent à l'occupation romaine. Astérix, prisonnier, est sommé de préparer la potion magique. Premier essai - un brailleur - de transposition des célèbres bandes dessinées en cinéma d'animation. 22.05 Série : Laurel et Hardy. Les rois de la gaffe (rediff.). 22.35 Cinéma : Un père au pensionnat. ■ Film américain de Norman Taurog (1955). Avec Dean Martin, Jerry Lewis, D. Lynn, Nina Foch, Raymond Burr. Un apprenti coiffeur un peu naïf, poursuivi par un gangster déguisé en petit garçon pour prendre le train, se réfugie dans un pensionnat de jeunes filles. Comique désopilant et sous-entendus. Une réussite du tandem Martin-Lewis. 0.20 Série : K 2000. Goliath (rediff.).

M 6

14.15 Feuilleton : Les aventures du baron Trenck. 15.15 Variétés : Châteaux d'amour, chansons toujours. Invité : Laurent Voulry. 15.45 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Doktor. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. 19.05 Série : Cher oncle Bill. 19.30 Série : Hawaii police d'Etat. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Variétés : M 6 en scène. Avec les frères Nacachi, Elsa, le groupe Images, François Feldman, Sabine Guerin, Jean-Louis Murat, Patricia Kaza, Marc Lavoine, A Cas' des Garçons, Emmanuelle, Martin Desrêre, Phil Barney, Yanna Katsoulas. L'Affaire Louis Tiro, Marie Myrian, Jean-Louis Aubert, Vanessa Paradis, Grizelda de Michele. 22.00 Série : Poigne de fer et séduction. 22.30 Journal et Météo. 22.40 Cinéma : Chan-

sons sous la pluie. ■ Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1952). Avec Gene Kelly, Cyd Charisse, Debbie Reynolds. Évocateur nostalgique et parodique de la fin du cinéma musical et des débuts du parlant, comédie musicale dont le scénario n'est plus à faire. 0.20 Les lettres de mon moulin. D'après Alphonse Daudet. Divertissement musical, où alternent séquences dansées et séquences chantées. Le secret de Maître Cornille : Le sous-préfet aux champs : L'éclair du révérend père Gaucher : Les trois messes basses : La diligence de Beauchère. L.35 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les héros de notre enfance. Des personnalités se souviennent des héros de leur enfance. 22.40 Naïfs magiques. Au fil de l'eau (3<sup>e</sup> partie). 0.00 Messe de minuit. En direct de Notre-Dame, célébrée par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

De 20.00 à 2.00 Noël sur France-Musique. En direct de Saint-Martin-de-Méjan. Avec Jacques Herli, Claude Hermann, Augustin Dumay, l'Ensemble Jaquein, Les Sapeurs-boutiers de Toulouse, Agnès Mellon, René Jacobs, Mikhail Rudy, Christian Ivall, Pierre Amoyal, Françoise Pollet, Émile de Schubert, Gounod, Catalani, Falla, Haendel, Grieg, Brahms, Beethoven, Chausson, Gerstwin, Debussy, Ravel, Bach, Schütz, Gabrielli, Carissimi.

## POLAC: droit de se taire...

par Frank TENAILLE

Michel Polac repart en guerre. En guise de 22 long rifle, un livre explosif de 200 pages, conçu avec son complice Frank Tenaille.

Jérôme Garcin/L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

ROBERT LAFFONT / K. KIAN

### Résultats en hausse pour Europe 1-Communication

Le résultat net d'Europe 1-Communication a plus que doublé d'une année sur l'autre, atteignant 29 553 000 francs au 30 septembre 1987, contre 12 074 000 francs auparavant. Le résultat consolidé provisoire s'élève, lui, à 56 500 000 francs contre 20 470 000 francs.

Le conseil d'administration, réuni le 22 décembre, a donc décidé de proposer à l'assemblée générale qui se tiendra le 14 mars prochain de distribuer un dividende de 6 francs par action, alors que, l'an dernier, Europe 1 avait décidé de ne pas en verser.

### Audience TV du 22 décembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	41,8	Santa Barbara	Actual. rég.	Actual. rég.	Nulle part	Porte magiques	Dessin animé
19 h 45	46,8	Notre fortune	Maguy	Actual. rég.	Nulle part	Bel Boulevard	La petite maison
20 h 18	58,5	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	La petite maison
20 h 55	63,5	Polaco	Moi vaudrai un	Flippo	La Marginal	L'Étranger	Éco-man
22 h 05	63,0	Polaco	Cad Joss	Flippo	La Marginal	L'Étranger	Poigne de fer
22 h 44	39,0	L'Épi	Cad Joss	Yves Avey	Fort Écrasée	Poigne de fer	Les Armées

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840

Cartes de visite  
Invitations  
Papiers de haute qualité  
le prestige de la gravure  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.36.45

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**  
au Monde et à ses publications  
3615 TAPEZ LEMONDE puis ABO

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Payer moins d'impôts en épargnant?

**SICAV et FCP des Banques Populaires**

**BANQUE POPULAIRE**

Quand tout va mal, rappelez-vous toujours que tout va bien.

VIDEO CASSETTES SKC - MS - 22H40 - SKC











سكنا من الاحل

# Economie

## La déclaration des principaux pays industrialisés

### Les Sept se prononcent contre une nouvelle baisse du dollar

#### SOMMAIRE

■ Après l'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain voté par le Congrès, les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés ont publié un communiqué commun dans lequel ils réaffirment la nécessité de coordonner leurs efforts pour maintenir le dollar à son niveau (*lire ci-contre*).

■ Cet appel à la concertation est repris par l'OCDE qui publie ses *Perspectives économiques*. Seul un sursaut international peut éviter les risques de récession, affirme l'organisation internationale (*lire page 25*).

■ Le chômage a baissé de 1 % en France à la fin du mois de novembre. C'est la troisième baisse consécutive qui est enregistrée (*lire ci-dessous*).

■ Le lancement du plus grand paquebot de croisière a été effectué à Saint-Nazaire, dont les chantiers navals ont reçu commande d'un autre paquebot géant (*lire page 25*).

Immédiatement après la signature par le président américain, M. Ronald Reagan, du projet de loi de finances pour 1988 qui prévoit une réduction du déficit budgétaire de 30,2 milliards de dollars, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, RFA, Canada, Grande-Bretagne, France et Italie) ont rendu public, le mercredi 23 décembre, une déclaration commune destinée à ramener le calme sur les marchés financiers.

Bien que réaffirmant les « principaux objectifs » définis dans l'accord du Louvre du 22 février dernier, le texte, préparé par téléphone entre les différents capi-

tales, se distingue du communiqué publié à l'issue de la réunion de Paris. Sur le plan monétaire, les Sept ne parlent plus d'une stabilisation des taux de change à l'intérieur de « zones de référence », mais estiment qu'« une fluctuation excessive des taux de change, une baisse supplémentaire du dollar, ou une hausse du dollar à un niveau tel que le processus d'ajustement serait entravé, pourraient être contre-productives ».

En matière de politiques économiques, tout en préconisant pour 1988 une poursuite « des efforts de coordination » entre les Sept, le communiqué ne fixe aucun engagement nouveau aux grands pays en dés-

équilibre. Le texte principal est accompagné d'une annexe dans laquelle les Sept accordent à chacun des pays un satisfecit pour les mesures prises au cours des dernières semaines.

La publication de ce document commun ne justifie plus une réunion formelle du G-7, a indiqué, dès mercredi, le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa. Les marchés des changes, très peu actifs à l'avant-veille de Noël, ont réagi sans enthousiasme à cet accord, attendu depuis près de deux mois. En Asie comme en Europe, le dollar était hésitant ce mercredi 23 décembre dans la matinée.

### Le texte du communiqué

Voici le texte du communiqué du groupe des sept :

1) Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés ont procédé ces dernières semaines à des consultations étroites sur leurs politiques et leurs perspectives économiques, à la lumière de l'évolution des marchés financiers. Ils ont réaffirmé leur conviction que les principaux objectifs et les principales orientations de politique économique convenus dans l'accord du Louvre restent valables et fournissent le cadre d'une évolution positive de l'économie mondiale. Ils poursuivront en 1988 leurs efforts de coordination des politiques économiques, selon le dispositif approuvé au sommet de Venise.

2) Les ministres et les gouverneurs ont à nouveau souligné la nécessité de corriger les principaux déséquilibres externes de l'économie

mondiale. Les politiques qui ont été mises en œuvre cette année produisent progressivement les effets recherchés. En particulier, la configuration de la demande interne et de la production aux Etats-Unis, au Japon et en RFA a évolué dans un sens qui favorise l'ajustement externe, et les déséquilibres commerciaux de ces trois pays diminuent en volume. La plus grande stabilité des taux de change observée durant la majeure partie de l'année écoulée, à la suite des modifications substantielles intervenues auparavant, a contribué à cet ajustement.

Cependant, les mouvements accentués de taux de change au cours des dernières semaines soulignent la nécessité d'améliorer les données économiques fondamentales et de poursuivre la coopération en matière de politique économique.

3) Les développements intervenus sur les marchés boursiers depuis la mi-octobre peuvent avoir des effets défavorables sur les perspectives de croissance économique dans les pays industrialisés pris globalement. Les ministres et les gouverneurs estiment cependant qu'avec des politiques économiques saines et une coordination efficace le taux de croissance de l'économie mondiale devrait être substantiel. A cette fin, ils sont convenus de la nécessité de mener dans leurs pays des politiques visant à renforcer une croissance non inflationniste.

4) En conséquence, les ministres et les gouverneurs sont convenus d'intensifier leurs efforts de coordination des politiques économiques. Cette action commune vise à la réduction des déséquilibres externes. En particulier, les Etats-Unis ont engagé la procédure législative devant aboutir à la mise en œuvre de

l'accord conclu entre le président et les responsables des deux partis au Congrès sur un programme biennal d'économies budgétaires supplémentaires (...). Le Japon a mis en œuvre un important programme de stimulation de la demande intérieure et veillera à ce que dans le budget 1988 les dépenses de travaux publics ne soient pas inférieures à celles du budget 1987, y compris le budget supplémentaire de juillet. La RFA complète l'augmentation déjà annoncée des réductions d'impôts de 1988 par de nouvelles mesures d'accroissement de l'investissement, et elle ne cherchera pas à compenser les pertes de recettes budgétaires qu'entraîneront les événements récents. Ont été également opérées des réductions coordonnées des taux d'intérêt en Europe : elles devraient contribuer à la progression de la demande interne et à la réduction des déséquilibres commerciaux.

5) Les ministres et les gouverneurs estiment que les récentes décisions de politique monétaire et les réductions de taux d'intérêt dans certains pays étaient appropriées et contribueront à restaurer la stabilité des marchés financiers (...).

6) Les ministres et les gouverneurs ont résolu d'écarter les mesures protectionnistes comme moyen de faire face aux déséquilibres actuels (...).

7) Les ministres et les gouverneurs considèrent que la réduction des déséquilibres du commerce

mondial exige la coopération active d'autres pays, particulièrement des pays à surplus. Ils ont exprimé, en particulier, leur profonde préoccupation devant le fait que quelques pays nouvellement industrialisés n'aient pu adopter les mesures nécessaires à la réduction de leurs excédents commerciaux (...). Ils ont appelé les pays nouvellement industrialisés à mettre en œuvre, de toute urgence, des politiques commerciales et de change qui faciliteront la réduction d'excédents commerciaux excessifs et permettront à leurs monnaies de refléter intégralement la forte compétitivité de leurs économies.

8) Les ministres et les gouverneurs sont convenus qu'une fluctuation excessive des taux de change, une baisse supplémentaire du dollar ou une hausse du dollar à un niveau tel que le processus d'ajustement serait entravé pourraient être « contre-productives », car elles déstabiliseraient les perspectives de croissance de l'économie mondiale. Ils ont souligné à nouveau leur intérêt commun pour des taux de change plus stables entre leurs monnaies, et sont convenus de continuer à coopérer étroitement dans la surveillance et la mise en œuvre de politiques visant à améliorer les données économiques fondamentales, de manière à favoriser la stabilité des taux de change. En outre, ils sont convenus de coopérer étroitement sur les marchés des changes (...).

#### REPÈRES

##### Commandes de produits durables

##### Recul aux Etats-Unis

Selon le département du commerce américain, les commandes de produits durables, censées préfigurer l'activité de l'industrie aux Etats-Unis, ont augmenté de 0,03 % en novembre, après une hausse de 1,8 % en octobre. Le freinage s'explique en partie par une chute des commandes d'équipement militaire, qui ont baissé de 3,7 %. Réduites aux matériels civils, les commandes auraient augmenté de 0,4 % le mois dernier. Conséquence probable de l'effondrement de Wall Street : les commandes de biens d'équipement civil, qui reflètent les plans d'investissement des entreprises, ont reculé de 0,4 % en novembre.

##### Salaire horaire

##### + 0,8 % au troisième trimestre

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales et de l'emploi, le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,8 % au cours du troisième trimestre 1987, et non de 0,7 % comme l'indiquaient les résultats provisoires (le Monde du 20 novembre). La hausse avait été de 0,7 % au troisième trimestre 1986. Le taux de salaire horaire ouvrier avait augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre et de 1 % au premier. Sur les douze derniers mois, d'octobre 1986 à octobre 1987, indique le ministère, les prix ont augmenté en glissement de 3,2 %, le SMIC de 3,4 % et les salaires horaires ouvriers de 3,3 %.

#### SOCIAL

### Nouvelle baisse (- 1 %) du chômage en novembre

Le chômage a encore baissé en novembre selon les statistiques officielles publiées le 22 décembre par le ministère des affaires sociales et de l'emploi. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi s'établissait à 2546 400, en recul de 25 300 par rapport à octobre. En données brutes,

l'ANPE comptait 2 670 400 chômeurs inscrits, soit 26 800 de moins en un mois. Dans les deux cas, la baisse en pourcentage est identique : 1 % depuis le mois d'octobre, 0,1 % depuis novembre 1986. Comme l'an passé, le taux de chômage comparé à la population active s'élève à 10,4 % après être monté jusqu'à 10,8 % en mars dernier.

### Le développement de l'emploi précaire

La diminution du chômage en novembre confirme une tendance très nette qui se développe depuis la fin de l'été et était déjà sensible au début du printemps. Grâce à l'action entreprise par le biais du traitement social du chômage essentiellement, le nombre record de chômeurs atteint en mars 1987 (2 675 900 en données corrigées) a été réduit de 129 500. M. Philippe Séguin, qui s'était fixé cet objectif pour mars 1988, a d'ores et déjà tenu son contrat. A ce rythme, il devrait pouvoir revenir aux chiffres de mars 1986 (2 467 600) dont il hérite en arrivant au ministère des affaires sociales et de l'emploi. Un résultat qui semblait inaccessible il y a peu encore.

Cette réussite doit toutefois être regardée de plus près. En effet, selon les données définitives de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, rendue, publiées simultanément, les effectifs salariés ont diminué de 0,2 % au troisième trimestre et augmenté de 0,2 % sur les douze derniers mois. Timide ou incertain, selon les analyses, le mouvement de création d'emplois s'accompagne pas de toute manière l'évolution positive du chômage. Cela est d'autant plus préoccupant que, dans le total des emplois salariés, est comptabilisée la croissance impressionnante du nom-

bre de stagiaires SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) faiblement rémunérés et exonérés de toute charge sociale.

#### Un marché perturbé

L'emploi précaire se développe et devient la règle d'embauche pour les jeunes et pour les chômeurs de plus longue durée. A fin novembre, 51,2 % des inscriptions au chômage se font à l'issue d'un contrat à durée déterminée ou d'une mission d'intérim. Le travail temporaire d'ailleurs connaît une phase d'expansion exceptionnelle que les professionnels du secteur reconnaissent volontiers.

Entre les stages, le recours à des dispositifs d'insertion de formation et, sans doute, le maintien dans le système scolaire, les flux d'entrée et de sortie du chômage ne reflètent plus tout à fait l'état du marché. Hormis les contrats d'adaptation victimes de la réduction des taux d'exonération, toutes les formules dérivées de la politique de l'emploi produisent des effets jusqu'ici inconnus, notamment les opérations en faveur des chômeurs de longue durée et celles destinées aux jeunes. Le chômage des moins de vingt-cinq ans diminue de 11,8 % pour les hommes et de 7,6 % pour les femmes en un an, alors que le passif

s'alourdit pour les autres (plus 8,5 % pour les femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans).

Le nombre des nouveaux inscrits à l'ANPE a certes reculé de 1,8 % en un an (332 800 en novembre en données corrigées). Celui des personnes qui ont quitté le chômage a par contre progressé de 6,3 % en un an (372 700). Mais cela provient, pour partie, des envois en stage (plus 34 % en un an), des arrêts de la recherche d'emploi (plus 117,2 % en un an) et de la baisse des premières inscriptions (moins 0,7 % en un an) en vigueur depuis la rentrée scolaire.

Comme les précédents, le bon indice de novembre a pour contrepartie la détérioration des structures de l'emploi. Une partie de la population active vit en dehors du chômage ou est peu touchée. Une autre partie, vouée aux postes intermittents, passe par les dispositifs de soutien et revient à l'ANPE. A terme, ceux-ci deviennent malgré tout chômeurs de longue durée. Il y a actuellement 846 220 personnes qui demandent un travail depuis plus d'un an. L'ancienneté moyenne de présence au chômage est de 350 jours et a augmenté de 23 % en un an. Comme si le traitement social n'avait plus d'effet pour les plus touchés.

ALAIN LEBLAUME

#### Malgré la reprise du travail

### Les syndicats de la Banque de France annoncent de nouvelles actions

A l'issue d'une assemblée générale, quatre syndicats de la Banque de France (autonome, CFDT, CGT et FO) ont décidé, le mardi 22 décembre, deux grèves de vingt-quatre heures, le 31 décembre et 4 janvier. La CFDT, deuxième organisation, ne s'est pas encore prononcée. Parallèlement, ils ont mis certaines limites à la reprise du travail, effective depuis le lundi 21 décembre au siège parisien et dans les comptoirs de province (malgré quelques mouvements partiels à Marseille et à Toulouse). Ils ont ainsi demandé aux salariés de la Banque de « refuser toute heure supplémentaire » (pour rattraper la grève) et « tout travail supplémentaire » (selon eux, ces heures supplémentaires représentent en 1987 30 millions de francs) et « tout travail qui n'est pas le leur habituellement » (par exemple pour renforcer le fichier central des chèques) et « de

mettre en circulation des billets non triés ».

Les quatre syndicats espèrent ainsi maintenir la pression sur la direction de la Banque. Ils ont aussi décidé de « boycotter toutes les instances de concertation tant que le gouverneur n'aura pas ouvert de véritables négociations ». La direction de la Banque considère de fait que la grève du 31 est une rupture avec la tradition - qui veut que l'on considère comme « un point d'honneur » de terminer les écritures annuelles dans les temps.

A Chamalières, la sortie de camions de billets est restée bloquée mardi, indique notre correspondant, mais l'intersyndicale a décidé une reprise du travail avec une action privilégiant la « qualité du travail » et une assemblée générale quotidienne.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### EURAFRANCE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Eurafrance, réunie le 21 décembre 1987, sous la présidence de M. Michel David-Weill :

— a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987 qui font ressortir un bénéfice net comptable de 425,60 millions de francs. Le bénéfice net courant compteable s'élève à 166,70 millions de francs et, hors éléments non récurrents, à 132,96 millions de francs ; ce dernier chiffre est supérieur de 22,7 % au bénéfice net courant de l'exercice précédent qui était de 108,33 millions de francs ;

— a approuvé la distribution d'un dividende, avant avis fiscal, de 29 francs par action ancienne et 14,50 francs par action nouvelle. Le

revenu global revenant à chaque action ancienne ressort à 43,50 francs contre 39 francs au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 11,5 %. Le versement de ce dividende représente une distribution globale de 79,69 millions de francs contre 63,51 millions de francs pour l'exercice 1985/1986 ;

— a autorisé la Société à solliciter ses propres actions dans le cadre de la procédure prévue par l'article 217-2 de la loi du 24-juillet 1966 permettant de régulariser le marché du titre.

Dans son allocution, le président a commenté l'évolution boursière de l'action Eurafiance et souligné l'ampleur du phénomène de « dévotion de holding » dans la baisse récente du titre.

TROP longtemps attendu et anticipée, la déclaration des sept principales puissances industrielles, rendue publique le mercredi 23 décembre, risque de décevoir les marchés financiers. Elle fait pâle figure après la lecture des recommandations contenues dans les « perspectives économiques » de l'OCDE demandant une accélération du processus de coopération des politiques économiques, faute de quoi tout engagement monétaire paraît de peu de portée aux experts du Château de la Muette.

Mais pour les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales qui ont mis la dernière main à leur texte, par téléphone, dans la nuit du 22 au 23 décembre, cette déclaration soulève deux interrogations majeures. La concertation internationale existe et est renforcée de la crise. Elle avait été mise à mal, au point que le relèvement des taux allemands et les petites phrases assénées du secrétaire au Trésor américain, M. James Baker avaient provoqué le krach boursier de 19 octobre et une nouvelle période de turbulences monétaires. Autre élément majeur, le dollar, que les autorités américaines semblaient un moment souhaiter voir baisser encore, doit être stabilisé. Sur ce

point, le communiqué est des plus clairs : « une baisse supplémentaire » de la devise américaine ou une « hausse » mettant en cause le processus d'ajustement en cours serait « contre-productive » pour l'économie mondiale.

Ainsi la coopération monétaire internationale franchit-elle un nouveau pas. En septembre 1985, cinq pays s'étaient entendus pour assurer un atterrissage en douceur et contrôlé du dollar, alors fortement surévalué. En février 1987, les Cinq, rejoints par le Canada et l'Italie en groupe de Sept mentionné en place des « accords du Louvre » pour stabiliser cette même devise américaine. Des « plages de fluctuations » des principales monnaies étaient instaurées servant de référence - secrète - aux Banques centrales pour orchestrer d'éventuelles interventions. Aujourd'hui ces « plages » disparaissent d'un coup, c'est à dire qu'un nouveau type d'entente : l'entente à la chute de quelques 10 % du dollar intervenue depuis les accords du Louvre et, essentiellement, depuis le krach boursier d'octobre et fin, par des clauses non publiques un plancher et un maximum de remonte du billet vert.

Pour l'Europe, cet accord du Louvre-bis représente l'espoir d'une stabilisation des changes alors que la sous-évaluation du dollar constituait une menace pour sa compétitivité. Mais les Sept prennent-ils leurs décisions pour des raisons de tout nouveau engagement en matière de politique économique, assimilable à un « accord d'autosuffisance » qui inciterait les économies à se débarrasser des marchés. Les progrès, réels, enregistrés en 1987 sur la voie d'une correction des grands déséquilibres mondiaux sont restés très lents. Et plus les gouvernements, paralysés par leurs préoccupations politiques internes tarderont à prendre des mesures difficiles plus les risques de nouvelles turbulences graves renaîtront.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur, un titre dans les dernières éditions du Monde du 23 décembre évoquait, page 24, la déclaration des Neuf. Il s'agissait évidemment de la déclaration des Sept (grands pays industrialisés).

#### MONDES EN DEVENIR

##### LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions BERGER-LEVRULT

#### Le Monde

##### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



# Économie

et les perspectives économiques de l'OCDE

## Seul un sursaut international peut écarter les risques d'une récession

Atterrissage en douceur ou en catastrophe... Ce dilemme régulièrement envisagé pour le dollar est en passe de l'être pour la croissance des pays industriels. Pris à contre-pied par le krach boursier du 19 octobre et par les turbulences monétaires des dernières semaines, les experts de l'OCDE se voient contraints, dans leurs dernières Perspectives économiques publiées le mardi 22 décembre, les charmes d'un scénario d'expansion qui entamerait en 1988 sa sixième année.

Ils s'inquiètent de sa médiocrité et, surtout, de sa longévité.

Surpris par la relative vigueur de l'activité économique durant les trois premiers trimestres de 1987, les spécialistes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'apprêtaient à revoir en hausse leurs estimations, lorsqu'il leur a fallu réduire d'un point l'expansion probable des pays de la zone. Un coup d'accrochage révélateur. La progression du produit national brut est désormais évaluée à 2,75 % en 1987 et, dans le meilleur des cas, à 2,25 % l'an pro-

chain, puis 1,75 % en 1989. Le souci majeur des auteurs du rapport n'est plus l'inflation mais l'urgence de donner un nouvel élan à la concertation internationale dont les lenteurs ont alimenté, au fil des mois, la déception, puis la défiance des investisseurs comme des marchés boursiers et monétaires. L'absence d'un tel sursaut renforce l'hypothèse d'une baisse des taux d'intérêt, désastreuse pour les pays industriels et surtout pour les pays en développement, encore plus vulnérables aujourd'hui que lors de l'éclatement de la crise de la dette, à l'été 1982. Elle donnerait surtout une nouvelle acuité aux risques de récession. Ce scénario catastrophe constitue plus une mise en garde qu'une prophétie. Il illustre l'ampleur des déséquilibres qui continuent de miner l'économie mondiale. Leur illustration statistique est connue. Gonflée par les effets de « courbes en J » (1) répétées mais aussi par une demande interne trop dynamique qui a favorisé les importations, le déficit de la balance des comptes des États-Unis ne sera pas en 1987, mais en 1988, aggravé en 1989. Il devrait se situer aux alentours de 156 milliards de dollars, alors que l'excédent japonais pourrait se stabiliser autour de 86 milliards de dollars et celui de la RFA s'accroître encore, pour représenter quelque 44 milliards de dollars.

### La remontée des exportations américaines

Un phénomène qui masque la vive remontée du volume des exportations américaines. L'OCDE estime que, à la fin de 1989, les exportations américaines devraient avoir regagné « l'intégralité des pertes de marché perdues durant la période d'appréciation du dollar » (1982-1985). Parallèlement, les Japonais et les Allemands perdront du terrain. Mais cette évolution, à laquelle les concurrents des États-Unis ont à prendre garde, ne doit pas faire illusion. Favorable à une correction des déséquilibres entre les balances commerciales des trois principaux acteurs de l'économie mondiale, elle ne permet pas de s'attendre à un renversement de la position de premier créancier mondial du Japon ou celle de premier débiteur atteinte par les États-Unis. Ces derniers risquent, à la fin de 1989, d'être confrontés à une dette nette de 600 milliards de dollars. Le seul remède des investisseurs, qui, ces dernières années, ont joué la carte américaine et sont venus financer des déficits croissants, représenterait quelque 55 milliards. L'équivalent du tiers de l'amélioration attendue au titre des échanges de biens et de services.

Cette perspective donne tout son sens à l'inquiétude née de l'accumulation des déficits budgétaires de la première puissance occidentale. Tout en qualifiant de « pas dans la bonne direction » l'accord du Congrès et de la Maison Blanche permettant de réduire de 30 milliards de dollars l'impôt budgétaire 1987-1988, les auteurs du rapport soulignent deux points essentiels : le ralentissement probable de la croissance américaine, évaluée à 2,5 % l'an prochain et à 1,75 % en 1989 (en l'absence d'une nouvelle crise boursière ou monétaire), réduire les recettes fiscales ; en admettant même que le déficit, de 148 milliards en 1986-1987, puisse être limité à quelque 150 milliards au cours des deux exercices suivants, la charge de la dette fédérale continuera de s'alourdir. Elle pourrait, en 1989, tourner autour de 165 milliards de dollars. En d'autres termes, le gouvernement américain devra, s'il veut honorer de telles

échelles, dégager un excédent budgétaire hors paiement d'intérêts.

### Rappel à l'ordre pour la RFA

Un défi de cet ordre ne pourra être relevé qu'au prix d'une plus grande rigueur, dont les conséquences sur l'économie mondiale devront être amorties par des mesures de relance dans les pays qui en ont les moyens. On retrouve là un objectif qui tourne depuis un an au leitmotiv. Mais, si les Japonais bénéficient du satisfait de l'OCDE pour les plans de soutien de la demande interne mis en place au printemps 1987, la RFA fait figure de mauvais élève. Gratifiée d'une croissance de 1,5 % seulement l'an prochain comme en 1987, et d'un maigre 1,25 % en 1989, les Allemands se voient rappelés à l'ordre. Leur programme d'accélération de la réforme fiscale de 1990 est estimé insuffisant, comme est jugée décevante leur politique de déréglementation ou de réduction des subventions. Un verdict publiquement rejeté, le lundi 21 décembre, par Bonn. Mais l'OCDE persiste et signe : « Des mesures macroéconomiques supplémentaires sont nécessaires ».

L'évolution probable de l'inflation incite les experts du château de la Muette à opter pour une telle démarche. Certes, la période de désinflation, qui a marqué l'année 1986 grâce à la triple baisse des cours du pétrole, du dollar et des taux d'intérêt, touche à son terme. Mais la modération des salaires, appelée à progresser un peu moins vite que la productivité, permet d'espérer une stabilisation des prix aux alentours de 3,5 %. A une condition : éviter, de faire renaitre par des politiques monétaires inappropriées les anticipations inflationnistes.

Car telle est l'une des principales conclusions des Perspectives économiques. L'utilisation de l'arme monétaire sera sans effet si elle ne s'appuie pas sur des gestions économiques coordonnées et crédibles. Au cours des onze premiers mois de 1987, les interventions nettes des banques centrales pour stabiliser les monnaies « pourraient avoir dépassé 100 milliards de dollars ». Un rythme insoutenable et dangereux. Il est grand temps, selon les auteurs du rapport, de donner la priorité aux politiques budgétaires et aux réformes de structures.

En attendant de connaître la réponse des principaux intéressés, l'OCDE demeure la croissance s'amoindrit d'année en année, accentuant les retards de l'Europe et remettant en cause les progrès réalisés dans la lutte contre le chômage par l'Amérique du Nord. Si les prévisions de l'OCDE se concrétisent, les créations d'emplois, particulièrement fortes aux États-Unis et au Canada, ne seront plus suffisantes pour diminuer le nombre des sans-emploi. Et le taux moyen de chômage des pays industriels, ramené à 8 % en 1987, recommencera à augmenter. Pour l'Europe, dont la reprise en main de l'inflation constitue l'un des rares sujets de satisfaction durant cinq années de faible expansion, cette perspective pourrait se solder, en 1989, par une remontée du chômage des jeunes et vingt millions de sans-emploi.

(1) Dans un premier temps, la dévaluation d'une monnaie gonfle la valeur des importations. Le dollar n'ayant pratiquement pas cessé de baisser depuis septembre 1985, les « courbes en J » se sont accumulées.

## Les principales prévisions

Taux annuels désinflationnés				
	1986	1987	1988	1989
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente				
<b>PNB en volume</b>				
États-Unis	2,9	2 3/4	2 1/2	1 3/4
Japon	2,4	1 1/2	1 1/2	3
Allemagne	2,5	1 1/2	1 1/2	1 1/4
OCDE Europe	2,7	2 1/4	1 3/4	1 1/2
Total de l'OCDE	2,8	2 3/4	2 1/4	1 3/4
<b>Inflation</b>				
États-Unis	2,6	3	3 1/2	3 3/4
Japon	1,8	1 1/4	1	1 1/2
Allemagne	3,1	2 1/2	1 3/4	1 3/4
Autres pays de l'OCDE	7,7	6 1/2	5 1/2	5 1/4
Total de l'OCDE	3,8	3 1/4	3 1/2	3 1/2
Milliards de dollars				
<b>Balance des opérations courantes</b>				
États-Unis	-141,3	-156	-134	-105
Japon	85,8	86	81	79
Allemagne	37,1	44	41	32
Total de l'OCDE	-22,8	-46	-50	-43
OPEP	-34,0	-7	-6	-4
En pourcentage de la population active				
<b>Chômage</b>				
États-Unis	7,0	6 1/4	6	6 1/2
Japon	2,8	3	3	3 1/4
Allemagne	8,0	8	8 1/4	8 1/2
Europe	10,9	10 3/4	11	11 1/4
Total de l'OCDE	8,3	8	8	8 1/4

Les hypothèses de départ :  
• 1 \$ = 133,6 yen et 1,66 DM.  
• Le pétrole = 18 dollars le baril.

## France : une sombre année 88

« La progression de l'activité connaît un ralentissement marqué jusqu'au premier semestre 1988 et pourrait rester parmi les plus faibles des principaux pays de l'OCDE », écrit l'Organisation du château de la Muette, en conclusion de son analyse de la situation française.

C'est ainsi que l'OCDE prévoit un taux de croissance de 1,5 % pour la France en 1988, après déjà 1,5 % cette année (1). Ce taux serait le plus faible - avec celui de la RFA - des sept grands pays industrialisés - et inférieur de trois quarts de point à la croissance moyenne des pays de l'OCDE.

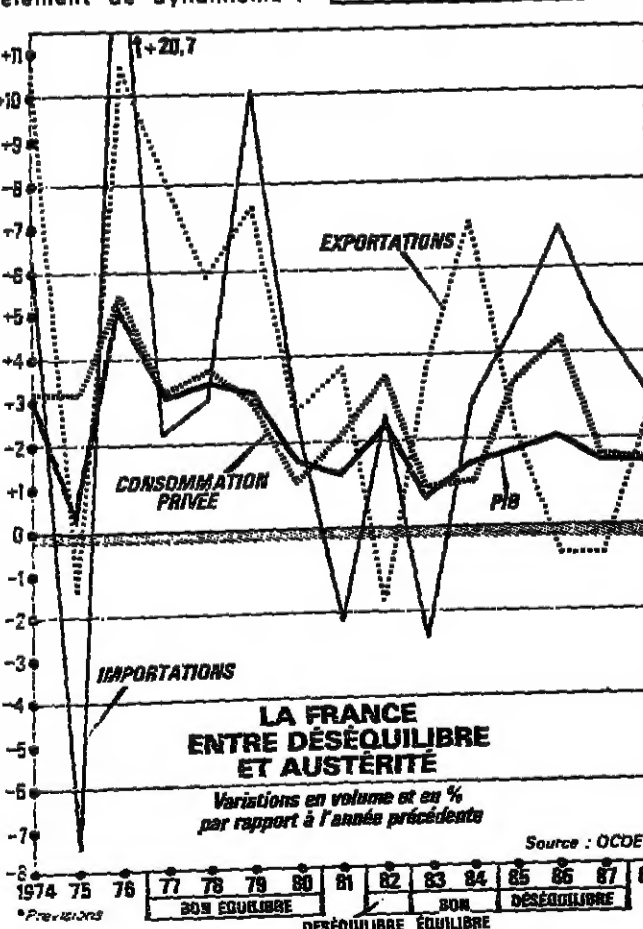
La médiocrité de l'activité aurait des conséquences négatives sur l'emploi : « Les perspectives d'emploi sont peu favorables. Les mesures d'aide aux chômeurs, notamment de longue durée, devraient cependant permettre d'éviter une aggravation du chômage, du moins jusqu'au milieu de 1988 (...). Au total, le taux de chômage pourrait augmenter de plus d'un point (...) pour atteindre 12 % à la fin de 1989 ».

L'OCDE justifie son pessimisme de trois façons : la conjoncture internationale va s'assombrir, la politique économique menée par le gouvernement est « plutôt restrictive » et le cycle de reconstitution des stocks pourrait s'inverser. La consommation privée qui a nettement augmenté au deuxième semestre 1987 (baisse de la TVA sur les automobiles) a entraîné un mouvement rapide de reconstitution des stocks dans le commerce. Mais celui-ci pourrait s'interrompre du fait de la stagnation que l'OCDE prolonge jusqu'en 1989. « Seule la progression toujours soutenue des transferts et des revenus de la propriété et de l'entreprise devraient assurer une augmentation lente, de l'ordre de 1 % en moyenne (sur 1988 et 1989) du revenu disponible réel des ménages (...). On pourrait assister à une nouvelle réduction du taux d'épargne (...). Au total, la demande des ménages pourrait progresser sur une pente inférieure à 1,5 % en volume ».

Si la consommation ne tire plus la croissance, les investissements ne peuvent-ils apporter un élément de dynamisme ?

(1) L'OCDE sous-estime probablement assez sensiblement le taux de croissance de la France en 1987, car, selon les estimations de l'INSEE, doit atteindre 2 %.

	1987	1988
<b>PIB</b>	+1,5%	+1,5%
<b>Importations</b>	+4,7%	+3%
<b>Investissements</b>	+3%	+2,5%
<b>Consommation privée</b>	+1,7%	+1,5%
<b>Exportations</b>	+0,7%	+2,5%



L'économie française évolue constamment entre surchauffe dans le déséquilibre et période de refroidissement. Grosso-modo, pour arriver à une situation relativement satisfaisante, la consommation privée ne doit pas croître plus vite que la production nationale et le solde de nos échanges avec l'étranger (import-export) doit être équilibré. L'expérience prouve bien qu'à chaque fois que la croissance s'accroît un peu en France le rythme des importations croît beaucoup plus vite.

## AFFAIRES

D'ici à 1993

## EDF achètera à Charbonnages de France moins de houille, mais à un prix plus élevé

EDF et Charbonnages de France (CDF) ont signé une nouvelle convention pour cinq ans, qui garantira à l'entreprise minière des débouchés assurés pour la moitié environ de sa production de 1989 jusqu'à la fin de 1993. Cette garantie est vitale pour CDF qui, compte tenu de la qualité des charbons extraits de ses principales mines, notamment en Lorraine, ne peut écouler la majeure partie de sa production que dans les centrales électriques, et subit une double concurrence : celle du charbon importé - moins cher que la houille française - et celle du nucléaire qui réduit ses débouchés dans l'Hexagone.

La première convention, conclue en mars 1984, qui expirait à la fin de 1988, prévoyait l'achat par EDF sur cinq ans de 52 térawattheures (soit en moyenne 10 TW/h par an) d'électricité produite dans les centrales minières appartenant à CDF et de 16 millions de tonnes de charbon, soit en moyenne 3,2 millions de tonnes/an. Le prix d'achat était partiellement indexé sur les cours du charbon importé, et sur le coût du kilowatt heure d'origine nucléaire. Elle devait en outre assurer le transfert après formation de mille mineurs par an chez EDF.

Le nouvel accord conclu entre les deux entreprises reprend pour l'essentiel les dispositions antérieures en améliorant le prix payé par EDF mais en réduisant le volume des débouchés garantis. Selon les précisions données, le mardi 22 décembre, en Lorraine, par M. Bernard Pache, président de CDF, aux syndicats de mineurs, le nouvel accord prévoit qu'EDF achètera seulement 7,92 térawattheures d'électricité et 2,3 millions de tonnes de charbon (provenant pour l'essen-

tiel du bassin lorrain) en 1989, ces quantités devant diminuer progressivement pour tomber en 1993, à la fin du contrat, à respectivement 5,97 TW/h et 1,8 million de tonnes, soit à peu près la moitié des volumes moyens prévus par la précédente convention. Compte tenu de son parc nucléaire, EDF n'utilise plus de charbon que pour assurer les pointes de consommation en hiver, et ses besoins doivent diminuer de moitié entre 1984 (début de la première convention) et 1991 (milieu de la seconde), le point bas étant prévu en 1992.

En revanche, le nouvel accord améliore les conditions d'achat du charbon français puisque le prix sera payé au départ de la mine et non plus livré en région parisienne, ce qui défavoriserait la production lorraine face au charbon importé livré au Havre. Selon une source syndicale, le prix passerait ainsi de 240 F à 375 F la tonne. De plus, selon la direction de CDF, « le prix retenu pour les fournitures d'électricité par CDF accordera une très large préférence au charbon national ».

Enfin, la nouvelle convention reconduit le volet social prévoyant le transfert d'agents de CDF vers EDF.

Cet accord a été diversement accueilli par les syndicats : tandis que la CFDT, la CFTC et FO, surtout présents en Lorraine, reconnaissent des « avancées certaines » dans cet accord qui, selon eux, « pérennise les Houillères du bassin lorrain », la CGT, surtout représentée dans le Nord-Pas-de-Calais, a dénoncé « le coup mortel porté à la production de charbon ».

V. M.

## Aux chantiers de Saint-Nazaire

## Le lancement du plus grand paquebot du monde

Le plus grand paquebot du monde, *Sovereign-of-the-seas*, construit par les Chantiers de l'Atlantique à quai, le 22 décembre, le bassin d'armement du chantier de Saint-Nazaire pour Miami (Floride). Il y sera baptisé, le 15 janvier, par l'épouse de l'ancien président Jimmy Carter et appareillera, dès le lendemain, pour sa première croisière dans les Caraïbes.

### SAINT-NAZAIRE de notre envoyé spécial

La construction a demandé vingt-neuf mois et huit millions d'heures de travail. Il a fallu assembler 14 000 tonnes d'acier et d'aluminium, soit deux fois plus que la tour Eiffel. A l'intérieur courent 1 300 kilomètres de câbles.

Ce magnifique paquebot, qui a été livré le 19 décembre par les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire à son armateur avec cinq jours d'avance sur le délai contractuel, s'appelle le *Sovereign-of-the-seas*. Avec ses 266 mètres (50 de moins que le *France*, devenu *Norway*) et la possibilité d'embarquer 2 600 passagers, il sera le plus grand paquebot de croisière du monde. Ce navire d'un blanc étonnant, dont l'étrave avance comme un rostre, « pèse » 175 millions de tonnes. Et des dollars à 6,87 francs, c'est-à-dire au cours en vigueur lorsque l'armateur norvégien, la Royal Caribbean Cruise Line (RCCL), signa la faramineuse commande en juillet 1985 !

« Nous avons à la fois tenu les délais et les prix, il n'y a pas eu de dérapage », assure M. Jean-Noël d'Acremont, le directeur du chantier. Et pourtant il y avait des risques puisque, en gros, « 60 % du prix du navire sont représentés par l'activité des sous-traitants et des fournisseurs ».

Il y a dix-huit mois, quand M. Chirac arriva au gouvernement et que l'ultralibéral M. Madelin prit les rênes de l'industrie, beaucoup craignaient que la cité de la Loire ne soit sacrifiée à bref délai sur l'autel de la rentabilité. Mais, grâce aux efforts d'Alstom (2 460 suppressions d'emplois entre le début 1984 et la mi-1988 et la fermeture de Dubigeon à Nantes, soit un coût total de 366 millions), grâce à l'esprit de responsabilité du personnel et au maintien des aides des pouvoirs publics, les chantiers de Saint-Nazaire ont résisté.

Certes, les coûts de revient à Saint-Nazaire sont toujours plus

élevés qu'au Japon et qu'en Corée du Sud. Mais l'organisation du travail, l'utilisation des technologies à haute performance, la politique commerciale, n'ont pas grand-chose à envier aux maîtres de l'Extrême-Orient, parmi lesquels il faut compter désormais aussi Taiwan et la Chine.

Il n'empêche que les pouvoirs publics manifestent encore une certaine méfiance à l'égard des chantiers de Saint-Nazaire. M. Madelin a ordonné un audit dont les résultats seront connus le mois prochain. Les responsables de l'entreprise, eux, maintiennent leur objectif : parvenir à une réduction des coûts de 30 % en 1990 par rapport à leur niveau de 1985. Comment ? Par la généralisation de l'informatique, du contrôle des dépenses, de la mise en place d'objectifs et par l'offre sur catalogue aux armateurs de navires. C'est le cas du modèle dénommé Chantal, un pétrolier livrable selon trois tailles différentes en fonction des besoins des armateurs.

Sauver les chantiers de la faillite, c'est bien ; mobiliser le personnel pour l'avenir, c'est encore mieux. La politique de la direction d'Alstom consiste à convaincre les métallos, les charpentiers, les dessinateurs que le *Sovereign-of-the-seas* est « leur » œuvre.

Le congrès des cercles de qualité des Chantiers de l'Atlantique (on en compte 150 rassemblant un millier de salariés) a eu lieu, le 12 décembre, à bord du paquebot dans une sympathique atmosphère de kermesse, mi-travail. Mot d'ordre : « Il y a toujours des économies à faire, des progrès à réaliser, une qualité à améliorer ». L'action de l'ensemble des cercles, à Saint-Nazaire, se traduit aujourd'hui par un gain net de 6 millions de francs.

Même s'il faut prévoir quelques journées de chômage partiel au début de l'an prochain, le climat revient plutôt à l'espoir à Saint-Nazaire. M. Alain Grill, directeur général de la branche navale d'Alstom, confirme qu'il a des négociations très avancées avec plusieurs autres armateurs de paquebots, tous étrangers.

Espoir mêlé d'amertume, cependant. Ni M. Mitterrand ni M. Chirac ne se sont déplacés pour la livraison d'un des plus beaux fleurons des chantiers français. Le client est étranger, même pas de la CEE ! Il est, en effet, difficile pour l'un comme pour l'autre de répondre à la question gênante : « Est-il normal que les contribuables français subventionnent largement un armateur d'Oslo qui proposera des croisières à des Américains fortunés sur la mer jolies des Caraïbes ? »

FRANÇOIS GROSCHARD.



# Marchés financiers

## Les Chargeurs « encerclent » le groupe Prouvost

Les Chargeurs poursuivent leur offensive dans le secteur textile en prenant le contrôle des établissements Paul et Jean Tiberghien. Le groupe de M. Jérôme Seydoux va acquérir 75 % du capital, les 25 % restants étant détenus par une holding qui regroupera les membres de la famille Tiberghien. Cette firme du Nord, qui réalise un chiffre d'affaires de près de 700 millions de francs, est spécialisée dans le tissage de laine de moyenne et haute gamme, tout en étant producteur de fil à tricoter et de fil destiné à la bonneterie.

En moins de quinze jours, les Chargeurs viennent de se renforcer considérablement dans ce domaine qui leur permet de doubler leur taille et surtout de poursuivre leur stratégie d'encerclement du groupe Prouvost, dont ils n'ont pas réussi à prendre le contrôle à l'issue d'une âpre bataille boursière aux mois d'août et de septembre.

Bien qu'ayant réussi à obtenir environ 47 % du capital, les portes du leader mondial du négoce et peignage de la laine leur sont totalement fermées. En effet, M. Derveloy, le président de Prouvost, et ses alliés qui sont le CCF et la MGF, qui détiennent 51 % des parts, ne souhaitent aucunement associer les Chargeurs à la gestion du groupe. Ils ont donc toujours refusé de les

faire entrer au conseil d'administration. Certains envisageaient alors la possibilité de céder quelques actifs de Prouvost à M. Seydoux. Toutefois, cette hypothèse semblait être devenue caduque. Les Chargeurs ont conçu une nouvelle stratégie qui aurait pour objectif d'encercler le groupe Prouvost.

A la mi-décembre, un accord était signé avec l'actionnaire principal de Roudière, qui cédait 57,7 % du capital. Cette vente, pour un montant de 73 millions de francs, permet aux Chargeurs de doubler leur taille dans le secteur textile. Roudière, leader européen de tissus drapés et lainages pour vêtements masculins et féminins, ajoute ses 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires aux 1,7 milliard déjà réalisés par les firmes du groupe de M. Seydoux qui sont notamment La Lainière de Picardie et Delcor.

Petit à petit, la part du textile grossit, mais elle est encore loin de rattraper la taille du leader du secteur tant convoité qu'est Prouvost (plus de 8,3 milliards de francs de chiffre d'affaires). Les Chargeurs pourraient encore continuer leurs acquisitions. Leur trésor de guerre de près de 4 milliards de francs leur laisse une certaine marge de manœuvre.

D. G.

## Siemens et Allied-Signal prêts à coopérer dans l'équipement automobile

L'allemand Siemens (28 milliards de dollars de chiffre d'affaires : électronique, télécom, énergie) et l'américain Allied-Signal (12 milliards de dollars de chiffre d'affaires : équipement automobile et aéronautique) ont signé une lettre d'intention pour la constitution d'une société commune (détenue à 50-50) destinée à l'étude, la fabrication et la commercialisation de systèmes électroniques et de composants pour l'automobile, particulièrement dans le domaine de la sécurité, du contrôle moteur, de la

transmission et du confort de conduite.

La nouvelle société serait composée de la division « installations électriques et systèmes automobiles » de Siemens Erlangen (RFA) et du groupe Bendix Electronics d'Allied-Signal, basé à Detroit. Les ventes dans l'électronique automobile des deux partenaires potentiels représentent plus de 600 millions de dollars dans le monde, pour un effectif supérieur à huit mille personnes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Avec le prolongement du COMPTE D'ÉPARGNE EN ACTIONS la SICAV

**LBI** Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

un placement à long terme de qualité profitez-en

A titre tout à fait exceptionnel, les avantages fiscaux du Compte d'Épargne en Actions devraient être prolongés jusqu'à la fin de 1988.

C'est donc le moment ou jamais de continuer à souscrire et de garder précieusement vos actions de la SICAV Livret BOURSE INVESTISSEMENTS, puisqu'elles sont fondées sur l'avenir des entreprises françaises les plus dynamiques. Quels que soient les aléas du marché boursier à court terme, c'est l'occasion d'un placement à long terme de qualité.

Comme déjà 500 000 actionnaires, faites lui confiance.

Avec Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV gérée par la Caisse des dépôts et consignations poursuivez dès maintenant votre investissement CEA

A la Caisse d'Épargne Écureuil, à la Poste, au Trésor Public

## PUBLICATION DES COMPTES DE L'AICFP ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM (association loi 1901) EXERCICE 1986

Les lecteurs du Monde ont répondu avec générosité aux appels lancés par Action internationale contre la faim (AICFP) pour financer des projets d'aide d'urgence et de développement dans les pays du tiers-monde, en particulier en Éthiopie. Voilà pourquoi l'Action internationale contre la faim (AICFP) publie ici encore ses comptes 1986, et rappelle ceux de 1985.

Les fonds collectés au cours de cet exercice se sont élevés à 33 989 342 F, soit une progression de 65 % sur ceux de l'exercice antérieur qui s'élevaient à 20 578 353 F. Ceux-ci proviennent pour les deux tiers (66,40 %) d'organismes internationaux, gouvernementaux ou d'aide au développement, le reste (33,60 %) provenant de dons privés, de dons d'entreprises, ou de réserve 1985.

Les dépenses d'intervention ont été elles aussi en forte progression, elles se sont élevées à 29 128 338 F en 1986 contre 21 040 294 F en 1985, se répartissant ainsi :

	1986	1985
Ethiopie (programme agricole et médical au Tigré et en Érythrée) .....	6 492 390 F	3 507 088 F
Tchad (travail agricole dans 4 régions) ..	5 418 847 F	4 029 980 F
Pakistan (aide aux réfugiés afghans) ..	4 997 031 F	4 279 714 F
Soudan (programme nutritionnel et agricole) .....	2 528 467 F	2 350 077 F
Autres (Ouganda, Thaïlande, Burkina, Haïti, Mali, etc.) .....	1 320 968 F	1 125 615 F
Intervention électorale (10 pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie) ..	4 705 675 F	3 459 820 F
Réserves d'intervention .....	3 664 970 F	2 488 000 F
	29 128 338 F	21 040 294 F

En 1986, les dépenses de fonctionnement se sont montées à 3 019 121 F (soit 8,9 % du budget total). Les dépenses de communication se sont par ailleurs élevées à 667 283 F, et un investissement net de 317 243 F a été consenti à la prospection de nouveaux donateurs.

En 1985, les dépenses de fonctionnement avaient été de 1 476 783 F (soit 7,13 % du budget total), et un investissement exceptionnel en communication et en informatique de 1 605 757 F avait été réalisé grâce au soutien d'entreprises privées.

Ces comptes audités concernent l'Association nationale AICFP. Les recettes et les dépenses des comités locaux (42 à fin 1986) seront dorénavant consolidées pour mieux refléter l'activité de l'AICFP et ses interventions.

AICFP : 34, avenue Railla, 75014 Paris - CCP 2820 W PARIS.

## NEW-YORK, 22 déc. ↑

### Ventes bénéficiaires

Après quinze jours de hausse à peu près ininterrompue, des ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street. Le marché, toutefois, a fait preuve d'une assez forte résistance. Une bonne partie du papier cédé a été absorbée, et, à la clôture, l'indice des industriels, un instant tombé à 1 949,27, s'élevait à 1 978,45 (-11,93 points). Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1976 valeurs traitées, 930 ont baissé, 647 ont monté et 399 n'ont pas varié.

Personne autour du Big Board ne s'est vraiment déclaré surpris de ce changement de cap. La barre des 2 000 constitue un front de résistance, et la remontée des cotes apparaît nécessairement une consolidation. D'autre part, le coup de frein aux commandes de biens durables enregistré en novembre (+0,03 % au lieu de 1,6 % en octobre) n'a pas fait très bonne impression. Un professionnel assurant que Wall Street n'était pas encore entré en convalescence et que ses acrobates d'aujourd'hui n'avaient rien de bien surprenant. De toute façon, la pression des ventes n'a pas été très forte, comme en témoigne la modération de l'activité avec 192,65 millions de titres échangés, contre 161,80 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 déc.	Cours de 22 déc.
Alcoa	50 3/8	50 1/2
Amstar	28 1/4	28 1/2
A.T.C.	38 3/8	39 1/2
Bausch	31 3/8	31 1/2
Du Pont de Nemours	61	61 3/4
Eastman Kodak	51 1/8	48 1/2
Exxon	78 7/8	78 1/2
General Electric	48 3/8	47 1/4
General Motors	61 3/4	60 5/8
IBM	118	118
I.T.T.	47 5/8	48 1/4
Westinghouse	44 3/8	44 1/2
Pfizer	29 1/2	29 1/4
Schlumberger	21 5/8	21 1/2
Union Carbide	39 5/8	37 3/8
U.S.X.	57	57 3/8
Value Corp.	57	57 3/8

## LONDRES, 22 déc. ↑

### Incertaine

Après une évolution irrégulière, les valeurs ont terminé sur une note incertaine et dans une ambiance calme, mardi au Stock Exchange. L'indice FT clôturait en hausse de 3,8 points, à 1 408,9. Le volume des transactions a diminué à 24 326, contre 27 597. La séance était dominée par l'attente de l'effacement autour de Blue Circle. Le titre du fabricant de ciment britannique a progressé de 40 %. Seulement 1 % des actions finalement ont changé de mains au terme de la journée. Pourtant, des indications durant la séance laissent entendre que le courtier James Capel souhaitait acheter près de 15 % du capital pour le compte d'un client dont l'identité n'a pas été communiquée. Blue Circle, quant à lui, lancé le 8 décembre, une OPA inamicale sur la compagnie britannique Birimid Quilcast, spécialisée dans le matériel de chauffage et les tondeuses à gazon.

Les valeurs pétrolières ont fait preuve de fermeté à l'exception de British, qui reculait après que la compagnie américaine Arco ait révélé l'augmentation de sa participation de 14,7 % à 19,2 %.

## FAITS ET RÉSULTATS

Quatre compagnies britanniques attaquent British Airways. — British Midland Airways, Mank Airlines, Loganair et Eurocity Express ont déposé une plainte devant la Commission européenne contre la fusion de British Airways et de British Caledonian, qui créerait une situation de quasi monopole en Grande-Bretagne, puisque le nouvel ensemble détendrait 80 % du trafic aérien de ce pays. Air France, de son côté, appelle à « l'union de l'ensemble du transport aérien français (...) pour gagner face à cette nouvelle concurrence ». D'une compagnie dont les coûts sont inférieurs à ceux des autres transporteurs européens.

Des réalisations belges pour la lessive. — Les firmes chimiques belges UCB et Solvay, ainsi qu'Austried, une filiale de groupe italien Montedison, ont décidé de s'associer, afin de produire, en Belgique, des détergents synthétiques, dont l'industrie des détergents fait une grande consommation. Inventée en 1940 par l'américain Union Carbide, les détergents remplacent, en effet, les triphosphates de sodium dans les lessives, qui sont à l'origine de l'eutrophisation (croissance des algues), causée dans les eaux par les rejets. La nouvelle usine belge aura une capacité de 40 000 tonnes/an. Elle sera implantée à Ostende et démarrera dans un an environ.

## PARIS, 22 décembre ↓

### Tassement

L'espoir d'avoir enfin une liquidation mensuelle légèrement positive, ou même équilibrée, a disparu mardi durant la séance. Décembre s'achève sur une note négative d'environ 1 %.

La hausse de lundi a totalement été annulée le 22 décembre. L'indicateur de tendance qui, dès les transactions de la matinée, oscillait entre -0,8 % et -1 % a terminé la journée à -1 % comme la veille, le courant de vente des particuliers étant encore important. Mais, si lundi les acheteurs semblaient revenir, mardi, ils étaient moins nombreux.

Cartes, ils sont généralement peu nombreux à opérer le jour d'une liquidation, car il faut se préparer à solder les positions. De plus, en cette fin d'année interviennent des ventes fiscales. A cela s'ajoutent les incertitudes qui règnent sur l'éventuelle réunion d'un « G-7 ». Lundi, les marchés étaient apaisés, misent sur une rencontre rapide des sept ministres des finances des pays les plus industrialisés pour tenter de stabiliser les monnaies. Mardi, tout semblait remis en cause. Le dollar, pour sa part, et paradoxalement, évoluait dans des marchés très calmes.

Sur le MATIF, contaminé par cette incertitude, le contrat de mars perdait 0,5 % à 98,25.

Parmi les plus fortes progressions de la séance se détachaient le Comptoir des entrepreneurs avec plus de 7 %, Eurofinance, Localab et Jean Lafarge. En revanche, La Redoute, qui figurait parmi les plus fortes transactions de la veille, perdait 4,7 %.

Eurotunnel passait en séance au-dessous de 25 F.

## TOKYO, 23 déc. ↓

### La baisse se ralentit

Ni le vote du Congrès américain sur la réduction du déficit budgétaire des États-Unis ni la déclaration des Sept réaffirmant le vœu commun de stabiliser les monnaies n'ont, semble-t-il, eu beaucoup d'effet sur la Bourse de Tokyo. Le mouvement de baisse s'est seulement ralenti. Dans l'après-midi, à la clôture, l'indice Nikkei s'accroît plus qu'un recul de 47,17 points, à 22 693,85. Cependant, les baisses ont assez nettement dominé quand même sur les hausses, ce dans la proportion de 5 pour 3. Quatre nouvelles sociétés financières étrangères viennent d'obtenir une licence de courtage au Kabuto-Cho. Ce sont Fidelity Investments Brokerage Service Japan, filiale du groupe américain du même nom, Smith New Court (GB), Garban (filiale américaine de la firme britannique M&J) et BNP Securities (filiale de la BNP).

VALEURS	Cours de 22 déc.	Cours de 23 déc.
Alcoa	425	435
Amstar	1 220	1 230
A.T.C.	1 250	1 260
Bausch	3 100	3 120
Du Pont de Nemours	2 300	2 320
Eastman Kodak	2 180	2 200
Exxon	590	595
General Electric	4 800	4 850
General Motors	1 940	1 960

## PARIS:

### Second marché (réédition)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.S.A.	801	210	Marcegaglia	35	35 90
Alcoa	229 80	210	Mitsubishi Imp.	313	311
Amstar	400	380	Mitsubishi	125	125
Amstar	250	250	Mitsubishi	480	440
A.T.C.	400	440	Mitsubishi	185	170
Bausch	355	355	Mitsubishi	530	550
Bausch	880	880	Mitsubishi	219 85	204 90
Bausch	605	605	Mitsubishi	318	320
Bausch	610	610	Mitsubishi	180	145 90
Bausch	804	870	Mitsubishi	318	320
Bausch	885	870	Mitsubishi	155	145
Bausch	885	870	Mitsubishi	100	100
Bausch	885	870	Mitsubishi	718	728
Bausch	885	870	Mitsubishi	850	820
Bausch	885	870	Mitsubishi	125	124 90
Bausch	885	870	Mitsubishi	146 70	136 50
Bausch	885	870	Mitsubishi	282	280
Bausch	885	870	Mitsubishi	413	428
Bausch	885	870	Mitsubishi	730	780
Bausch	885	870	Mitsubishi	894	879
Bausch	885	870	Mitsubishi	381	380
Bausch	885	870	Mitsubishi	222 80	206
Bausch	885	870	Mitsubishi	880	880
Bausch	885	870	Mitsubishi	249 40	249
Bausch	885	870	Mitsubishi	180	180
Bausch	885	870	Mitsubishi	450	440
Bausch	885	870	Mitsubishi	302	302

### LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 22-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
		Déc. 87	Déc. 87
Lafarge Cap.	1280	63	100
Paris	440	8,61	5,90
Pinget	1000	14	110
Thomson-CSF	920	59	104
Elf-Aquitaine	280	4,10	16,50
Midi	1100	122	218

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 déc. 1987				
Nombre de contrats : 44 585				
COURS	Déc. 87	Mars 88	Sept. 88	Sept. 88
Dernier	99,65	98,20	97,30	96,95
Précédent	100	98,65	97,75	97,30

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,54 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)
	Valeurs françaises : 142
	Valeurs étrangères : 97,4
	C° des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
	Indice général : 287,2
	NEW-YORK (Index Dow Jones)
	Industriel : 1998,38
	LONDRES (Index Financial Times)
	Industriel : 21 665
	Mines d'or : 385,4
	Fonds d'Etat : 88,21
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones : 22 693,85
	Indice général : 125,46

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ les + les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,5390	5,5330	5,5330
S.M.	4,3327	4,3327	4,3327
Yen (100)	4,3578	4,3578	4,3578
DM	3,3771	3,3771	3,3771
Mark	2,9973	2,9973	2,9973
FR (100)	16,1460	16,1460	16,1460
PS	4,1026	4,1026	4,1026
L (1 000)	4,5892	4,5892	4,5892
F. franc	10,9857	10,9857	10,9857

## TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
DM	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
Mark	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
FR (100)	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
PS	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
L (1 000)	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8
F. franc	3 1/8	6 1/8	9 1/8	12 1/8	15 1/8	18 1/8	21 1/8	24 1/8	27 1/8	30 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la Place.



## Marchés financiers

## BOURSE DU 22 DECEMBRE

[illegible]

**Comptant** (référé)

[illegible]

**SICAV** (Institution)

VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet
Prime Inc.	net	Prime Inc.	net	Prime Inc.	net
A.A.A.	687 97	Franc Region	894 13	Normal F	12568 01
A.A.I.	182 51	Franc-Asie	1382 47	Oldic Region	905 92
Acacia Prime	374 05	Franc-Asie	309 53	Oldic Region	1337 68
Acacia Invest.	322 32	Franc-Asie	107068 30	Oldic Region	262 79
Acacia Allocation	484 07	Franc-Asie	240 45	Oldic Region	1110 61
Acacia Prime	578 53	Franc-Asie	644 01	Oldic Region	518 95
A.G.F. Action Inc.	940 98	Franc-Asie	222 17	Oldic Region	5027
A.G.F. Action Inc.	473 29	Franc-Asie	427 39	Oldic Region	687 94
A.G.F. S.O.	402 36	Franc-Asie	13361 20	Oldic Region	707 77
A.G.F. S.O.	50 92	Franc-Asie	571 82	Oldic Region	133 66
A.G.F. S.O.	1041 36	Franc-Asie	11284 44	Oldic Region	16728 56
A.G.F. S.O.	1016 12	Franc-Asie	10111	Oldic Region	81 89
A.G.F. S.O.	1686 36	Franc-Asie	58216 26	Oldic Region	80 89
A.G.F. S.O.	547 67	Franc-Asie	238 54	Oldic Region	48 27
A.G.F. S.O.	214 07	Franc-Asie	81 73	Oldic Region	35 32
A.G.F. S.O.	1207 91	Franc-Asie	182 80	Oldic Region	1100 51
A.G.F. S.O.	487 42	Franc-Asie	1062 19	Oldic Region	1600 18
A.G.F. S.O.	894 47	Franc-Asie	1062 19	Oldic Region	248 14
A.G.F. S.O.	457 23	Franc-Asie	682 54	Oldic Region	848 34
A.G.F. S.O.	3205 27	Franc-Asie	1408 18	Oldic Region	609 79
A.G.F. S.O.	2262 42	Franc-Asie	138 75	Oldic Region	72428 01
A.G.F. S.O.	1185 02	Franc-Asie	617 88	Oldic Region	58428 02
A.G.F. S.O.	377 41	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	54568 08
A.G.F. S.O.	112 28	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	10762 33
A.G.F. S.O.	57 60	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	10736 19
A.G.F. S.O.	328 48	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	173 89
A.G.F. S.O.	2689 63	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	104 10
A.G.F. S.O.	79 57	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	107 10 04
A.G.F. S.O.	1703 70	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	22025 79
A.G.F. S.O.	382 23	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	425 10
A.G.F. S.O.	1052 36	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	102 54
A.G.F. S.O.	815 80	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	180 35
A.G.F. S.O.	282 23	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	5462 53
A.G.F. S.O.	1052 36	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	1130 41
A.G.F. S.O.	1052 36	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	1057 17
A.G.F. S.O.	815 80	Franc-Asie	557 76	Oldic Region	1056 21

RS	Cours préc.	Dernier cours	Fonction (Clé) ..... Fonc. Lycée ..... Fonc. ....
----	----------------	------------------	---

[illegible]

### Marché libre de l'or

[illegible]

Existent Criminate ...	1057 24	1008 3
Existent Rendament ..	1053 86	1006 0
Existent .....	3238 88	3082 4

Envy-Children	494 28	479 38	Michael	135 08	149 94	U.A.P. Invest.	363 29	340 52
Envy-Old	950 62	919 38	Michael	135 08	138 38	U.S. Invest.	108 91	108 91
Envy-Young	3778 54	3628 15	Michael	8289 30	8289 37	U.S. Investments	98 69	97 65
Envy-Old-Young	519 28	509 15	Michael	137 16	138 32	U.S. Invest.	367 68	379 65
Envy-Old-Young	6182 80	6169 42	Michael	2039 14	2039 14	U.S. Invest.	1101 71	1083 75
Envy-Old-Young	13947 54	13163 06	Michael	945 97	920 85	U.S. Invest.	326 43	326 43
Envy-Old-Young	11919 30	11919 30	Michael	1137 60	1107 46	U.S. Invest.	773 73	729 12
Envy-Old-Young	4238 01	4237 17	Michael	836 51	821 18	U.S. Invest.	2191 86	2081 08
Envy-Old-Young	2288 00	2287 91	Michael	722 22	722 22	U.S. Invest.	182 76	182 76
Envy-Old-Young	367 28	367 28	Michael	652 44	652 44	U.S. Invest.	937 25	906 54
Envy-Old-Young	307 28	307 27	Michael	8119 31	8008 25	U.S. Invest.	446 28	446 28
Envy-Old-Young	122 95	121 37	Michael	1100 05	1100 05	U.S. Invest.	337 30	336 30
Envy-Old-Young	438 92	434 92	Michael	587 75	572 02	U.S. Invest.	605 16	601 16
Envy-Old-Young	322 03	316 57	Michael	4836 12	4836 18	U.S. Invest.	1548 80	1548 80
Envy-Old-Young	94 20	91 46	Michael	1189 50	1187 13	U.S. Invest.	8192 97	8192 97

\* : droit déductible - d : démandé - c : prix précédent - \* : marché coté

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



سكرا من الاموال

28 • Jeudi 24 décembre 1987 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les troubles dans les territoires occupés par Israël. 6 La recherche d'un règlement en Amérique centrale. 7 M. Mitterrand à Djibouti. 2 DÉBATS : Justice et politique : « Du bon usage d'un maitre », par R. Hédou-Label ; « L'éducation des sens », par A. Memmi.	8 Après le vote du budget Champagne-Ardenne, les socialistes débattent sur les alliances de l'après-mai 1988. 9 L'incarcération du numéro deux du FLNKS soulève de vives protestations en métropole.	12 L'affaire du détournement d'armes françaises. 20 Jean-Paul II annonce une nouvelle encyclique. 23 Communication : le Conseil de la concurrence sermonne les publicitaires.	13 Un entretien avec Federico Fellini à propos de la sortie d'« Intervista ». 14 Francesca Comencini tourne son second film, le Lumière du lac, en France. 15 Portrait de David Leland, réalisateur de « Too Much ».	24 La déclaration des sept pays les plus industrialisés. 24 Baisse du chômage en novembre. 25 Les perspectives économiques de l'OCDE. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 19 Carnet ..... 22 Météorologie ..... 22 Mots croisés ..... 22 Radio-télévision ..... 21 Expositions ..... 16 Spectacles ..... 17 à 19	• Posez vos questions à J.-M. Colombani. DÉBAT • Chaque matin le mini-journal JOUR • Gagnez un abonnement d'un mois au quotidien JMO Actualité, International, Campus Immobilier, Bourse, Télématik 3615 Taper LEMONDE

## DOPAGE : trafic d'anabolisants avec la RFA

### Douze pharmaciens alsaciens inculpés

Douze pharmaciens du Bas-Rhin ont été inculpés à Strasbourg pour avoir vendu des anabolisants destinés à des culturistes allemands.

Pour la période allant de février 1985 à fin 1986, le trafic aurait porté sur 50 000 ampoules d'une valeur de 500 000 francs de produits inscrits au tableau C, essentiellement le déca-durabolin, le durabolin et des comprimés de nolvor. Ces anabolisants, dont la vente est interdite en RFA et aux Pays-Bas, sont normalement prescrits à très faibles doses pour traiter des asthénies. A plus haute dose, ils ont des effets métaboliques irréversibles - recherchés par les culturistes - tels que le développement de la masse musculaire. Le trafic était organisé à partir de fausses ordonnances ou par de faux médecins allemands.

L'enquête a démarré pendant l'été 1986, après la découverte par des gendarmes des Forces françaises en Allemagne stationnées à Rastatt (RFA) d'emballages de produits pharmaceutiques français sur le bord d'une petite route. La police et la douane allemandes ont procédé à des arrestations à Fribourg et à Baden-Baden. En collaboration avec l'inspection générale des pharmaciens et l'ordre départemental de la

profession, la gendarmerie de Strasbourg a constaté, de son côté, après examens des comptes des fournisseurs, que la consommation d'anabolisants était dix fois supérieure à la normale dans le Bas-Rhin. Une vingtaine de pharmaciens et un vétérinaire ont été entendus par les enquêteurs. Dix pharmaciens strasbourgeois et deux installés dans de petites localités voisines ont été convaincus d'exercice illicite de l'activité de grossiste en pharmacie par des officines et de contrefaçon aux règlements sur la délivrance de médicaments inscrits au tableau C.

Sur les douze inculpés, quatre pharmaciens ont été interdits d'exercice de un mois à un an par la chambre de discipline de l'ordre départemental des pharmaciens. Un d'entre eux a fait appel auprès de l'ordre national. Indépendamment des poursuites pénales, les autres dossiers devraient être traités par le conseil de l'ordre en 1988. « On ne peut pas excuser ces pharmaciens », a déclaré à l'AFP le président du conseil de l'ordre des pharmaciens du Bas-Rhin, M. Jack Saigne, ils ont agi plus par bêtise que par intérêt, car les sommes en jeu (500 000 francs) n'étaient pas considérables.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 23 décembre

#### Reprise

Une assez nette reprise s'est produite mercredi matin, rue Vivienne, pour l'ouverture du nouveau mois boursier. Cependant, à cause de problèmes techniques sur le marché en continu, aucun indicateur n'était disponible pour apprécier la hausse.

Avance de Midi (+ 3,3 %), Peugeot (+ 2,6 %), Chargeurs (+ 2,1 %), Lafarge (+ 2 %), Elf (+ 1,8 %), Valeo (+ 1,3 %), Michelin (+ 1,3 %), Saint-Gobain (+ 1 %), Recul de BSN (- 0,45 %).

Valeurs françaises	Cours	Précéd.	Dernier
Accor	321	318 90	324
Agfa-Heraeus	414	410	414
Air Liquide (L.)	818	812	818
Banque Paribas	2218	2218	2218
Bouygues	535	523	540
B.S.N.	4390	4340	4370
Carrefour	782	758	788
Chargers S.A.	188	188	188 90
Cit Alumin	1220	1220	1220
D.F. Agence	188	188	188 90
Elf	1538	1510	1550
Lafarge-Capelle	744	735	745
Michelin	1538	1510	1550
Midi (C)	744	735	745
Molt-Herzog	420	420	425
Novag-Matras	522	520	527
Parrot-Ricard	420	420	425
Peugeot S.A.	522	520	527
Saint-Gobain	420	420	425
Sanelec	420	420	425
Thomson C.F.P.	420	420	425
Toutat-C.F.P.	420	420	425
Valeo	414 90	423	420

Le numéro du « Monde » daté 23 décembre 1987 a été tiré à 461 335 exemplaires.

(Publicité)

**1500 mach. écrire Duriez**

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : All, Brother, Canon, Hermès, I.B.M., Olivetti, Olympia, Rank-Xerox, Sharp, électroniques marguerites, touches correction, mémoire, écran, etc... 97 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires de 480 F à 1.170 F. Gratuit sur place.

**3. R. La Boétie (8°) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6° (Odéon)**

## A la cour d'appel de Paris

### La chambre d'accusation doit se prononcer le 24 décembre sur la mise en liberté du docteur Pancino

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Claudius Berthelette, devait se prononcer le 24 décembre sur la demande de mise en liberté formulée par les défenseurs du docteur Gianfranco Pancino, ce chercheur travaillant au laboratoire du CNRS de l'hôpital Saint-Louis, interpellé le 17 décembre, sur la demande des autorités judiciaires italiennes. Placé sous écrou extraditionnel, M. Pancino a comparu, mardi 22 décembre, devant la chambre d'accusation, qui a donné une lecture succincte des quarante-deux mandats d'arrêt et des deux ordres d'incarcération délivrés à son encontre par les magistrats italiens. Ce formalisme, exigé par la loi n'est que la préface à une longue procédure, la chambre d'accusation ne pouvant examiner les demandes d'extradition qu'après avoir reçu et traduit en français les dossiers établis par les autorités judiciaires du pays requérant.

Aussi le bâtonnier Guy Danet et M. Roger Doumleth, conseils de M. Pancino, ont-ils demandé sa mise en liberté, en rappelant qu'il n'était pas un clandestin, puisqu'il résidait en France depuis cinq ans et qu'il travaillait officiellement comme chercheur dans un laboratoire d'immunologie du CNRS. En outre, le bâtonnier a précisé que le conseil italien à Paris avait été régulièrement informé de la situation de M. Pancino.

« Je ne comprends pas pourquoi l'Italie demande à la France l'arrestation d'un homme parfaitement réintégré en France, pour des faits dont il a été acquitté », a souligné le bâtonnier Danet, en évoquant « la situation juridique confuse » de M. Pancino, qui, même s'il reste condamné pour certains faits, « n'a pas de sang sur les mains ». En

conséquence, M. Doumleth a insisté sur les garanties de représentation offertes par le chercheur, avant de demander aux magistrats de lui permettre de passer les fêtes de Noël dans sa famille.

Fait exceptionnel : devant la chambre d'accusation, le président a demandé à M. Pancino d'expliquer lui-même quelle était sa situation professionnelle. Ce qui a permis au médecin d'indiquer aux magistrats que, dans le cadre de ses travaux sur le cancer mammaire, des expériences importantes étaient en cours et qu'il espérait pouvoir les reprendre rapidement. D'une manière encore plus exceptionnelle, le ministère public, représenté par le substitut général, M. Stanislas Kehrigh, s'est borné à déclarer qu'il se rapportait à la décision de la Cour.

M. P.

## Au Pays basque

### Quatre arrestations après la saisie d'explosifs

Une information judiciaire a été ouverte contre cinq personnes - un Basque espagnol et quatre Français - pour « infraction à la législation sur les explosifs, association de malfaiteurs, circulation et séjour illicites », à la suite de la saisie, samedi 19 décembre, à Saint-Pé-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques), de près d'une tonne et demie d'explosif. L'un des convoyeurs, Sabino Zabillaga Beloki, a été arrêté par les gendarmes alors que le conducteur de l'Estafette transportant le carteron d'ammunition parvenait à prendre la fuite.

Quatre Basques français ont été arrêtés dans les Pyrénées-Atlantiques, à la suite de cette saisie : Michel Abraham, âgé de quarante-sept ans, et Pierrette Sainte-Niquette, âgée de trente-six ans, considérés tous deux comme des militants de la cause basque, ainsi que Jean Mendiboure, âgé de vingt-sept ans, et Laurent Richanneau, âgé de vingt-six ans, qui ne sont pas considérés comme des « abertzales » (patriotes). Tous les quatre ont été inculpés par M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction chargé des dossiers du terrorisme au tribunal de Paris.

Un autre magistrat instructeur, spécialiste lui aussi de ces dossiers, M. Michel Legrand, a remis en liberté provisoire, lundi 21 décembre, Catherine Totorica, journaliste à Radio Bordeaux-Gironde, et son mari, Christian Ondicola, arrêtés l'an dernier pour avoir hébergé un membre présumé d'ETA, Xavier Macazaguz-Urrutia.

## Sur le vif

### Cher Montand

Génial, le coup de Montand, le soir. Si on voulait qu'il joue le candidat possible, sinon probable, à la présidence de la République en répondant aux « Questions à domicile », l'autre semaine, fallait casquer. Son cachet ? Un million ! Stupéur de la chaîne ! Cette émission, les Barre, les Chirac et autres Rocard le font pour ramasser leurs idées, pas pour ramasser des sous. Oui, bon, eux, c'est eux. Lui, c'est lui. D'après le Canard enchaîné, il y a eu des marchandages à n'en plus finir et puis, bon, il a été obligé de baisser ses prix. OK pour 800 000 F. Remarque, c'est une affaire, ça revient à 9 000 baisses la minute de politique-spectacle.

Fallait l'entendre ce matin, Montand, sur Europe 1. C'était à s'écrouler de rire. Quis, je me suis fait payer, et alors ? Drucker, en face, vous croyez qu'il bosse pour des primes ? Quant à Mitterrand, il aurait pu

demandeur une petite fortune en échange des spots de pub qui ont interrompu son show avec Occident (sic). C'est vrai, ça, l'y avait pas pensé. Lui non plus, probablement. Il est trop bête aussi, mon Mimi.

Voyez, ce que j'admire, moi, chez Montand, c'est sa sincérité. C'est ni pour la gloire, ni pour l'argent qu'il vient si souvent s'écrouler à l'écran dans le rôle d'un Sarrin ou d'un Aron, pas du tout. C'est par générosité. Vous savez ce qu'il a fait ? L'aumône. Il s'est rendu d'un chèque pour les restes du cœur. Pas toute la somme, non, un huitième ! Ou, Quand ? A la télé. On verra ce bientôt sur Canal Plus. Un geste pareil, faut surtout pas qu'il passe inaperçu. Il mérite d'être applaudi par des millions de gogos abêlés. Charré bien ordonné...

CLAUDE SARRAUTE.

## Le drame des couples mixtes franco-algériens

### Onze mères retrouvent leurs enfants à Alger

Alger. - Onze mères françaises, divorcées d'avec des Algériens et qui n'avaient pas eu la joie de voir débarquer leurs enfants à Orly, le samedi 19 décembre, à l'occasion de la dernière visite organisée par l'Algérie et la France (le 22 décembre), sont arrivées, le mardi 22 décembre à Alger en compagnie du médiateur français, M. Allier, et de M. Latouche, directeur des libertés publiques et de la réglementation au ministère de l'Intérieur. Une quinzaine d'enfants les attendait à l'aéroport, et tout ce qu'Alger compte de journalistes français ainsi que deux équipes de télévision avaient fait le déplacement pour assister à ces retrouvailles médiatiques.

On pleure beaucoup, d'émotion, de joie, de chagrin aussi, car tous les enfants, apparemment, n'étaient pas heureux de retrouver leur mère. A l'instar de cette gamine de douze ans, arborant hijab et tchador, couvrant ses seins plus jeunes afin de les protéger de cette mère blonde et frêle qu'elle insultait, lui débattant une leçon bien apprise.

Les autorités algériennes avaient retenu des enfants d'hôtel, pour que les mères et leurs enfants passent trois ou quatre jours ensemble en dehors de la présence des pères...

Les onze mères ont été reçues dans la soirée par le ministre de l'Intérieur algérien, M. Hedi Kheir, pour tenter de régler le problème de la visite de leurs enfants en France. - (Corresp.)

## A Nice

### Deux jeunes Maghrébins inculpés d'injures racistes

Nice. - A la suite d'une tentative mouvementée de vol de cyclomoteur dans une fête foraine de Nice, deux jeunes maghrébins, un lycéen de dix-sept ans, de nationalité algérienne, et un Tunisien de vingt ans ont été inculpés, le mardi 22 décembre, d'injures à caractère raciste à l'encontre de policiers, et placés sous mandat de dépôt.

Les faits remontent à dimanche 20 décembre. Des policiers en civil avaient interpellé le lycéen qui tentait de forcer le cadenas d'un cyclomoteur. Une bande de jeunes Maghrébins avait aussitôt tenté de s'opposer à cette interpellation en provoquant une bousculade et en injurant les policiers.

Le « meneur » de la bande, Lotfi ben Mansour, avait été appréhendé. « Nous, les Arabes, nous sommes ici pour pouvoir votre race », auraient notamment déclaré les deux jeunes Maghrébins. Ceux-ci seraient par ailleurs, lance un policier : « On ne vous croyait pas si facilement inculpés par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Hamman, d'outrages, rébellion et violences légères à agents de la force publique », et, en ce qui concerne le mineur, de « tentative de vol de cyclomoteur ». L'un et l'autre nient les faits qui leur sont reprochés. - (Corresp.)

● Mort de Jacques Sigurd. - Le scénariste-dialoguiste français, Jacques Sigurd, est mort à New-York, le 20 décembre. Il était âgé de soixante-sept ans.

[Né à Paris en 1920, Jacques Sigurd est d'abord acteur de théâtre et speaker à la BBC. Après la Libération, il devient journaliste, puis scénariste de cinéma. Ses scénarios vont ailleurs, lancés avec le courant populiste de l'après-guerre, tout en apportant au cinéma français un réalisme psychologique très noir. Avec le réalisateur Yves Allégret, Jacques Sigurd donne la fameuse « trilogie » : *Déjà d'Amers* (1947) ; *Une très jolie petite plage* (1948), et y voit Gérard Philipe sans son air de romantique et *Monique* (1949).]

# Le Monde

Lundi 28 décembre de 16 h à 17 h

**JEAN-MARIE COLOMBANI**

vous répond en direct sur minitel

36.15 TAPÉZ LEMONDE

## NE RESTEZ PAS SOURD

**JOURNÉES D'INFORMATION SUR L'AUDITION**  
jusqu'au 31 décembre

Vérification gratuite de votre appareil  
Essai gratuit du nouvel appareil  
Prendre rendez-vous au : 42.60.34.52

Audifrance 18, rue Royale 75008 PARIS



## MONSIEUR ELYSEES

100 av. des CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS 8°

### LIQUIDATION TOTALE

AVANT TRAVAUX 2° DEMARQUE

LANVIN, DIOR, CARDIN, YSL, MAXIM'S, etc.  
Costumes depuis 890F Pulls depuis 195F  
Vestes " 400F Chemises " 150F  
Pantalons " 250F Cravates soie " 100F  
PRIX EXCEPTIONNELS SUR RAYONS CACHEMIRE ET CUIRS.

## Atighetchi

qui a annoncé la cessation de ses activités en raison d'une impossibilité de s'approvisionner selon la tradition du vrai tapis d'Orient, poursuit donc la vente de son stock rassemblé depuis 40 ans, dans lequel il ne reste plus que des

**TAPIS ANCIENS ET RARES**  
sur lesquels il vous sera versé une remise de 50%

4, rue de Perthuis, 8°, M° Miromesnil  
10 h à 19 h, sauf lundi matin.  
42.65.90.43.

Attention, exceptionnellement, la publicité de Glenturret est aujourd'hui à l'intérieur.

Savoir pourquoi il mérite le nom de "pure single highland-malt scotch whisky". Voir enfin à quoi ressemble sa bouteille. Noter les adresses où on peut l'acheter. Tout cela est en page 11.

A commander avec modération

## CATREUILLE

VERMOREL, TRESOR, JEWELL

**SOLDES ANNUELS**

1er JOUR

Samedi 26 Décembre

62 rue St-André-des-Arts 6°

Tel : 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D E F G